

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA JOURNÉE DE 8 HEURES EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 1^{er} mai 1911, à 1 h. 1/2

PAR

FRANÇOIS BAIXÈS

AVOCT

DOCTEUR EN DROIT

Président : M. JAY, professeur.

Suffragants { MM. SOUCHON,
HITIER.

PERPIGNAN

IMPRIMERIE DE « L'INDÉPENDANT », 4, RUE DE LA PRÉFECTURE, 4

—
1911

THÈSE

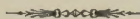
pour

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA JOURNÉE DE 8 HEURES EN FRANCE



THÈSE POUR LE DOCTORAT

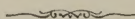
présentée et soutenue le 1^{er} mai 1911, à 1 h. 1/2

PAR

FRANÇOIS BAIXÈS

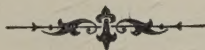
AVOCAT

DOCTEUR EN DROIT



Président : M. JAY, professeur.

Suffragants { MM. SOUCHON,
HITIER.



PERPIGNAN

IMPRIMERIE DE « L'INDÉPENDANT », 4, RUE DE LA PRÉFECTURE, 4

1911

A MON PÈRE

25 25

Comme gage de reconnaissance
et d'affection.



AVANT-PROPOS

L'idée de la limitation à huit heures de la journée de travail apparaît de plus en plus au premier plan des préoccupations de la classe ouvrière. Hier encore, revendication chimérique, servant de programme aux manifestations de la rue, elle est, aujourd'hui, en voie de réalisation pratique. Le Parlement en a consacré législativement le principe; la loi du 29 juin 1905 fixe la durée maximum du travail, dans les travaux souterrains des mines de combustibles, à neuf heures par jour pendant deux ans, à huit heures et demie pendant les deux années qui suivront et à huit heures ensuite. Une pareille loi est bien symptomatique de l'évolution qui se produit dans les esprits. La question de la journée de huit heures posée devant l'opinion publique par les excès et les violences n'avait pas de chance d'aboutir; la violence n'est que la caricature de la force. (1) Mieux connue et mieux étudiée, elle apparaît plus facilement réalisable, elle n'est plus considérée uniquement comme devant entraîner la ruine des industries et des patrons; l'idée, au contraire, tend à pénétrer les esprits d'une sorte de rénovation industrielle par l'application de la journée de huit heures.

Peut-être, est-ce le secret de la prépondérance économique dans l'avenir?

Des expériences ont été heureusement tentées de la

(1) Marcel LECOQ écrivait le 1^{er} mai 1906 : « La journée de huit heures et l'action révolutionnaire » (*Correspondance Sociale*). « La diminution des heures de travail ne pourrait, en aucune façon, s'implanter dans nos lois et dans nos mœurs à la faveur d'une émeute. Issue d'une agitation momentanée, elle ne lui survivrait pas; les réformes progressives sont seules durables..... »

journée de huit heures dans les établissements industriels de l'État et dans l'industrie privée. Nous en avons apprécié les résultats.

Le législateur français a beaucoup fait pour orienter les esprits dans cette voie de la réduction des heures de travail. Son intervention a été décisive et légitime. Sans elle, les ouvriers n'auraient pas abouti le plus souvent ; l'argument ironique : « Ouvrier, sauve-toi toi-même ! » cache mal une irréductible opposition au principe de la limitation légale.

Le Droit à l'intervention de l'État n'est plus guère contesté aujourd'hui. Mais cette intervention même a des limites qu'il faut avoir soin de ne pas dépasser. Aussi bien, partout où cette intervention n'est pas possible ou doit être simplement retardée, préférons-nous l'initiative privée qui peut faire mieux et plus que la loi ; si comme elle l'a déjà compris, elle considère la réduction progressive des heures de travail comme étant davantage de l'intérêt des industriels et des patrons.

Il importe donc de dire ce qu'a déjà donné la journée de huit heures, ce qu'on peut encore attendre d'elle. C'est dans cet esprit que nous en avons entrepris l'étude.

Nous avons été aidé dans ce travail par les renseignements précieux qu'a bien voulu nous donner sur cette question M. Camille SABATIER, ancien député, un des collaborateurs du journal *La Dépêche*, et par certains documents parlementaires que nous devons à l'amitié et à l'obligeance de M. Édouard VILAR, sénateur des Pyrénées-Orientales.

Nous n'aurons garde d'oublier M. le professeur Raoul JAY, à la compétence duquel nous devons des indications utiles qu'il ne nous a pas ménagées au cours de notre travail.

A tous, nous exprimons nos meilleurs sentiments de reconnaissance.

1^{er} février 1911.

LA JOURNÉE DE 8 HEURES EN FRANCE

CHAPITRE I

LA PROTECTION LÉGALE DU TRAVAIL

LE RÔLE DE L'ÉTAT DANS LES RAPPORTS DU CAPITAL ET DU TRAVAIL. — DE LA RÉGLEMENTATION ET DE LA LIBERTÉ ÉCONOMIQUE. — THÉORIE DU LAISSER-FAIRE. — ÉVOLUTION DU TRAVAIL INDUSTRIEL. — MOUVEMENT CONTEMPORAIN DES PRINCIPALES LÉGISLATIONS.

Lorsqu'intervint en France, pour la première fois, le 22 mars 1841, une loi limitant à huit ans l'âge de l'admission des enfants dans les manufactures, les opposants furent nombreux qui crièrent à la violation de la liberté du travail. Aujourd'hui comme alors, bien que l'école libérale admette l'intervention de l'État sur certains points, (1) nous rencontrons la même opposition de principe au mouvement en faveur de la protection légale des travailleurs. Le rôle de l'État s'est cependant agrandi parallèlement au développement de l'industrie, à l'introduction et au perfectionnement du machinisme. Il y a eu là une double évolution industrielle et sociale rendue nécessaire après l'abolition du régime corporatif. « La liberté succédant au monopole et la concurrence au privilège », (2) l'industrie avait pris un grand essor, mais cette concurrence même et cette liberté avaient entraîné des excès et de graves conflits. Elles avaient placé le travailleur isolé dans un état très grand d'infériorité.

(1) Voir Raoul Jay. — *Protection légale des travailleurs*, p. 5.

(2) Levasseur. — *Histoire des classes ouvrières en France*.

rité. Alors qu'autrefois des rapports directs s'établissaient entre patrons et ouvriers, que la discussion tout au moins des conditions du contrat de travail était rendue possible sous un régime restreint d'économie locale, le développement économique du xix^e siècle devait avoir comme conséquence l'isolement et la faiblesse du travailleur dans l'atelier où, en l'absence de contrat de travail librement consenti et discuté, le patron seul établit un régime uniforme des conditions du travail. Dès lors, il était nécessaire que l'État intervint pour sauvegarder les droits des travailleurs. C'était l'exercice légitime de sa fonction sociale. L'État avait le devoir d'opposer comme contrepoids à l'arbitraire et à l'égoïsme patronal une législation protectrice pour les travailleurs. La réglementation du travail s'est poursuivie depuis le commencement du xix^e siècle, hésitante d'abord, par ébauches successives; la République de 1848 lui a donné une remarquable impulsion (réglementation de la durée des heures de travail des ouvriers adultes, abolition du marchandage, fondation et subvention des Associations ouvrières de production); la troisième République est allée plus avant dans cette voie; elle a créé véritablement la législation ouvrière par une activité inlassable employée à la sauvegarde des intérêts de la classe ouvrière. Cette protection est nécessaire. Elle est nécessaire dans l'intérêt national et dans un intérêt supérieur de justice sociale; une fatigue trop prolongée, une vie d'efforts trop intenses épuise et déprime l'ouvrier, les longues heures imposées à la mère ou à l'enfant détruisent la famille ouvrière. « On doit, écrit M. Raoul Jay dans son livre, *La Protection légale des Travailleurs*, (1) affirmer que l'intérêt national sera évidemment et gravement compromis toutes les fois que les conditions du travail mettront en péril l'existence ou la vitalité de la famille ouvrière ». C'est aussi une question de justice sociale parce qu'il n'est pas admissible que le travailleur, principal artisan de la prospérité de l'industrie nationale, ait des conditions de travail tellement dures qu'il ne puisse pas vivre en homme, c'est-à-dire avoir une existence comportant la satisfaction des besoins intellectuels et

(1) Raoul Jay. — *Protection légale des Travailleurs*, p. 9.

moraux, nécessaires à la vie de l'âme. L'État doit alors intervenir et protéger pour lui assurer cette atmosphère de vie, ce minimum indispensable de vie sociale. (1)

L'école libérale fait quelques concessions à l'idée de protection, notamment en ce qui concerne la protection des enfants, la suppression du travail de nuit, mais se refuse à toute limitation du travail des gens libres, des hommes et des femmes majeurs. Tous les partisans déterminés du laisser-faire prétendent que la liberté économique est la condition même de l'existence de l'industrie. Toutes les dispositions de loi sociale de protection sont autant d'obstacles à son développement, à sa prospérité. C'est, selon eux, faire œuvre de sentimentalisme, et souvent les répercussions imprévues de ces lois sont telles qu'elles portent même atteinte à la situation des ouvriers qu'elles étaient chargées d'améliorer. « On s'imagine améliorer la situation des ouvriers par telle ou telle catégorie de mesures artificielles et il advient souvent qu'on la détériore soit en rendant les capitaux plus timides, soit en les chassant, soit par des perturbations diverses. » (2) M. Paul Leroy-Beaulieu cite l'exemple de la Grande-Bretagne où une loi établissait, il y a un an, des minima de salaires pour le travail à domicile ; M. Winston Churchill, Ministre du commerce, assurait que ces minima avaient eu les meilleurs résultats ; en réalité, depuis leur établissement, les ouvrières les moins habiles ne gagnent plus rien. Il y a des lois économiques naturelles, il faut prendre garde de les méconnaître, déclarent ces économistes individualistes. S'opposer à leur libre jeu, ce serait diminuer, anéantir même l'activité économique et le bonheur général. Nous pensons que la théorie du laisser-faire est une théorie d'iniquité. Il n'y a pas de lois écono-

(1) Le Conseil fédéral suisse déclarait avant l'élaboration de la loi de 1877 sur le travail dans les fabriques : « Il faut veiller à ce que la durée du travail dans la fabrique ne dépasse pas les bornes au delà desquelles elle se trouve en contradiction avec les lois de l'existence physique, à ce qu'elle laisse à l'ouvrier la possibilité de remplir les devoirs et les obligations qui lui incombent comme homme et comme citoyen. »

Cité par Raoul Jay. — Op. cit., p. 7.

(2) Paul Leroy-Beaulieu. — *L'Économiste*, 23 av. 1910.

miques fatales; « Fatalité des lois naturelles » est souvent synonyme « de routine traditionnelle ». (1) Charles Rist, dans son ouvrage sur la journée de travail de l'adulte en France, démontre clairement que, loin de porter atteinte à la liberté des contrats, l'intervention légale garantira au contraire la liberté du travail; elle garantira, selon lui, « l'égalité du patron et de l'ouvrier, qui n'est que théorique » actuellement.

M. Cauwes critique aussi l'exclusivisme de la doctrine individualiste pure; « en résumé, l'individualisme pur comme principe exclusif d'action et d'ordre dans la Société est insuffisant; à côté, il doit y avoir une action de redressement qui doit procéder d'autre chose que des volontés individuelles. » (2) C'est cette action de redressement que nous estimons nécessaire dans les rapports du capital et du travail.

La concentration industrielle et commerciale a modifié profondément les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière. Plus de discussion possible du contrat de travail qui se réduit à être un simple « contrat d'adhésion » (3) reconnu d'ailleurs par la jurisprudence; plus d'espoir pour le travailleur de devenir un producteur autonome suivant l'expression de Marx; plus de conditions particulières; un règlement commun pour une catégorie particulière d'ouvriers dans l'atelier. Le patron, disposant du capital de la machine, dispose des ouvriers comme il l'entend, et, comme rien ne s'oppose à sa puissance, il considère les ouvriers comme une marchandise qu'il achète et qu'il entretient, qu'il fait rentrer dans ses frais généraux. Il a intérêt évidemment à ce qu'elle produise le plus longtemps possible, à ce qu'elle donne son rendement maximum et, suivant l'erreur économique répandue chez la plupart que la force de travail doit produire d'autant plus qu'elle est appliquée plus longtemps à la matière, il fait des longues journées la règle de la production. Plus longtemps l'ouvrier travaille,

(1) Charles Rist. — *La Journée de travail de l'ouvrier adulte en France*, p. 18.

(2) *Cours Economie Politique*, 1908-1909.

(3) *Cours Lég. Indstelle*, 1908-1909 (Jay).

plus grande doit être la quantité produite. C'est ainsi que nous avons assisté à de déplorables abus dans la plupart des pays industriels. En Angleterre, où la journée de travail était assez courte autrefois, (1) dès qu'apparaît la grande industrie, les journées se prolongent jusqu'à douze heures, treize, quatorze et parfois même jusqu'à seize heures par jour. « A Manchester, à l'époque du bill de réforme, les filatures marchaient de cinq heures du matin à neuf heures du soir sans s'arrêter jamais, sauf pendant une heure pour le dîner ; quant au déjeuner, on le prenait tout en restant debout, et en servant la machine. » (2) La raison de ces longues journées était l'emploi dans l'industrie de machines construites à grand frais, que les patrons avaient intérêt à faire rapporter le plus possible et, par suite, à faire fonctionner presque sans interruption. Dans l'industrie cotonnière, d'après certains auteurs, des ouvriers ont travaillé fréquemment jusqu'à vingt heures par jour. (3) Cette situation se prolongea jusqu'à l'act des dix heures de 1847.

En France, les journées de travail sont d'une durée très longue jusqu'en 1848 ; de quinze à quinze heures et demie dans l'industrie du coton et de la laine ; les femmes même travaillent quatorze heures, quelquefois quinze et quinze et demie. Villermé trace un tableau navrant de ces malheureuses, « pâles, maigres, qui marchent pieds nus au milieu de la boue et qui, faute de parapluie, portent, renversé sur la tête, lorsqu'il pleut, leur tablier ou leur jupon de dessous pour se préserver la figure et le cou. » (4) D'après Villermé, la durée ordinaire du travail dans l'industrie textile était de quatorze à dix-huit heures. Aujourd'hui encore, les ouvrières couturières, les dentellières, confectionneuses, travaillent de très longues journées. N'est-ce pas là un régime dissolvant pour les membres de la famille ouvrière ?

En Belgique, même situation ; les journées sont de douze à quatorze heures dans les charbonnages ; de douze à

(1) John Rae. — *La Journée de huit heures*, p. 8.

(2) John Rae. — *Ibid.*, p. 9.

(3) Von Schulze Goevernitz. — Cit. par Ansiaux, *Heures de Trav. et Salaires*, p. 32.

(4) Villermé. — *État physique et moral de la classe ouvrière*, cit. par Caroline Milhaud, *L'Ouvrière en France*.

quatorze heures dans l'industrie cotonnière, quinze heures pour les dentellières brabançonnnes, treize heures dans l'industrie du lin et manufactures mécaniques. (1)

En Allemagne, les enfants sont occupés dans les filatures de laine de cinq heures du matin à huit heures du soir; dans une fabrique de clous, ils travaillent de trois à onze heures du matin et de deux à huit heures du soir. (2)

On peut aisément multiplier les citations d'exemples de cette nature; on constate dans tous les pays où est apparue la grande industrie cet emploi immodéré des ouvriers adultes, des femmes et même des enfants pendant des journées extrêmement longues. C'est là un mal spécifique et général. Bientôt cependant, sous l'influence d'expériences heureusement tentées par l'initiative privée, d'enquêtes sur la situation malheureuse des classes ouvrières, de la propagande socialiste, un pas est fait à la fin du xix^e et au commencement du xx^e siècle dans la voie de la protection légale des travailleurs. Une évolution parallèle se poursuit dans les différents pays civilisés; l'idée se fait jour de plus en plus de l'organisation de l'industrie, de l'établissement d'institutions de nature à améliorer la condition des classes laborieuses, de faciliter l'organisation professionnelle pour soustraire l'ouvrier à l'isolement et lui permettre, comme par le passé, la libre discussion des conditions du contrat de travail. Les limitations apportées surtout dans la plupart des pays à la durée du travail indiquent clairement la tendance des législations modernes à rétablir l'égalité entre le capital et le travail « Devant l'inexistence des contrats individuels, dit Eugène Fournière, et en l'absence d'une force collective ouvrière qui donne à chacun une faculté de plus, qui balance celle du capitaliste, les limitations légales de la liberté du capital ne sont que les poids ajoutés à la balance dans le plateau le plus léger. Limiter la liberté du capital, c'est créer la liberté du travail. » (3) On comprend, enfin, l'intérêt primordial qui s'attache à la conservation de

(1) Ansiaux. — Op. cit., p. 35.

(2) Joseph Sarraute. — *Limitation légale de la durée du travail en Allemagne*, cité par Lecocq. — *La Journée de huit heures*, p. 27.

(3) *La Dépêche*, de Toulouse, mai 1910.

la classe ouvrière par le ménagement et l'entretien de sa force de travail et l'emploi des courtes journées.

La durée moyenne de la journée de travail a été abaissée un peu partout et le salaire n'a pas diminué.

En Suisse, la loi fédérale du 23 mars 1877 a fixé la journée de travail dans les fabriques à onze heures par jour et la loi du 1^{er} avril 1905 a même réduit à neuf heures la journée de travail du samedi et des veilles de jours fériés. Le Gouvernement fédéral a d'ailleurs, concurremment avec le service de l'Inspection, élaboré un projet de réforme de la loi de 1877, substituant la journée de dix heures à la journée de onze heures et étendant le bénéfice de la loi aux petits ateliers. (1)

En Belgique, il n'existe pas de réglementation pour femmes et hommes adultes, mais le vote de la loi du 17 juillet 1905 sur *le repos du dimanche dans les entreprises industrielles et commerciales* indique une orientation marquée dans le sens de l'interventionnisme. (2)

En Angleterre, depuis la loi du 17 août 1901, la durée du travail des femmes et des adolescents est limitée à cinquante-cinq heures et demie par semaine, dans les textiles, industries considérées comme particulièrement pénibles, à soixante heures dans les autres fabriques et dans les ateliers. Mais il est interdit de faire travailler les mineurs de dix-huit ans et les femmes le dimanche et même l'après-midi du samedi (sauf exceptions); les patrons conservent alors le droit de les faire travailler onze heures les autres jours ou dix heures dans les industries textiles. Les ateliers de famille sont aussi réglementés; les patrons doivent donner au Conseil de district la liste des personnes employées pour leur compte hors de l'atelier. (3)

En Allemagne, les adolescents travaillent dix heures; la

(1) Cf. Pic. *Traité de législat. indelle*, p. 580.

(2) Deux projets de loi ont été déposés, l'un par M. Bertrand, tendant à consacrer législativement la journée de dix heures, l'autre par M. Helleputte, autorisant l'administration à fixer la durée maxima de la journée de travail, par voie d'arrêtés, dans les industries insalubres. Cf. Pic. *Traité de législat. indelle*, p. 561.

(3) Cf. Pic. *Traité législat. indelle*, p. 567 et 568.

journée des femmes est limitée à dix heures et huit heures le samedi; (1) le travail des hommes n'est pas réglementé.

En Autriche, la durée maxima est de onze heures.

Aux États-Unis, la journée est plus courte encore; la loi du 28 juin 1868 porte la journée de travail à huit heures « pour les ouvriers employés par le Gouvernement ou pour son compte ».

En Australie et Nouvelle-Zélande, la majorité de la population ouvrière est sous le régime de la journée de huit heures; on estime qu'un quart seulement de la population ouvrière travaillerait plus de huit heures par jour. (2)

On voit, avec les différences qu'elles comportent, les législations étrangères s'affirmer de plus en plus dans le sens de la réglementation. Ce progrès est dû à la loi, il est dû aussi à l'action des syndicats ouvriers. N'est-ce pas après la déclaration du congrès corporatif de Bourges, en 1904, « à partir du 1^{er} mai 1906, nous ne travaillerons plus que huit heures », que l'on a vu, à la suite des événements du 1^{er} mai et de la pression des revendications ouvrières, l'État se livrer à une enquête sur les résultats de l'application de cette formule dans ses propres établissements industriels. Une organisation ouvrière puissante peut hâter la création d'une législation protectrice en attendant qu'elle collabore intelligemment à son élaboration. Jusqu'où ira-t-on dans cette voie? La situation actuelle des travailleurs en France peut-elle encore se modifier dans le sens d'une limitation plus accentuée de la journée de travail, sans aucun dommage pour l'industrie nationale? La journée de dix heures est appliquée en France dans 157.731 établissements industriels; dans 35.247, on n'emploie que des adultes auxquels est applicable le décret-loi du 9 septembre 1848, fixant à douze heures la journée de l'ouvrier dans les usines et manufactures. Dans 115.322, la durée du travail des hommes adultes n'est pas fixée par la loi. Dans la séance de la Chambre du 7 juillet dernier, M. Viviani a déposé un projet de loi établissant l'unification de la journée de travail. Il s'appliquerait, suivant un système de paliers, à 268.000 ou-

(1) Loi du 28 décembre 1908.

(2) John Rae. — *La Journée de huit heures*, p. 249.

vriers qui bénéficieraient de la journée de dix heures. La journée de dix heures serait alors généralisée à tous les ouvriers des établissements industriels. Cette réforme serait un progrès véritable; elle est à la veille d'être réalisée. Mais ne peut-on espérer mieux? Que penser de la formule socialiste des trois-huit? Les congrès socialistes, les brochures de propagande du parti considèrent son application comme nécessaire à une relative amélioration des conditions de la classe ouvrière. Il faut reconnaître que le parti socialiste ne voit pas là un idéal dont la conquête donnerait entière et complète satisfaction, mais c'est au moins une méthode d'action, un article de son programme, une étape à franchir dès maintenant. D'autre part, des écrivains non socialistes, des patrons même qui en ont fait l'essai, déclarent que la journée de huit heures est chose réalisable. La journée de dix heures ne saurait d'ailleurs être, même en ce qui concerne les hommes adultes, considérée comme le dernier mot de la limitation légale de la journée de travail. Cette réduction à une durée moindre apparaît même dès maintenant « urgente pour les ouvriers employés dans des conditions particulièrement insalubres ou dangereuses. Il en est ainsi, par exemple, pour les ouvriers employés tantôt de jour et tantôt de nuit dans les usines où le travail est continu. Souvent, ces ouvriers font encore des journées de douze heures, qui s'élèvent à dix-huit ou même à vingt-quatre lors de l'alternance des équipes. La limitation de la journée de travail à huit heures et la division du personnel ouvrier en trois équipes apparaissent ici comme la nécessaire solution. » (1)

Avant de rentrer dans l'examen de la question de la journée de huit heures dans notre pays, des expériences déjà tentées de la possibilité de son adaptation à l'industrie, jetons un coup d'œil rapide sur le chemin parcouru dans la voie de la limitation de la journée de travail.

(1) Raoul Jay. — *La Protection légale des Travailleurs*, p. 144 à 146.

CHAPITRE II

SECTION I. — EXPOSÉ HISTORIQUE
SOMMAIRE DE LA LÉGISLATION
FRANÇAISE

I

LOIS DE 1841 ET 1848. — LOI DE 1874. — LÉGISLATION
GÉNÉRALE ACTUELLE : LOIS DU 2 NOVEMBRE 1892, 30 MARS
1900. — LOI SPÉCIALE DU 29 JUIN 1905.

Le mouvement Saint-Simonien du commencement du xix^e siècle orienta les esprits vers la protection des travailleurs. Les exhortations de certains philanthropes, la propagande active des socialistes sous le gouvernement de Juillet, les articles du journal *Le Globe*, où Pierre Leroux, dès 1831, faisait paraître le manifeste de la première école socialiste française, (1) contribuèrent puissamment à provoquer l'intervention des pouvoirs publics. A la suite d'un rapport de M. Villermé, sur « l'état physique et moral de la classe ouvrière », présenté à l'Académie des sciences morales et politiques et sous l'empire des circonstances, la Chambre des pairs se décida à voter la loi du 22 mars 1841 s'appliquant aux manufactures, usines, ateliers à moteurs mécaniques ou à feu continu, ainsi qu'à toute fabrique occupant plus de vingt ouvriers réunis en atelier. Cette réforme modeste visait seulement les enfants qui ne pouvaient pas être employés plus de huit heures sur vingt-quatre, de huit à douze ans ; plus de douze heures, de douze à seize.

(1) Toutes les institutions sociales, disait-il, doivent avoir pour but l'amélioration du sort moral, physique et intellectuel de la classe la plus nombreuse de la population. Cit. par Caroline Milhaud. — *L'Ouvrière en France*, p. 65.

Le mouvement en faveur de la limitation prend alors une intensité croissante dans la classe ouvrière et donne naissance à de nombreuses grèves. A ce moment, se fait jour un très vif sentiment de classe « qui fera son chemin, qui animera la littérature socialiste de 1839 à 1848 et qui mettra au premier plan la conception du droit au travail, conception qui, elle-même, suscitera les innombrables projets d'organisation du travail que virent éclore les dix dernières années du règne de Louis-Philippe ». (1) Après la Révolution de février, la première préoccupation des ouvriers fut d'obtenir la limitation légale du travail. Deux cents délégués ouvriers la réclamèrent à la Commission du Luxembourg le 1^{er} mars 1848.

Le lendemain, les patrons, convoqués au Luxembourg, ayant consenti à la réduction d'une heure de la journée de travail, le décret fut aussitôt rendu.

Le décret du 2 mars 1848 limite à dix heures, à Paris, et à onze heures, en province, la durée de la journée de travail ; le 4 avril, par un nouveau décret, une sanction pénale vient garantir, pour Paris, l'application du décret : « Considérant qu'il importe de donner une sanction au décret du 2 mars 1848 en ce qui concerne la fixation de la durée du travail effectué à Paris, le gouvernement provisoire décrète : Tout chef d'atelier qui exigera de ses ouvriers plus de dix heures de travail effectif sera puni d'une amende de cinquante à cent francs pour la première fois, de cent à deux cents francs en cas de récidive et, s'il y avait double récidive, d'un emprisonnement qui pourrait aller de un à six mois. Le produit des amendes sera destiné à secourir les invalides du travail. » Les ouvriers l'accueillirent avec enthousiasme ; malheureusement, les résistances furent nombreuses. « Il aurait fallu que cette réduction fût générale et sérieusement obligatoire pour être efficace ; mais elle éclata sur l'industrie comme une menace plutôt que comme un soulagement. » (2) Dès le mois de juin, un projet d'abrogation est présenté par Touret. Pendant la discussion, Pierre Leroux

(1) Deschamps. — *Cours Hist. des doct. écon.*, 1908-1909.

(2) Blanqui, cité par Raoul Jay. — *La Protection légale des Travailleurs*, p. 110.

se trouva seul à défendre le décret du 2 mars. On n'alla pas cependant jusqu'à l'abrogation pure et simple. Le décret du 9 septembre 1848 limitait, dans son article premier, la journée de l'ouvrier dans les manufactures et usines à douze heures de travail effectif; d'après l'article 2, des règlements d'administration publique détermineront « les exceptions qu'il sera nécessaire d'apporter à cette disposition générale à raison de la nature des industries ou des causes de force majeure ». Non-seulement aucun effort ne fut fait pour exécuter ce décret, mais encore le gouvernement « se hâta, par le règlement du 17 mai 1851, de dispenser de son application la majorité des industries ». (1) Le Conseil d'État admit que le nettoyage des machines, légitimant une prolongation du travail, pouvait se faire tous les jours et pendant un temps illimité. Certains industriels protestèrent, et il apparut à beaucoup que ce décret réglementaire s'opposait à peu près complètement à l'exécution du décret du 9 septembre.

Il faut arriver jusqu'en 1874 pour constater un progrès nouveau dans la législation protectrice du travail. Après la loi du 19 mai 1874, les enfants ne pouvaient être admis qu'à partir de douze ans, dix ans dans certaines industries particulières. De dix à douze ans, on applique le travail de demi-temps, six heures par jour. Les enfants et adolescents de douze à seize ans ne pouvaient pas travailler plus de douze heures par jour.

Cette loi était en progrès sur celle de 1841, en ce que son application portait sur tous les établissements industriels, à l'exception des ateliers de famille et non pas seulement sur les usines et manufactures. Un fait important à signaler est la création et l'organisation d'un corps d'inspecteurs du travail, assistés par des commissions locales pour assurer l'exécution de la loi. Cependant, il existait bien encore des lacunes dans la loi; elle ne s'appliquait pas aux ateliers de famille, elle laissait, en dehors de sa protection, les adolescents de seize ans et les filles majeures de vingt-un ans; elle interdisait le travail de nuit aux filles mineures seule-

(1) Ch. Rist. — *La Journée de Trav. de l'ouv. adulte en France*, p. 50.

ment. Il apparaissait que les femmes avaient besoin d'une protection plus efficace. En 1880, une enquête faite à la diligence du Ministre de l'intérieur auprès des syndicats ouvriers prouva, « par les réponses obtenues, que les ouvrières avaient besoin d'une protection plus forte que les ouvriers ». (1)

En 1881, la Chambre votait une proposition limitant à onze heures par jour le travail effectif des mineurs de dix-huit ans et des femmes dans les manufactures et usines; mais le Sénat rejetait le projet le 24 février 1882. Après l'enquête instituée par le Gouvernement en 1885, dont les résultats furent plutôt défavorables à l'idée de la limitation du travail des hommes adultes, (2) le Ministre du commerce déposait un projet de loi réglementant le travail des enfants, filles mineures et des femmes, laissant de côté le travail des hommes adultes. Il fallut encore vaincre les résistances du Sénat; le projet gouvernemental réduisait la journée à dix heures, interdisait le travail de nuit, faisait défense aux patrons d'employer l'ouvrière pendant quatre semaines

(1) Ch. Rist. — *La Journée de Trav. de l'ouv. adulte en France*, p. 151.

(2) Voici ces résultats tels qu'ils sont donnés dans l'ouvrage de Charles Rist, p. 158, qui a dû modifier les chiffres officiels inexacts :

CORPS CONSULTÉS	Pour le maintien des disposi- tions actuelles.	Pour la liberté.	POUR LA LIMITATION	
			à 11 h.	à 10 h.
Inspecteurs divisionnaires..	4	2	6	2
Chambres de commerce.....	26	32	1	»
Chambres consultatives des Arts et Métiers.....	20	10	2	2
Chambres syndicales patro- nales.....	7	7	10	»
Chambres syndicales ouvriè- res.....	1	»	2	52
Conseils de prud'hommes...	21	5	13	24
Conseils généraux.....	4	5	7	1
Commissions locales.....	78	24	58	30
Inspecteurs départementaux.	8	2	8	8

après son accouchement, établissait le principe du repos hebdomadaire. Il sortit de la délibération du Sénat, tronqué de ses plus essentielles dispositions, pour devenir la loi du 2 novembre 1892. Quelle était la situation des personnes protégées par la loi de 1892 ? Nous nous trouvons en présence de trois régimes différents : 1^o les enfants de treize ans au moins, douze ans exceptionnellement, qui peuvent travailler pendant dix heures ; 2^o les adolescents de seize à dix-huit ans pouvant travailler soixante heures par semaine, avec un maximum de onze heures par jour ; 3^o les femmes dont la journée de travail est limitée à onze heures par jour. La journée des hommes adultes était de douze heures ; cela faisait quatre régimes différents. Cette complication n'était pas de nature à faciliter la tâche des inspecteurs du travail. Les espérances de M. Sibille, (1) que la pratique industrielle réaliserait l'unification sur la base de la journée de dix heures, furent complètement déçues. Ce fut l'inverse qui se produisit : l'unification sur la base de la journée de onze heures. Une proposition de Maxime Lecomte, le 14 novembre 1893, fut même faite dans ce sens, et les instructions du Gouvernement aux inspecteurs achevèrent de rendre lettre morte la protection que la loi avait voulu accorder aux enfants. Dans l'industrie textile, les industriels avaient recours aux relais ou équipes tournantes pour parer aux inconvénients de la loi ; avec ce système, le contrôle n'est plus possible, et les inspecteurs réclament l'unification de la durée du travail pour les adultes comme pour tout le personnel protégé. (2) Des propositions différentes avaient été faites à la Chambre et au Sénat par MM. Ricard et Lecomte ; un texte transactionnel, soutenu par M. Millerand, Ministre du commerce, tendant à réduire par étapes la journée de travail à dix heures pour le personnel protégé par la loi de 1892 et les hommes employés dans les établissements mixtes, obtint le vote des deux Chambres et devint la loi du 30 mars 1900. Plus récemment, une loi du 29 juin 1905 vint réduire à huit heures la journée de travail dans les mines. Cette loi est appliquée

(1) Disc. Chambre des dép., 29 octobre 1892.

(2) Rapp. des Insp. des 1^{re} et 3^{me} circ., cité par Jay, p. 120 et 121. — *La Protection légale des Travailleurs*.

depuis janvier 1910; nous aurons l'occasion d'étudier, en détail, l'étendue et la portée de cette loi.

A l'heure actuelle, les lois générales de réglementation du travail sont celles de 1848, 1892 et 1900, portant sur trois catégories de personnes, enfants et adolescents de moins de dix-huit ans et les femmes, adultes travaillant dans les mêmes locaux que les femmes et les enfants, adultes travaillant seuls dans les établissements indiqués par la loi de 1848.

II

LACUNES DE LA LÉGISLATION. — NOUVEAUX PROJETS

DE RÉFORME

La législation actuelle présente de nombreuses imperfections et des lacunes graves. Tout d'abord, en ce qui concerne les adultes, la loi de 1848 ne s'applique qu'à deux catégories d'établissements : établissements à moteurs mécaniques ou à feu continu, à toute fabrique employant plus de vingt ouvriers réunis en atelier. Elle laisse, en dehors de toute protection, les ouvriers travaillant dans les petits ateliers de la petite industrie, ceux qui ne travaillent pas dans un atelier, c'est-à-dire les nombreux ouvriers du bâtiment, les terrassiers, les mineurs, les ouvriers des industries de transport.

On n'a pas précisé dans la loi le sens des mots manufactures et usines, pas davantage dans le décret du 17 mai 1851. C'était la porte ouverte à l'arbitraire, les tribunaux qui allaient avoir mission d'en apprécier le sens pouvant diversement les interpréter. Une circulaire ministérielle du 25 novembre 1885 (1) décidait d'adopter la définition qu'en avait donnée la loi du 22 mars 1841. D'ailleurs, la jurisprudence actuelle semble même vouloir se soustraire à cette interprétation. (2) La durée du travail de douze heures peut

(1) *Bull. Insp. du Trav.*, 1896, p. 191.

(2) Cass., 24 décembre 1904. *Dal.*, 1905. 4. 397. *Rapp. Pic.* — *Traité él. de Législation industrielle*, p. 613, note 2.

être faite sans aucun repos, la loi n'y oblige pas l'industriel. Le décret du 28 mars 1902 détermine les exceptions apportées à la durée du travail effectif. Il est dit dans l'article premier : « La durée du travail effectif journalier des ouvriers adultes peut, pour les travaux désignés au tableau suivant et conformément à ses indications, être élevée au-dessus des limites respectivement fixées par l'article premier de la loi du 9 septembre 1848, en ce qui concerne les établissements ou partie d'établissements industriels n'employant, dans les mêmes locaux, que des hommes adultes et, par l'article 2 de la loi du 30 mars 1900, en ce qui concerne les établissements ou partie d'établissements industriels employant dans les mêmes locaux des hommes adultes et des enfants, des filles mineures ou des femmes. » Suivent la désignation des travaux et la limite d'augmentation de durée du travail effectif journalier.

268.571 ouvriers dans 35.247 établissements (1) vivent sous le régime de la loi de 1848; leur journée est fixée à douze heures avec les nombreuses dérogations prévues par le décret du 28 mars 1902.

357.000 hommes adultes travaillant seuls dans les établissements qui ne sont considérés ni comme des usines, ni comme des manufactures (établissements sans moteur mécanique et occupant moins de vingt hommes adultes), ne sont pas protégés, sans compter les ouvriers des petites industries ne travaillant pas en atelier. La journée de travail n'est réglementée que pour la moitié environ des travailleurs de l'industrie. (2)

2° En ce qui concerne le personnel protégé par la loi de 1892, ce personnel doit se livrer à un travail industriel, c'est-à-dire, d'après l'article premier de cette loi, être employé dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances; sont exceptés les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous

(1) Rap. sur l'applic. des lois réglementant le travail. Année 1903, p. 328, cit. dans le rapport de M. Fagnot. — *La Durée légale du Travail*, p. 28.

(2) Rap. Fagnot, op. cit., p. 29.

l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur. Echappent à cette réglementation, les travaux agricoles, le commerce (magasins, boutiques, etc.), les petites industries de l'alimentation, (1) les magasins annexés à des manufactures, (2) les professions libérales. Un régime de dérogation, pour certaines industries, a été introduit dans la loi.

Le décret du 15 juillet 1893, modifié par les décrets des 26 juillet 1895, 29 juillet 1897, 24 février 1898, 1^{er} juillet 1899, 18 avril 1901, 4 juillet 1902, 14 août 1903, 23 novembre et 24 décembre 1904, 3 juillet 1908, 1^{er} février 1910, (3) 7 février 1910, (4) 12 mai 1910, (5) énumèrent ces industries. En 1909, des tolérances ont été ainsi accordées à 7.289 établissements. (6)

L'article 4 permet également de prolonger le travail

(1) Conseil d'État. Avis du 7 juillet 1894.

(2) Tribunal simple police, Reims, 16 juillet 1894. D. 1895. 2. 56.

(3) Réparations urgentes de navires, de machines motrices et de machines agricoles. *Les lois nouvelles*, 1910, 3. 41.

(4) Dorure sur cuir, étoffe, papier et carton. — *Les lois nouvelles*, 1910, 3. 53.

(5) Faïence (ateliers de décor sur). — *Les lois nouvelles*, 1910, 3. 248.

(6) Le tableau ci-après donne le nombre des dérogations de l'espèce qui ont été accordées depuis l'année 1900 :

ANNÉES	NOMBRE d'établis- sements	Nombre de jours où la durée du travail a été prolongée en ce qui concerne			
		Enfants de moins de 18 ans.	Filles de plus de 18 ans et femmes.	Adultes visés par la loi du 30 mars 1900.	L'ensemble des ouvriers.
1900.....	1 912	505.656	1.450.311	490 699	2.446.666
1901.....	1.917	482.190	1.410.484	985 110	2.877.784
1902.....	3 611	841.695	2.111.943	2.050.357	5.003.995
1903.....	4.451	966.600	2 376.340	2.647.874	5 990.814
1904.....	6.209	1.399.388	3.491.651	3.891.053	8.782.092
1905.....	6.824	1.785.222	4.234.293	4.368 893	10.388.408
1906.....	7.053	1.585 052	3.955.377	4.448.737	9.989.166
1907.....	6.826	1.522.502	3 743.392	4.435.792	9.701.487
1908.....	6.852	1.429.747	3 392.165	3.964 693	8.786.605
1909.....	7.289	1.661.002	3.759.350	4.506 344	9.926.696

jusqu'à onze heures du soir pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours. Cette exception, dite de la « veillée », concerne le travail des femmes et des filles âgées de plus de dix-huit ans. L'énumération des industries pouvant user de cette faculté a été réduite par le décret du 17 février 1910, (1) s'appliquant aux industries ci-après déterminées :

« Chapeaux (confection de) de grand deuil pour femmes et enfants ;

« Vêtements (confection de) de grand deuil pour femmes et enfants ».

2^o Enfin, les hommes adultes employés dans les mêmes locaux que les femmes et les enfants ne peuvent plus, aujourd'hui, être employés plus de dix heures. Il existe un désaccord fâcheux entre la jurisprudence de la Cour de cassation (2) et la circulaire ministérielle du 17 mai 1900 sur l'interprétation de ces mots : « mêmes locaux ». Les exceptions à cette règle sont déterminées par le décret du 28 mars 1902. Il paraît évident que la loi de 1900 implique le bénéfice pour les hommes travaillant dans les établissements mixtes de la simultanéité des repos et de l'interdiction du travail par relais. La Cour de cassation se prononça dans ce sens le 26 janvier 1901 (D. 1901, 1.177) ; mais, par deux arrêts contraires, le 30 novembre et le 28 décembre 1901, elle adopta une interprétation restrictive.

On le voit, la réglementation générale actuelle présente des imperfections et des lacunes. Pour y porter remède, des projets de réforme ont été présentés soit pour donner plus de souplesse à la loi, soit dans le sens d'une protection plus efficace des travailleurs. Le projet Richard Waddington-Lecomte (25 décembre 1903), voté par le Sénat le 24 mars 1904, autorise l'option par les industriels entre le régime des dix heures pendant six jours consécutifs, ou celui de onze heures pendant cinq jours et cinq heures seulement, le samedi.

(1) Promulgué au *J. off.* du 19 février 1910, p. 1437.

(2) Cassation, 30 novembre 1901. D. 1902. 1. 97 et une série de décisions. Voir Pic. — *Traité élémentaire*, p. 615, note 2.

Sur la motion de M. Méline, le Sénat vota, en outre, dans la même séance, certaines dispositions complémentaires qui, si elles étaient jamais adoptées, nous ramèneraient, suivant M. Pic, au palier de 1902, c'est-à-dire à la journée de dix heures et demie, et même, en certains cas, à la journée de douze heures.

En effet, d'une part, en dehors des soixante heures de travail par semaine, l'industriel pourra exiger de l'ouvrier deux heures supplémentaires pour le nettoyage des machines, ce qui porte la semaine de travail à soixante-deux heures (soixante heures de travail productif et deux heures de travail de nettoyage); d'autre part, en cas de chômage à la suite d'une interruption accidentelle, les heures perdues pourront être *compensées* par une prolongation de la journée qui ne pourra excéder douze heures de travail effectif.

Ce texte autorise encore le rétablissement de la journée de douze heures sous certaines conditions et, pendant soixante-quinze jours de l'année, pour les industries de plein air et les industries saisonnières.

Cette proposition, surtout en raison des dispositions visant les dérogations aux prescriptions relatives à la durée du travail et au repos hebdomadaire et en raison, particulièrement, de la disposition sur le nettoyage, est en recul sur la loi de 1900 : « En échange d'un repos pendant la moitié de l'après-midi du samedi, dit M. Fagnot dans son rapport à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs, nous revenons à la journée de onze heures. A notre avis, c'est faire payer beaucoup trop cher un aussi mince avantage. »

Quant au nettoyage, si ce n'est pas du travail productif, on ne doit pas moins le considérer, pour le temps que l'ouvrier y consacre, comme du travail effectif. C'est même un travail très pénible dans l'industrie textile. La loi anglaise, pour les industries textiles seulement, prévoit une demi-heure par semaine. Pourquoi faudrait-il plus en France? D'ailleurs, le décret du 28 mars 1902 ne prévoit-il pas des dérogations pour le « travail des ouvriers employés, après arrêt de la production, à l'entretien et au nettoyage des métiers ou autres machines productives, que la con-

nexité des travaux ne permettrait pas de mettre isolément au repos pendant la marche générale de l'établissement? » Ce décret prévoit trois heures par semaine; il est donc plus avantageux encore que le texte du Sénat. Dans les autres cas, les nettoyages doivent s'effectuer pendant la durée légale du travail des enfants et des femmes et même des hommes adultes. M. Raoul Jay déclarait, dans une séance de l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs : « Cette proposition serait un recul non-seulement sur la loi de 1900, mais même sur celle de 1892. Sous prétexte de nettoyage ou au moyen des dérogations qu'elle laisse à la disposition des patrons, elle permettrait d'ajouter, chaque année, quatre cents heures supplémentaires au travail régulier et normal de dix heures par jour.

« Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est obtenir l'extension de cette législation de 1900, de la réduction de la durée du travail réalisée par cette loi à toute l'industrie. » (1)

Un important projet de réglementation du travail, déposé sur le bureau de la Chambre par M. Doumergue, Ministre du commerce, le 10 juillet 1906, comporte dans ses grandes lignes : la protection du travail commercial et industriel; l'extension de la réglementation du travail des enfants et des femmes aux petites industries de l'alimentation, qu'un avis du Conseil d'État de 1894 y avait soustraits; l'obligation, dans les établissements commerciaux, d'un repos ininterrompu dont la durée ne peut être inférieure à onze heures; extension de la loi aux ateliers de famille exécutant leur travail à l'aide d'un moteur mécanique. Cette dernière disposition est malheureuse; elle n'est pas de nature à encourager la transformation des petits ateliers en métiers mécaniques. M. Justin Godart, député, rapporta ce projet, au nom de la Commission du Travail, le 21 mars 1907.

Plus récemment, le 7 juillet 1910, M. Viviani a déposé un projet de loi sur la réglementation du travail des adultes dans l'industrie. Il tend à réduire à dix heures la durée normale du travail des ouvriers adultes dans les établissements industriels. Il aurait pour effet d'unifier, en la fixant à dix heures, la durée normale de la journée de travail

(1) *La Durée légale du Travail*, pages 158 et 159.

dans l'ensemble de l'industrie française. Dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi, M. Viviani reproduit les fortes raisons qui étaient données, dès 1906, par son prédécesseur, M. Doumergue, à l'appui de cette réforme :

« L'intention directe du législateur, en unifiant la durée du travail de l'adulte, de la femme et de l'enfant, était de répondre aux protestations et aux résistances fondées sur la variété des régimes de travail qui résultaient de la loi de 1892, combinée avec la loi de 1848, et de faciliter le contrôle que ces différences de régime rendaient trop souvent illusoire ». La loi du 30 mars 1900 n'a pas eu un effet aussi général que l'escomptaient les promoteurs, à cause de l'interprétation stricte par la jurisprudence de la Cour de Cassation des mots trop vagues : *employés dans les mêmes locaux*.

De nombreux patrons ont renvoyé les femmes et surtout les apprentis pour se soustraire à l'application de la loi de 1900; ces renvois ont eu lieu surtout dans la construction mécanique et dans d'autres métiers où l'apprentissage a une importance particulière.

« La disposition principale du présent projet, ajoute M. Viviani, a pour objet de parer à ces inconvénients et d'assurer à l'ouvrier adulte, après une période transitoire de quatre années, le régime normal de dix heures de travail. Il ménage toutefois, par des dérogations sagement limitées, le fonctionnement des industries pendant les périodes d'intense activité; il accorde à tous les établissements la facilité de faire douze heures pendant soixante jours par an; il permet d'étendre cette faculté à quatre-vingt-dix jours pour ceux des travaux en plein air auxquels les intempéries infligent une irrégularité plus grande. »

Un deuxième projet de M. Viviani établit un repos ininterrompu de onze heures pour le personnel des magasins et bureaux. Ce projet intéresse 147.513 établissements de commerce ou de banques occupant 491.252 employés. (1)

(1) Voici le texte des deux projets de M. Viviani :

Premier projet. — ARTICLE UNIQUE. — L'article premier du décret-loi du 9 septembre 1848, modifié par l'article 2 de la loi du 30 mars 1900, et l'article 2 de ce même décret-loi sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Voilà où en est la réglementation actuelle du travail. Il nous a paru nécessaire d'en donner un historique sommaire ; tous les projets, tous les systèmes de réduction des heures

ARTICLE PREMIER. — Dans les manufactures, fabriques, usines, ateliers et chantiers, dans les mines, minières et carrières, pour lesquelles la durée de travail n'est pas réglée par des lois spéciales, dans les entreprises de chargement et de déchargement, ainsi que dans les dépendances de tous ces établissements, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsqu'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, le travail effectif des ouvriers adultes ne peut dépasser dix heures. La disposition qui précède ne sera applicable que dans quatre ans, à dater de la promulgation de la présente loi, aux ouvriers adultes occupés en dehors des locaux où travaillent des femmes ou des enfants. A partir de cette promulgation, la durée de leur travail effectif ne pourra dépasser onze heures, et elle sera réduite à dix heures et demie dans un délai de deux ans.

ARTICLE 2. — Dans tout établissement visé à l'article premier, le travail effectif des ouvriers adultes peut être prolongé jusqu'à douze heures par jour pendant soixante jours par an. Cette faculté peut être portée à quatre-vingt-dix jours pour les industries de plein air désignées par leurs règlements d'administration publique. Le même règlement détermine les exceptions qu'il y a lieu d'apporter aux dispositions de l'article premier, à raison de la nature de certains travaux préparatoires ou complémentaires, de certaines opérations nécessairement contraires effectuées par équipes successives, ainsi que dans les cas d'accidents ou pour cause de force majeure. Il détermine également les formes dans lesquelles l'inspection du travail doit être préalablement avisée des dérogations utilisées en application du présent article, ainsi que les moyens de contrôle.

Deuxième projet. — ARTICLE PREMIER. — Dans les magasins, boutiques, bureaux du commerce et de l'industrie et de leurs dépendances, le travail journalier de toute personne employée doit être suivi d'un repos ininterrompu dont la durée ne peut être inférieure à onze heures. Ce repos pourra être réduit à dix heures pour les catégories d'établissements qui seront déterminées par un règlement d'administration publique. Par mesure transitoire, et pendant un délai de deux années, à dater de la promulgation de la présente loi, la limite de dix heures sera appliquée à tous les établissements visés par le paragraphe premier. Sont exceptés, les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

ARTICLE 2. — Le conseil municipal pourra, sur la demande des trois quarts des chefs d'établissements intéressés, décider la fermeture, à une heure déterminée, d'une ou plusieurs catégories des magasins de la commune, comprenant tous les établissements faisant le même genre d'affaires et s'adressant à la même clientèle. L'arrêté ne sera exécuté

de travail doivent partir de là. Les lois actuelles du travail et leurs résultats, dont il nous faudra évidemment tenir compte, nous faciliteront l'étude de notre sujet.

toire que trois mois après la date de la publication. Il pourra être déféré au Conseil d'État dans le mois de sa notification aux intéressés. Dans ce cas, il ne sera pas exécutoire avant notification de la décision du Conseil d'État.

ARTICLE 3. — Un règlement d'administration publique déterminera les mesures du contrôle nécessaire pour l'application de la présente loi.

ARTICLE 4. — Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'application des dispositions de la présente loi dans les conditions prévues par les articles 17 à 21 de la loi du 2 novembre 1892. En cas d'infraction, les contrevenants sont passibles des pénalités prévues par les articles 26 à 29 de cette loi.

SECTION II. — LA QUESTION DES HUIT HEURES

SES ORIGINES. — PROPAGANDE PRÉLIMINAIRE : LES CONGRÈS.

— INTERVENTIONS PARLEMENTAIRES ET PROJETS DE LOI.

— EXPÉRIENCES TENTÉES EN FRANCE, DANS LES SERVICES PARTICULIERS DE L'ÉTAT ET DANS L'INDUSTRIE PRIVÉE.

L'idée est d'origine anglaise; elle fut mise en avant par l'Association nationale pour la protection du travail, fondée en 1829, par Doberty, secrétaire de l'Union nationale des fileurs de coton, et Robert Owen, fondateur de la Société pour la régénération humaine. Owen avait déjà, dès 1817, « fixé à huit heures par jour la journée de travail dans le système de communautés qu'il se proposait de fonder ». (1) Le cotonnier Fielden s'en fit le promoteur. A la tête du mouvement, se trouvaient de grands industriels : John Wood, Fielden, le curé de Brierley, Parson Bull. La grève des cotonniers devait éclater le 1^{er} mars, elle fut ajournée au 2 juin, mais l'agitation disparut, avec le journal *Herald of The Rights of industry*, fondé pour soutenir la cause de la nouvelle Société de la régénération nationale.

Dans la colonie de Victoria, commença, en 1856, un mouvement qui devait avoir les conséquences les plus heureuses puisque, d'après John Rae, un quart seulement de la population ouvrière travaillerait actuellement plus de huit heures. Le mouvement en faveur des huit heures gagne ensuite l'Amérique vers 1861, se poursuit sans interruption jusqu'en 1886.

Deux congrès, en 1885, organisés par les chevaliers du travail et la fédération des Chambres syndicales, convinrent qu'au 1^{er} mai 1886 les travailleurs imposeraient aux patrons

(1) John Rae. — *La Journée de huit heures* (traduit par Geo. F. Stark), p. 240.

la journée de huit heures ; à cette date, 5.000 grèves eurent lieu simultanément ; avant le 1^{er} mai, de nombreux patrons prirent les devants. 32.000 ouvriers bénéficiaient de la réduction, (1) après le 1^{er} mai, 50.000 l'avaient conquise. (2)

Vingt-sept États ou territoires de l'Union, en dehors du Gouvernement fédéral, possèdent actuellement des dispositions législatives établissant, pour certaines catégories de travaux, la journée de huit heures. Ces dispositions ne sont pas uniformes : certains l'ont limitée aux travaux publics exécutés par l'État et les communes, d'autres, à quelques catégories d'industrie (mines, fonderies, travaux d'irrigation), d'autres, enfin, en ont fait la journée légale, à moins de stipulations contraires. (3)

La question de la limitation de la journée de travail des adultes fut posée au Congrès de Liverpool de 1890, qui se prononça pour la limitation légale. Aux congrès postérieurs (Newcastle, Cardiff, Edimbourg 1896, Birmingham 1897), la victoire continua à s'affirmer. C'est ainsi qu'au congrès d'Edimbourg, en 1896, la résolution en faveur de la journée légale de huit heures fut votée par 211 voix contre 34. La journée de huit heures est appliquée, aujourd'hui, à plus de deux cents établissements de l'État ou de l'industrie privée et, d'après John Rae, elle deviendra « la règle prédominante en Angleterre avant la fin de la génération actuelle ».

C'est au moment de la reprise du mouvement, en Angleterre, que la question des huit heures se pose en France, en 1890, et d'une façon toute nouvelle. Au congrès de Paris, en 1889, organisé par le parti marxiste, on considère le chômage, au 1^{er} mai, comme le meilleur moyen d'action pour obtenir cette réforme. Les travailleurs se formant en cortège doivent, ce jour-là, aller « mettre les Pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la

(1) *La Conquête de la Journée de huit heures. Mouvement socialiste*, 15 mars 1905, n° 151.

(2) Lecoq, loc. cit., p. 125. — Les auteurs ne sont pas d'accord sur le nombre exact des ouvriers qui obtinrent, à cette époque, en Amérique, la journée de huit heures. Émile Pouget, dans l'article paru dans le *Mouvement socialiste*, en indique un chiffre beaucoup plus fort.

(3) *Bul. Of. Trav.*, mars 1904, p. 241.

journée de travail ». Trois congrès, en 1889, votent le principe de la journée légale de huit heures; un journal se fonde même, à cette époque, pour la propagande ouvrière. Ce mouvement provoqua une émotion considérable. En 1890, le congrès des syndicats ouvriers, tenu à Calais, décida le chômage obligatoire au 1^{er} mai 1891. Cette date fut marquée par la journée tragique de Fourmies. En 1892, les élections municipales ayant lieu ce jour-là, le 1^{er} mai passa inaperçu. L'importance des premières manifestations devait aller s'affaiblissant peu à peu par la suite. La cause en serait à la faiblesse du syndicalisme français, à cette époque sous la dépendance des divers partis socialistes, et les manifestations devenaient des manifestations d'un caractère politique. « Il s'en suivit, dit Pouget, que la promenade traditionnelle aux Pouvoirs publics, dont l'inutilité finit par apparaître, enleva toute portée à cette manifestation d'origine pourtant révolutionnaire et économique. »

De nouveaux congrès eurent encore lieu, qui montrèrent combien la classe ouvrière avait à cœur la réalisation de cette formule : congrès international à Zurich 1893; Paris 1900; 6^e congrès des Bourses du Travail, Nîmes 1895; 7^e, 8^e, 10^e, 12^e congrès corporatifs nationaux, Limoges 1895; Tours 1896; Rennes 1898; Lyon 1901. (1)

La question ne pouvait manquer d'avoir un retentissement à la tribune du Parlement. Déjà, en 1890, une proposition avait été déposée par M. Ferroul et plusieurs de ses collègues, tendant à réduire la journée de travail à huit heures dans les mines, usines, manufactures et, en général, dans tout atelier mécanique. Le 11 mai 1891, une proposition de M. Goujon tend à réduire à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines et les établissements malsains et à dix heures dans les usines et manufactures. (2) Le 27 avril 1891, une proposition Basly limite à huit heures la durée de la journée d'ouvrier dans les travaux souterrains, une deuxième proposition Basly, ayant le même objet, est produite le 30 novembre 1893; (3) le 22 mai

(1) Cf. Leroy. — *La Journée de huit heures. Revue de Paris*, 15 octobre 1907.

(2) *J. O.*, 1891. Chambre Ann., p. 1198.

(3) *J. O.*, 1891, Chambre Ann., p. 1039.

1891, une proposition de MM. Albert Chiché, Jourde, Aimel, Robert Mitchel, porte qu'il « devra être inséré, à l'avenir, dans le cahier des charges de tous les travaux adjugés ou concédés pour le compte de l'État, des départements ou des communes, une clause interdisant aux adjudicataires ou concessionnaires de faire travailler les ouvriers plus de huit heures par jour et une clause fixant un minimum de salaire calculé d'après les besoins de la vie de chaque localité ». (1) Une des propositions les plus connues est celle de M. Jules Guesde, déposée le 22 mai 1894, « tendant à interdire aux employeurs, tant collectifs qu'individuels, de faire travailler plus de huit heures par jour et plus de six jours par semaine, dans les mines, manufactures, usines, chemins de fer, chantiers et magasins ». (2) Elle relève de cette erreur commune à certains socialistes, que la réduction des heures de travail portera remède au chômage, permettra l'emploi d'un plus grand nombre de bras dans l'industrie. C'est sur cette réduction « que nous comptons, dit Guesde dans l'exposé des motifs, pour multiplier les bras occupés, pour faire placé dans l'atelier à quantité de ceux qui, de plus en plus, se pressent à la porte, l'estomac vide. Réduire, sinon supprimer le réservoir croissant des meurt-de-faim qui servent à affamer et à brider la partie du prolétariat en activité, telle est, en effet, sinon l'unique but, un des buts, — et non le moindre, — de la revendication qu'il s'agit de faire aboutir. » D'ailleurs, M. Jules Guesde avait eu soin, lui-même, d'atténuer la portée de cette déclaration en disant : « Une pareille réduction opérée d'un coup aura pour corollaire une production diminuée, mais non pas dans la proportion de trois ou quatre douzièmes, mais dans une proportion infiniment moindre. » Dès lors, tant qu'il y aura un nombre important de chômeurs, la différence sera trop peu sensible pour que la concurrence des ouvriers entre eux ne continue pas d'exister et ne serve « de régulateur à la hausse des salaires ». (3)

(1) *J. O.*, 1891. Chambre Ann., p. 1249.

(2) *J. O.*, 1894. Débats, p. 849.

(3) *La Journée de huit heures*, par Étienne Buisson. *Revue socialiste*, 1905, p. 641.

Le 27 octobre 1894, une proposition Vaillant tend à établir la journée de huit heures et un salaire « pour tous les ouvriers, ouvrières, employés et employées de l'État, qu'il emploie soit directement, soit indirectement, par des entrepreneurs et des fournisseurs ». (1) Nouvelle intervention de Vaillant, le 21 décembre 1899, lors de la discussion de la loi sur le travail des femmes, filles mineures et enfants dans les établissements industriels. Il se fit le défenseur de la journée de huit heures, « revendication essentielle de la classe ouvrière en période capitaliste ». En 1900, M. Basly et plusieurs de ses collègues déposent une proposition tendant à limiter à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines.

Pendant que ces diverses propositions étaient faites à la Chambre sans aucun succès, l'agitation reprenait dans le pays sous l'influence grandissante du syndicalisme. Au congrès corporatif de Lyon, où la question est posée en 1901, l'action directe, le chômage, sont préconisés. Au congrès de Bourges 1904, une commission chargée d'étudier la question décide d'organiser de grandes manifestations dans toute la France pour le 1^{er} mai 1905 et d'entreprendre une propagande active « afin qu'au 1^{er} mai 1906, aucun ouvrier ne consente à travailler plus de huit heures par jour, ni à un salaire inférieur au minimum établi par les organisations intéressées ». (2) Le mot d'ordre était inscrit sur une immense pancarte, à l'extérieur de la Bourse du travail. « A partir du 1^{er} mai, nous ne travaillerons plus que huit heures », et, de fait, la propagande fut très active à cette époque, l'émotion considérable. *La Voix du Peuple*, organe de la Confédération générale du Travail, précisait ainsi la méthode d'action : « Si les travailleurs le veulent, ils peuvent se donner rendez-vous au 1^{er} mai 1906 et convenir qu'à partir de ce jour, ils ne travailleront au maximum que huit heures et, pour ce faire, ils n'auront qu'à quitter le bain patronal, les huit heures quotidiennes accomplies. » « Quand la huitième heure a sonné, ajoute-t-elle, que nul ne reste à

(1) *J. O.*, 1894. Chambre Ann., p. 1425.

(2) *Le 1^{er} Mai et la Journée de huit heures*, Gabriel Beaubois. « Pages Libres », 28 avril 1906, p. 440.

l'atelier. » La meilleure façon, pour les travailleurs, d'avoir la journée de huit heures, « c'est de se l'octroyer », et encore, « vouloir c'est pouvoir; travailleurs, voulons la journée de huit heures ». « Plus la journée est courte, plus les salaires sont élevés. »

Avec la journée de huit heures, « c'est plus de liberté, plus de repos, plus de santé », etc.

La méthode d'action préconisée par le congrès de Lyon a porté ses fruits; le prolétariat veut agir et agir seul, il veut faire ses affaires lui-même. Il ne compte plus sur l'intervention de l'État. Les Ministres sont les hommes d'affaires du pays, ils « représentent avant tout les intérêts du capital qui, à leurs yeux, se confondent avec les intérêts mêmes du pays ». (1)

L'erreur de la Confédération générale du Travail fut de recourir à ce premier essai de grève générale pour obtenir la réalisation de revendications peut-être légitimes, mais assurément prématurées et fort imprécises de la classe ouvrière, qui ne pouvaient qu'aboutir à la longue par l'action combinée du Parlement et des syndicats ouvriers. Tous n'avaient pas d'ailleurs une confiance absolue dans l'efficacité du mouvement; le secrétaire confédéral, le citoyen Griffuelhes, déclarait lui-même : « On ne peut et il ne faut donc pas dire que si, au 1^{er} mai 1906, la journée de huit heures n'est pas appliquée, ce sera un échec. Il suffirait qu'au 1^{er} mai un fort mouvement se produisît sans trop de résultats appréciables pour que l'on se montre satisfait. » Au 1^{er} mai 1906, Paris, occupé militairement, fut mis en état de siège, les Bourses du Travail envahies; le secrétaire et le trésorier de la Confédération générale du Travail furent arrêtés. Dans son ensemble, le mouvement avait échoué; un certain nombre de grèves partielles aboutirent seulement à de notables réductions de la journée de travail. Il est intéressant de signaler que deux cent quarante-sept grèves eurent lieu en mai 1906; le nombre des ouvriers qui y prirent part, connu pour deux cent vingt-six, fut de cent cinquante-quatre mille cinquante-cinq, et cent trente-six

(1) *La Journée de huit heures*, Étienne Buisson, *Revue socialiste*, année 1905, p. 641.

eurent pour cause une demande de diminution du temps de travail. La direction du travail enregistra trente réussites, cent transactions ou réussites partielles et cent sept échecs. Beaucoup de grévistes demandèrent la journée de huit heures avec augmentation de salaire. (1)

Depuis ce premier essai de mobilisation générale, les 1^{er} mai organisés par la Confédération générale du Travail se bornèrent au chômage annuel et obligatoire que, seuls, les syndicats suffisamment puissants purent imposer à leurs adhérents. Le 1^{er} mai 1910 tombant un dimanche, la Confédération générale du Travail eut l'idée d'une manifestation au Bois de Boulogne. Mais finalement, des précautions très sérieuses ayant été prises par le Gouvernement, le programme ne fut pas exécuté. Telle est, en raccourci, l'histoire de l'agitation ouvrière, de l'action combinée des partis socialiste et syndicaliste pour exercer une pression de nature à provoquer l'intervention des Pouvoirs publics et à faire imposer leurs revendications.

Est-ce à dire que les Pouvoirs publics s'étaient toujours et délibérément montrés hostiles à l'application de cette formule? Non, puisque pendant cette longue période, des essais ont été tentés dans les services particuliers de l'État, et que les résultats, s'ils ne furent pas tous concluants, ne peuvent cependant pas être considérés comme la condamnation du principe des huit heures. Des essais eurent également lieu dans certains établissements de l'industrie privée. On connaît l'histoire intéressante des métiers du terrassement et du bâtiment à Paris; elle figure en détail dans l'exposé des motifs de la proposition de loi faite par Vaillant, à la Chambre des députés, le 5 novembre 1906. (2) Par délibération du Conseil municipal de Paris, en date du 2 mai 1888, prise sur le rapport de M. Sauton, et approuvée par le Gouvernement de M. Floquet, la durée de la journée de travail était fixée à neuf heures et, dans chaque catégorie de profession et pour chaque nature de travail, l'ouvrier recevait comme salaire « le prix minimum obligatoire fixé à la série, sans rabais ».

(1) *Bul. Of. Trav.*, juin 1906.

(2) Annexe au procès-verbal de la séance du 5 novembre 1906, n° 375.

Ces règles commençaient à entrer dans les mœurs quand les entrepreneurs, cherchant à enrayer le mouvement, portèrent la question devant le Conseil d'État qui, par un arrêt du 21 avril 1890, leur donna raison et annula l'approbation préfectorale et l'application ultérieure de la délibération du 2 mai 1888.

Mais le Conseil municipal, loin de faiblir, inscrivait le salaire minimum, « les prix de série », dans les conditions du travail des services communaux. M. Édouard Vaillant déposait au Conseil municipal de Paris, le 18 mai 1892, une proposition aux termes de laquelle :

« Aucun ouvrier ou employé au service de la ville, à quelque titre que ce soit, ne pourra être payé moins de 5 francs par jour ou de 150 francs par mois.

« Une révision générale des salaires, des diverses catégories d'ouvriers et employés aura lieu, par les soins de la deuxième Commission et de la Commission du Travail, en vue d'une rémunération égale des travaux égaux et des fonctions équivalentes. »

Cette proposition, reprise le 22 juillet 1892, était adoptée par le Conseil municipal, qui décidait ainsi de fixer le minimum de salaire de ses ouvriers et employés à 5 francs par jour et à 1.800 francs par an et ouvrait, pour l'application de cette décision, dès le second semestre de 1892, un crédit de deux millions.

Cette délibération du 22 juillet fut d'ailleurs confirmée, sur le rapport de M. Pierre Baudin, par une délibération votée le 16 décembre 1892, dont l'application fût immédiatement réalisée.

La ville de Paris luttait « pour que « les prix de série » des salaires fussent respectés par les entrepreneurs de ses travaux et ne se laissait pas arrêter par l'incertitude du succès. Et depuis, elle a commencé, à titre d'essai, dans certains services, la réduction à huit heures de la journée de travail. » (1)

L'État lui-même entreprend peu après, dans ses propres établissements industriels, cette même expérience. Le

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 5 novembre 1906, n° 375, p. 14.

16 septembre 1899, la journée de huit heures est mise en essai dans les établissements de l'Administration des postes. Les expériences furent faites dans les ateliers du boulevard Brune, à Paris (fabrication des timbres-poste, agence comptable, dépôt central et vérification du matériel, ateliers de construction et de réparation du matériel postal). L'expérience fut ensuite étendue au magasin régional des postes, à l'atelier d'électricité du poste central de Paris. Rendue définitive par arrêté du 9 février 1901, dans les établissements du boulevard Brune, elle le devint également les 1^{er} mai, 24 septembre, 1^{er} mars, 16 juillet 1901, pour le personnel ouvrier des équipes de la région de Paris, l'atelier d'électricité du poste central, le personnel ouvrier des services d'installation et d'entretien des appareils téléphoniques de la région de Paris, le personnel de l'atelier des forces motrices de l'Hôtel des Postes. Le 7 mai 1902, elle fut appliquée au personnel ouvrier des départements. (1)

Un essai de la journée de huit heures a été entrepris également dans les établissements industrialisés de la marine. Instituée par arrêté du Ministre de la marine, en date du 21 octobre 1902, cette mesure était étendue « à tous les arsenaux et établissements hors des ports », par circulaire en date du 7 janvier 1903, « en raison des résultats très satisfaisants obtenus ».

Le 1^{er} septembre 1903, c'est le Ministre de la guerre qui tente l'essai de la journée de huit heures à l'atelier de construction de Tarbes occupant, à cette date, mille quatre cent trente-cinq personnes. Entrepris pour une période de trois mois, il fut ensuite abandonné ; mais, le 15 juillet 1904, la journée de neuf heures, à l'essai dans une partie des établissements de la guerre, était étendue, à partir du 31 mai 1905, à tous les établissements jusqu'à nouvel ordre. Toutefois, l'idée de la journée de huit heures n'a pas été complètement abandonnée ; un projet est même à l'étude qui tendrait à réduire, successivement, à huit heures et demie et huit heures, la journée de travail dans les arsenaux et ateliers dépendant de l'Administration de la guerre

(1) Notes sur la journée de huit heures dans les établissements industriels de l'État, p. 9.

(déclaration du Sous-Secrétaire d'État Chéron, à la tribune de la Chambre, le 3 décembre 1907, lors de la discussion du budget de la guerre). Il faut signaler encore certains établissements industriels de l'État (manufacture de Sèvres, imprimerie nationale, manufactures de tabacs, manufactures d'allumettes, ateliers de la monnaie) qui ont bénéficié de la journée de neuf heures. La journée de travail a été réduite, de dix à neuf heures, pour les ouvriers de l'Imprimerie nationale, par décision du Ministre de la justice en date du 8 avril 1904. M. Merlou, Ministre des finances, présenta, le 6 juillet 1905, un projet « portant ouverture de crédits supplémentaires au titre de l'exercice 1905 et ayant pour objet la réduction de la journée de travail dans les manufactures de l'État ». Il était dit, dans l'exposé des motifs : « L'enquête à laquelle il a été procédé nous permet de proposer au Parlement de ramener de dix à neuf heures la durée d'ouverture des ateliers, à partir du 1^{er} novembre prochain. Ces neuf heures de présence correspondront à huit heures de travail effectif. » La loi fut promulguée le 14 novembre 1905 et appliquée à partir du 16 décembre. Elle ne comprenait, dans son texte, que les manufactures de tabacs et d'allumettes. Les ouvriers des monnaies et médailles, auxquels cette loi ne s'appliquait pas, bénéficièrent, à leur tour, de la journée de neuf heures, grâce à la loi du 20 décembre 1905, appliquée le 2 janvier 1906. Avant cette date, la durée du travail ne dépassait pas, en réalité, neuf heures vingt. La journée était, en effet, de dix heures de présence, déduction faite « des délais extrêmes de retard de dix minutes aux entrées du matin et de l'après-midi, et de dix minutes données aux ouvriers, avant la sortie, pour se nettoyer et s'habiller ». Dès lors, depuis le 2 janvier 1906, la journée est, en réalité, de huit heures vingt de travail.

Il est à noter, en ce qui concerne les États étrangers, qu'à part la Belgique, l'Allemagne et la Suisse, la plupart des grands États appliquent la journée de huit heures. La semaine de quarante-huit heures a été établie en 1894 dans les chantiers du Gouvernement du Royaume-Uni; en Italie, la durée du travail dans les manufactures de tabacs est de sept heures pour les ouvriers, six heures et demie

pour les ouvrières; dans les autres services et établissements de l'État, elle varie entre huit et dix. En Espagne, la durée du travail est fixée à huit heures dans les établissements de l'État, par un décret royal en date du 11 mars 1902; en Autriche, la journée de huit heures est également appliquée à certains travaux de l'État; en 1905, sur huit mille trois cents employés, quatre mille cinq cents, soit cinquante-quatre pour cent, travaillèrent par équipes de huit heures dans les mines et les forges. (1)

Ce n'est pas seulement l'État, par les essais entrepris dans ses propres services et établissements industriels et les sacrifices faits pour son personnel, mais encore l'industrie nationale qui s'oriente elle-même dans la voie des courtes journées. C'est ainsi qu'en France la journée de huit heures a été accordée aux ouvriers employés aux laminoirs dans les forges de la Franche-Comté. Anciennement, deux équipes travaillaient douze heures par jour; aujourd'hui, on a remplacé les deux équipes de douze heures par trois équipes de huit heures. Dans la verrerie, (2) où le travail se fait dans les conditions les plus fatigantes et les plus malsaines, plus de dix mille ouvriers travaillent actuellement huit heures par jour. Dans les verreries à vitres du Nord, la durée du travail est de huit heures par vingt-sept heures; dans l'Aisne, la Marne et le Tarn, les ouvriers sont organisés en trois équipes de huit heures; enfin, dans les fabriques de verres spéciaux (optique, globes de pendules) de Bagneux, la journée est de huit heures : de cinq heures du matin à une heure du soir. Dans trois catégories d'établissements, se rattachant à l'industrie des transports, au Havre, la journée de huit heures a été adoptée. Ce sont : les chantiers de chargement et de déchargement des navires, les chantiers de manutention de marchandises dans les docks et entrepôts, les entreprises de voilerie du port. (3)

La Direction du travail nous signale encore, dans l'industrie privée, les fabriques de produits chimiques suivantes, appliquant la journée de huit heures et situées à : Rassuen, Salindres, Livet et Gavet et Notre-Dame de Briançon.

(1) *Notes sur la Journée de huit heures*, p. 79 à 85.

(2) Charles Lecoq. — *Loc. cit.* p. 176.

(3) *Bul. Of. Trav.*, mai 1906.

Dans une fabrique de bougies à Marseille, cinq cent cinquante-un ouvriers employés à la coulerie, soit trente-cinq pour cent du personnel, font huit heures, répartis en trois équipes. Dans l'imprimerie, à Paris, (1) les équipes de linotypistes composant les journaux quotidiens font, par vingt-quatre heures, sept ou huit heures d'un travail à peu près continu. La Chambre syndicale typographique parisienne indiquait cent quatre-vingt-dix hommes adultes travaillant sept heures à la composition, la nuit, à la machine, de quatorze journaux quotidiens; vingt-huit travaillant huit heures à la composition, de jour, de quatre journaux. A Marseille, cinq imprimeries emploient cent deux ouvriers qui font huit heures par jour. (2)

Dans l'industrie textile, de nombreux établissements ont eu l'idée d'organiser le travail des ouvrières en deux équipes faisant huit heures consécutives sans repos. Cette organisation, au commencement de 1906, était la règle dans huit établissements textiles du département du Nord, dont six à Roubaix, un à Watrelos et un au Breuck, par Croix.

La journée de huit heures est encore en vigueur dans une fabrique de tapis à Nice (trois hommes et deux femmes), une fabrique de bas pour varices à Romilly (seize hommes et deux femmes), une fabrique mécanique de bonneterie à Dinan (un homme, trente-deux femmes et trente-une filles), dans deux fabriques de tissus élastiques à Saint-Chamond et à Saint-Martin-en-Coailleux (cinquante trois hommes, soixante-deux femmes et vingt-sept enfants).

Dans les industries du vêtement, un atelier de couture à Nice (trois femmes), un atelier de modes à Bastia (une femme), une manufacture de vêtements militaires à Chamaillères (trente-neuf femmes et dix-huit enfants), appliquent également la journée de huit heures.

Dans les industries du bois, on ne signale que trois fabriques de petits balais au Puget-sur-l'Argens (Var) employant cinquante personnes. Il convient également de citer des expériences heureuses faites dans les mines françaises : dans la Loire, la durée du travail est passée, par étapes, de

(1) *Bul. Of. Trav.*, p. 463, mai 1906.

(2) *Bul. Of. Trav.*, *ibid.*, p. 464.

dix heures à neuf heures; dans le Nord, la durée de présence passe de dix heures quinze à neuf heures dix-huit aux mines d'Anzin; du reste, la durée du travail dans les mines ne dépasse pas sensiblement huit heures dans la plupart des exploitations. La loi du 29 juin 1905 a, pour la première fois en France, consacré le principe de la journée de huit heures; elle fixe la durée maximum du travail à neuf heures par jour pendant deux ans, à huit heures et demie pendant les deux années qui suivront et huit heures ensuite. Cette loi, que nous étudierons par la suite, constitue un fait social d'une portée considérable.

CHAPITRE III

LES BIENFAITS DE LA JOURNÉE DE HUIT HEURES

AVANTAGES PHYSIOLOGIQUES, MORAUX ET SOCIAUX

Si des divergences nombreuses d'opinion se font jour sur la possibilité de réalisation de la journée de huit heures dans toutes les industries d'un pays ou dans toutes les modalités de l'activité et du travail humain, on est généralement d'accord sur les avantages considérables qu'une pareille limitation apporterait à la situation des travailleurs. Accorder à l'ouvrier un repos de seize heures sur vingt-quatre, pendant lesquelles il « cessera d'être un outil pour redevenir un être pensant, vivant, maître de lui, de son temps, de ses affections, de son action », (1) c'est lui permettre de se remettre de son effort journalier par un repos suffisant; de consacrer son temps à la vie de famille, à ses propres affaires, de s'instruire ou de se divertir même au contact des autres hommes dans le courant de la vie. Car le loisir est nécessaire à l'homme comme le repos. « L'abréviation, dit Tarde, de la durée du travail professionnel produit, dans la vie d'un homme, le même effet que produit, sur un sol jusque là cultivé, le resserrement de la culture. Le loisir accru, comme la friche plus étendue, se remplit bientôt d'une végétation libre et folle; et, par l'emploi des loisirs, se révèle le fond de l'âme de l'ouvrier comme, par la nature de la flore spontanée, se décèle la nature chimique du sol. Et de même que c'est toujours la flore sauvagée qui fournit la matière première des plantes cultivées, d'utilité ou d'agrément, ainsi est-ce d'ordinaire la libre fantaisie de

(1) Jules Guesde. — *Exposé des motifs, proposition de loi* 22 mai 1894.

l'esprit désoccupé qui fournit le premier germe des idées scientifiques, industrielles, esthétiques, par lesquelles se renouvellent les sciences, les industries, les arts. L'économiste donc, encore une fois, doit s'occuper autant des problèmes qui se rattachent au loisir que de ceux que soulève le travail. La part du loisir dans la vie, c'est la part du cœur, de l'imagination, de la famille, de la sociabilité à la fois et de l'individualité originale sous leurs formes les meilleures. » (1) Il est indispensable que le travailleur ait ce loisir dont parle Tarde à un moment donné de sa journée, loisir qu'il consacrera à sa famille, à ses camarades, à son syndicat, pendant lequel il sera un homme semblable aux autres hommes, capable de s'intéresser à l'infinie variété des choses de la vie. Le loisir accroîtra chez lui le sens de la sociabilité; son intelligence, plus souple, s'accommodera plus facilement de l'étude des questions sociales que l'ouvrier, à l'heure actuelle, néglige ou n'a pas le temps d'approfondir.

Dans un tableau exposé au salon de 1907, M^{lle} Marcelle-Andrée Rondenay, inspirée sans doute par la situation heureuse des travailleurs qu'elle entrevoit sous le régime des trois-huit, nous montre, avec une grande richesse d'expression, ces trois périodes nécessaires de la journée de l'ouvrier : travail, loisirs, sommeil. Les avantages d'une pareille limitation ne seraient pas seulement au bénéfice de l'ouvrier, mais aussi de la Société, qui a intérêt au développement d'une race de travailleurs énergique et forte, habile et courageuse à la fois, et moralement supérieure à la race exténuée et nécessairement vicieuse que font les longues journées. Il y a là un intérêt social de premier ordre, il faut éviter ce que M. Jules Guesde a appelé, dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi : « la banqueroute physiologique ».

Au point de vue physiologique, en effet, on ne peut pas demander, sans danger pour l'organisme, un effort musculaire trop prolongé. A un certain moment, il n'est plus possible de poursuivre l'effort musculaire ou cérébral, sinon, c'est en pure perte, le travail produit étant mal fait, inachevé ou dans des conditions telles que l'ouvrier devra

(1) G. Tarde. — *Psychologie économique*, I., p. 122.

consacrer une partie de son temps, le lendemain, à le refaire ou à réparer les défauts. « Il y a, dit Vaillant, dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi, (1) pour éviter la fatigue, une limite physiologique à l'énergie musculaire et cérébrale toujours combinées dans le travail mécanique, mais en rapport variable, donc une limite à l'effort motif et attentif, et à l'intervalle de ses renouvellements qui, s'ils sont trop rapides, rendent impossible, après chaque contraction musculaire, la détente nerveuse et la réparation partielle qui permet la continuité des actes du travail pendant une certaine durée. Ce sont des limites de durée et d'intensité qu'une force de travail ne peut franchir sans péril. » Cette limite physiologique varie, suivant la nature des industries, la force musculaire des travailleurs, la nature et l'intensité de l'effort demandé, les conditions hygiéniques de l'atelier ou de l'usine; tout travail qui se prolonge au-delà de cette limite doit avoir, nécessairement, des conséquences fâcheuses pour l'organisme de l'ouvrier. C'est ainsi qu'il est prouvé que les courtes journées diminuent l'état de morbidité. Moins longtemps l'ouvrier restera à l'atelier, moins il se prêterà à l'invasion des maladies. L'expérience nous le démontre : MM. Brunner, Mond et C^{ie}, industriels anglais, ont substitué dans leur fabrique trois équipes de huit heures aux équipes de douze; ils ont déclaré, devant une commission d'enquête, que l'augmentation de force productive des ouvriers était « due à leur meilleure santé et à leur plus grande activité ». En 1893, le médecin fut appelé à soigner deux fois moins de malades qu'en 1889. (2) Pour diminuer le plus possible cette réceptivité morbide, il est indispensable d'exiger des industriels des mesures d'hygiène et de précaution très sérieuses. La loi du 12 juin 1893, remaniée le 11 juillet 1903, édicte un ensemble de mesures d'hygiène applicables à l'ensemble des établissements assujettis à la réglementation légale, mais les ateliers de famille, où le travail s'effectue à la main, sont affranchis de la réglementation; de plus, quelles que soient les mesures prises, on ne pourra jamais rendre

(1) 5 novembre 1906.

(2) John Rae. — Op. cit., p. 71.

le travail complètement salubre. Le titre d'un projet de loi, présenté par le Gouvernement, le 13 juillet 1887, relatif à la salubrité du travail, fut modifié à la suite d'un rapport de M. Liébaut, présenté au Comité consultatif des Arts et Manufactures. « La salubrité des ateliers et des chantiers, y disait-il, la sécurité de ceux qui y travaillent, voilà ce qui est, à la fois, désirable et possible de réaliser. Mais est-il possible aussi d'assurer la salubrité du travail? » (1) M. Liébaut faisait connaître, en outre, un avis de M. Aimé Girard, d'après lequel « il n'est guère de travail dont l'exécution n'entraîne forcément, et d'une manière inévitable, la production d'inconvénients du genre de ceux contre lesquels cette prescription voudrait garantir les ouvriers », « tantôt c'est un effort musculaire excessif, tantôt c'est l'exposition à une chaleur exagérée..., quelquefois aussi l'exposition à une température très basse; des chaudières en ébullition se dégagent des masses de vapeur que l'on ne peut ou que l'on ne doit pas condenser; du métal qui coule ou que l'on martèle jaillissent des parcelles incandescentes; les tissus, les peaux doivent, au milieu de bains colorants, être travaillés à la main, quelquefois au pied... » N'est-il pas évident que le travail, dans ces conditions (conditions qui ne pourraient être modifiées sans porter une grave atteinte aux intérêts vitaux de ces industries), est toujours insalubre et que la seule manière de restreindre le champ de la contagion, c'est de limiter les heures de travail le plus possible. Moins il passera de temps à l'atelier, moins l'ouvrier s'exposera aux maladies professionnelles qui le guettent.

Les courtes journées diminuent également la fréquence des accidents. Les statistiques ont établi que les accidents sont plus nombreux à la fin de la journée de travail qu'au commencement. Il ressort, d'une enquête (2) faite par M. Imbert, professeur à la Faculté de médecine de Toulouse, et M. Mestre, inspecteur du travail, que « le nombre des accidents augmente progressivement d'heure en heure pendant la première demi-journée; après le repos assez

(1) *Bulletin Inspection du Travail*, 1894. Cf. Jay. — *La Protection légale des Travailleurs*, p. 223.

(2) Cité par Lecoq. — *La Journée de huit heures*, p. 141, note 1

long de midi, dans les premières heures de la seconde demi-journée, le nombre des accidents est notablement moindre que dans les dernières heures de la matinée; au cours de la seconde demi-journée, les accidents deviennent encore, d'heure en heure, progressivement plus nombreux; le nombre maximum d'accidents par heure, vers la fin de la seconde demi-journée, est notablement plus élevé que le maximum correspondant de la matinée ».

La mortalité est également très élevée dans les métiers pénibles à longues journées. C'est ainsi que, sur 1.000 personnes de leur profession, il meurt 10 boulangers, 11 coiffeurs, 12 ouvriers métallurgistes, 13,5 cochers, palefreniers ou employés d'omnibus, 15 peintres en bâtiment, 21 cuisiniers et 24 charretiers, alors que, sur 1.000 propriétaires, il n'en meurt que 2,9 de vingt à trente-neuf ans : « Il meurt plus de boulangers de vingt à trente-neuf ans et deux fois plus de charretiers, qu'il ne meurt de propriétaires de vingt à cinquante-neuf ans, c'est-à-dire dans une période de vie deux fois plus longue. » (1)

Le taux de mortalité des employés de magasin est aussi très élevé; cela n'est pas pour étonner, si l'on considère qu'aucune loi ne limite la durée de leur travail.

Écoutez, dit M. Artaud, cet aveu du docteur Berthod :

(1) Lecoq. — *La Journée de huit heures*, p. 146, note 2.

Ces chiffres sont empruntés à l'*Annuaire statistique* de la ville de Paris, 1895.

D'après M. Léon Audray, dans l'industrie du bâtiment et dans la métallurgie, la mortalité annuelle, de vingt à quarante ans, est de 29,87 % et 32 % des décès annuels (patrons et ouvriers) de ces professions.

Dans le commerce, la proportion est plus forte :

Caissiers, comptables.....	39,69 %
Cuisiniers.....	48,59 %
Bouchers.....	40,61 %
Employés de magasin.....	44,36 %
Coiffeurs.....	43,87 %

Mais ces statistiques sont anciennes et, à la vérité, nous ne croyons pas qu'il soit possible de savoir quels sont les taux de mortalité de ces diverses professions. Au Ministère du travail, où il n'existe aucune statistique de ce genre, on s'occupe maintenant d'en faire dresser une qui se rapprochera de la vérité, mais qui ne paraîtra que plus tard.

« La plupart des grands magasins fournissent une morbidité et une mortalité effrayantes parmi leurs employés, à telle enseigne, que ceux qui restent quelques années et échappent à la tuberculose sont presque l'exception. » Les employés de commerce fournissent, d'après la statistique, 40 % des victimes de la tuberculose. (1)

Les longues journées sont particulièrement déprimantes pour les femmes, dont la force de résistance est moindre. Sans doute, la législation protectrice de la femme est en progrès, on a interdit le travail des femmes dans les travaux souterrains (mines, minières, carrières), (2) certains métiers dangereux et insalubres leur sont interdits (fabrication des acides arsénique, nitrique, picrique, du phosphore, du sulfate de mercure, etc.), (3) mais il existe encore, pour les ouvrières, de nombreux *métiers qui tuent* (ouvrières chapelières, du textile, des filatures de lin, de la soie, ouvrières à l'aiguille, ouvrières lingères d'ouvroirs, confectionneuses, blanchisseuses, etc.) (4). Les veillées ont été malheureusement admises, à titre d'exception, dans la législation; le contrôle en est impossible; « le résultat de la veillée, pour la femme, à n'importe quel âge, est la déchéance physique, quand elle n'amène pas la déchéance morale ». (5)

Les enfants ne nous paraissent pas non plus suffisamment protégés; la loi du 30 mars 1900 permet d'employer les enfants âgés de plus de treize ans, ainsi que les enfants de plus de douze ans, munis des certificats d'études primaires et d'aptitude physique à un travail industriel d'une durée maxima de dix heures, depuis le 31 mars 1904.

Cette durée excède certainement leurs forces, porte atteinte à leur développement et à leur santé. C'est ce qu'avait compris l'Association pour la protection légale des travailleurs qui avait, à la date du 23 mai 1903, émis le vœu

(1) *La Protection légale de l'employé et la réglementation du travail des magasins*. — Rapport présenté par M. Artaud à l'Ass. Nat. Fr. pour la protection légale des travailleurs, p. 3.

(2) Article 9, loi de 1892, décret du 3 mai 1893.

(3) Articles 14 à 16 du décret du 13 mai 1893.

(4) *L'ouvrière*, Caroline Milhaud, pages 39 et s.

(5) Rapports sur l'application, en 1897, des lois réglementant le trav. Jay. — Loc. cit., p. 204.

« qu'une enquête soit ouverte par les Pouvoirs publics à l'effet d'étudier les moyens propres à assurer une protection plus efficace au travail des enfants employés dans l'industrie ». (1)

M. Martin Saint-Léon avait recueilli les déclarations de médecins et d'hygiénistes éminents; M. Graucher, entre autres, disait : « Je n'hésite pas à vous répondre que le travail plein, de dix heures, exigé d'un enfant de treize à quatorze ans est une erreur antiphysiologique », et le docteur Letulle, médecin des hôpitaux, écrivait : « Il est criminel de condamner les enfants de douze à quinze ans à un travail quotidien dans une fabrique. Pour un enfant, garçon ou fille, tout travail manuel dans un espace clos, prolongé quelques heures, présente des dangers pour la santé physique du petit être et doit nuire à son développement corporel. » Le travail de demi-temps, préconisé par M. Millerand, devrait être réalisé pour les enfants; ce système favoriserait, en outre, l'organisation de l'enseignement professionnel.

Si les courtes journées ont une influence heureuse sur la santé des ouvriers, elles ne comportent pas moins d'avantages au point de vue de leur amélioration morale. Il n'est pas vrai que le travailleur emploiera ses loisirs au cabaret; l'alcoolisme est plutôt une conséquence des longues journées. Déprimé par le travail, l'ouvrier cherche souvent, dans la boisson, une diversion à son labeur, un stimulant passager, le « coup de fouet de l'alcool » et, le plus souvent, l'oubli de ses misères. La désunion de la famille ouvrière explique aussi le séjour prolongé au cabaret. Les courtes journées favorisant, au contraire, la vie de famille, je crois fermement que le travailleur se déshabituerait, sans trop de peine, d'aller au cabaret et donnerait, de préférence, son temps à sa famille, à ses enfants et à ses affaires. M. Camille Sabatier, dont j'avais sollicité l'avis sur la question de la journée de huit heures, écrivait ces lignes dans une lettre dont j'aurai l'occasion de reparler : « La question de la réglementation, quant à la durée du travail, a une autre face. Y a-t-il intérêt social à ce que la durée du séjour à l'atelier soit réduite ?

(1) *La Durée légale du travail*, p. 118.

Oui, si l'ouvrier doit rentrer dans sa famille, près de sa femme et de ses enfants; s'il doit consacrer au repos ou à son instruction le temps prélevé sur le travail. Il y a, au contraire, inconvénient social à ce que la durée du séjour à l'atelier se réduise si les deux heures d'économie de travail donnent l'occasion d'une visite au mastroquet. »

M. Sabatier, bien que moins pessimiste que M. Yves Guyot, qui ne laisse d'autre alternative au travailleur, sous un tel régime, que la mendicité ou le vol, ou que M. Carmichael, filateur et tisseur de jute, qui compare cette conception « purement idéaliste » à une « nécropole où s'ensevelissent l'initiative, la liberté et la dignité individuelles, » (1) ne paraît cependant pas convaincu dans sa réponse de l'amélioration morale des ouvriers résultant de la réduction du temps de travail à huit heures. Cependant, l'expérience permet d'affirmer qu'une telle amélioration doit se produire dans la vie et les habitudes des ouvriers : « Voici maintenant un demi-siècle, dit John Rae, (2) que nous diminuons successivement la journée de travail, et nos ouvriers ont toujours gagné en sobriété, en santé, en intelligence et en force productive. L'ouvrier anglais était autrefois connu pour ses habitudes d'ivrognerie et d'irrégularité, mais, bien qu'il ait eu de plus en plus des loisirs qui lui auraient permis de se laisser aller à ses habitudes, s'il l'avait voulu, il n'est pas devenu pire; il est, au contraire, devenu meilleur. » Les patrons avaient affirmé que l'augmentation des heures libres permettrait seulement à l'ouvrier d'aller plus souvent au cabaret; or, c'est le contraire qui s'est produit. M. Johnston, filateur de lin, déclare que « sous le régime des longues journées, les jeunes ouvriers avaient l'habitude de flâner au coin des rues et de fréquenter les cabarets, mais, depuis que la journée a été réduite ils fréquentent, en grand nombre, les salles de lecture et, quand ils sont fatigués de lire, ils passent leur temps à des jeux tels que tric-trac, échecs, etc. ». Les ouvriers des usines à gaz de Londres, qui fréquentaient autrefois assidûment les cabarets, depuis l'introduction du régime des huit heures, « ont appris à

(1) *Revue populaire d'Économie sociale*, sept., oct. 1906, p. 219.

(2) John Rae. — Loc. cit., p. 449.

devenir sobres et même, dans un grand nombre de cas, des abstinents (teetotalers), et ainsi leur état s'est amélioré, en même temps que celui de leurs femmes, de leurs familles, de leurs foyers ». (1) De nombreux industriels anglais font des déclarations analogues. M. Marcel Lecoq rapporte que M. le Professeur Raoul Jay, dans un discours prononcé à la Fédération des industriels et des commerçants français, répondit à l'interruption d'un auditeur déclarant que l'alcool était la cause de l'infériorité des enfants de la classe ouvrière sur ceux de la classe aisée : « c'est l'alcool. Quelle est la cause de l'alcoolisme ? N'est-ce pas que l'ouvrier n'a pas de foyer ? »

Les courtes journées, par la reconstitution du foyer, de la famille ouvrière, atténueront, détruiront même cet attrait de l'ouvrier pour l'alcool. Elles lui donneront, en outre, une plus grande élévation morale ; le goût de l'étude, le désir de s'instruire, se développeront chez lui. Ce fut là un des effets, et non des moindres, de la loi des dix heures en Angleterre. Depuis sa promulgation, « on avait ouvert, à Leeds, cinquante écoles du soir ». « A Preston, deux cent cinquante femmes fréquentaient l'école du soir dans la fabrique de M. Gardner et, sur deux cent soixante-dix ouvriers, cent quatre assistaient à l'école du soir chez M. Honock ; à Keighley, le nombre des membres passait de deux cents à quatre cents, et cent cinquante-six jeunes gens fréquentaient les classes du soir deux fois par semaine. » (2) Ainsi, l'instruction aidant, l'intelligence de l'ouvrier s'améliore, et il n'est pas douteux que les facteurs intellectuels ont une influence sur la qualité de la production. (3) Cela est si vrai, que les ouvriers les plus habiles à apporter, par leurs propres inventions, des perfectionnements à la machine sont ceux qui ont reçu la meilleure instruction. C'est ainsi que « l'ouvrier américain est, depuis longtemps, un grand inventeur » ; d'ailleurs, cette constata-

(1) John Rae. — Loc. cit. p. 122.

(2) John Rae, id., p. 127.

(3) John Rae. — Id., p. 130, rapporte que, suivant l'avis du Directeur de la Willimantic Thread Co, du Connecticut, la supériorité du fil de la Willimantic n'est due ni à la qualité du coton, ni au perfectionnement des machines, mais à l'intelligence et à l'instruction de ses ouvriers.

tion, que les pays où les journées de travail sont les plus courtes, comme l'Angleterre et les États-Unis, ont la prépondérance économique, et que ceux où elles sont les plus longues, comme l'Italie, l'Espagne, la Turquie, sont au dernier rang des puissances au point de vue économique, indique clairement que les ouvriers sont plus habiles, techniquement supérieurs, plus résistants au travail, doués enfin de plus grandes qualités morales sous le régime des courtes journées. Un industriel anglais, M. Merttens, déclare que l'outillage compliqué et délicat dont on se sert dans le textile demande une adresse et une intelligence que ne possédaient pas les anciens ouvriers : « plus l'outillage devient compliqué, plus grands sont l'attention et l'effort intellectuel des ouvriers; plus on recherche, par conséquent, chez eux l'intelligence, la vigueur, le sentiment de la responsabilité personnelle », (1) qualités évidemment incompatibles avec le régime déprimant des longues journées. Sans rien préjuger évidemment sur la possibilité d'application de la journée de huit heures à toutes les industries, on peut conclure que partout où elle pourrait être réalisée, on ne tarderait pas à en constater les bienfaisants effets. Il n'est pas douteux que le loisir et le repos succédant à huit heures de bon travail, les ouvriers auraient une meilleure santé. L'état physique de la classe ouvrière s'améliorerait, ainsi, d'ailleurs, que son état moral. N'y a-t-il pas un intérêt social de premier ordre au développement d'une race de travailleurs dont les qualités, comparables à celles des ouvriers anglais, rehausseraient le niveau intellectuel et moral?

(1) Schulze Gaevernitz. — *La Grande industrie*, p. 132, cité par Charles Rist. — *La Journée de Travail de l'ouvrier adulte en France*, p. 236.

CHAPITRE IV

LE PROBLÈME ÉCONOMIQUE

I

POSITION DU PROBLÈME. — SOLUTION SOCIALISTE.

Il faut tenir compte de trois éléments : la durée du travail, les produits, les salaires. Ils sont étroitement liés et la solution doit s'en inspirer. La journée de 8 heures sera pratiquement réalisable si les ouvriers en 8 heures de travail continuent à percevoir un salaire non diminué, un salaire de 10 heures, si, d'autre part, la production reste la même ou sensiblement égale, car la suppression des profits ce serait la suppression même de l'industrie. Il est nécessaire de concilier la réduction des heures de travail avec les intérêts de l'industrie. Cela paraît difficile si l'on considère les données du problème ; en effet, la production est d'autant plus forte que le travail est plus prolongé ; réduire le travail de 2 heures, c'est apparemment réduire la production de 2/10. On pourrait espérer avec une durée moindre obtenir une production égale, et cette augmentation du rendement par une intensité de l'effort ouvrier est peut-être possible dans les industries où l'ouvrier est le maître de son travail (bâtiment, mines, métiers d'art) ; mais en peut-il être de même dans les industries machinisées, où l'ouvrier, simple auxiliaire de la machine, se borne le plus souvent à un rôle de surveillance et ne produit pas ? Dès lors, dans toute industrie où la réduction à 8 heures de la journée de travail entraînerait une diminution sensible de la production, l'industriel serait dans l'obligation d'élever les prix de vente, le prix de revient étant plus considérable,

ou d'augmenter son personnel pour obtenir la même production qu'auparavant. Dans le premier cas, l'industriel sera en mauvaise posture vis-à-vis de la concurrence étrangère ; en tout cas, l'élévation des prix de vente aura comme conséquence la diminution de la consommation, de la consommation ouvrière surtout atteinte par la cherté des denrées. Dans le deuxième, son prix de revient sera d'autant plus élevé que le personnel nouveau sera plus nombreux. Si trois ouvriers à 3 francs sont nécessaires pour produire un objet que deux ouvriers à 3 francs produisaient précédemment, le coût de fabrication aura augmenté de 3 francs. Il s'en suivra une hausse considérable des prix. Pour éviter cette hausse, l'industriel n'a d'autre ressource qu'une baisse des salaires qui aura de graves conséquences pour les ouvriers. D'ailleurs, à ce prix, les ouvriers ne voudraient pas de la réduction à 8 heures. Une telle limitation ne peut être avantageuse pour eux que s'il n'est pas touché aux salaires. Dans ces conditions, la question devient très compliquée ; examinons comment les partisans de la journée de 8 heures ont essayé de résoudre le problème.

Il nous faut d'abord écarter parmi les théories des écrivains socialistes celles qui tendraient à incorporer cette question dans le programme intégral du collectivisme. Auguste Geib, notamment, a essayé de montrer que les trois-huit se rattachaient à la conception de Karl Marx sur la plus-value (Mehrwerth). Pour Marx, la valeur en échange des marchandises est constituée par le temps de travail socialement nécessaire à leur production. La valeur résultant du travail nécessaire à la production, la plus-value qui constitue le profit du capitaliste, c'est la représentation du travail non payé, du surtravail. C'est le surtravail, ou travail extra, ou travail gratuit, qui est la source du revenu capitaliste. Dès lors, ramenant à 8 heures l'effort journalier de l'ouvrier dans la production, c'est à-dire au travail nécessaire, la valeur des produits sera bien représentative du travail incorporé. Ce sera juste, puisque l'ouvrier recevra tout le produit de son travail qu'il ne reçoit pas aujourd'hui et en même temps un acheminement vers la réalisation du collectivisme intégral. Mais ce point de vue théorique n'est pas exact. La réalisation de la journée de 8 heures n'est

actuellement possible que si justement on sauvegarde les intérêts de l'industrie, si on ne porte pas atteinte aux profits des industriels. Supprimer ces profits, c'est évidemment atteindre l'élément vital de la production actuelle. D'ailleurs, le socialisme pratique est engagé dans une voie de réformes plus pratiquement réalisables, plus en harmonie avec l'état actuel de la société. Dans le sens des revendications immédiates, ce qui leur importe par dessus tout, ce qui pour eux est désirable et doit se produire nécessairement par la limitation à 8 heures du temps de travail de l'ouvrier, c'est la diminution du rendement ouvrier et, comme conséquence, la diminution de la production industrielle. Ce fléchissement dans la production mettra un terme à cet excès de fabrication qui produit l'engorgement industriel et la surproduction. Actuellement, les débouchés se perdent, tous les pays s'organisent industriellement et, « sous l'action de la concurrence, dit Engels, la simple possibilité de développer l'échelle de sa production se transforme pour le capitaliste en une loi absolument compulsoire ». Pour diminuer leur coût de production, les capitalistes s'efforcent de diminuer les salaires, les crises succèdent aux crises. C'est alors la misère et la famine pour la classe ouvrière, alors que, cependant, la production est surabondante. Il n'y a pas d'autre remède à cette situation que la diminution de la productivité ouvrière, qui sera comme le régulateur de la production générale. On retrouve là encore la théorie marxiste. Cette théorie est démentie par les faits. D'abord, il n'est pas très certain que la production est surabondante, quelle est dans toutes les industries bien au-dessus de la consommation. Et cela pour le motif que s'il en était ainsi, nous serions en pleine période de crise économique et de dépression industrielle. Or, nous sommes loin probablement de la crise permanente prévue par Karl Marx comme prodrome de la catastrophe finale. Sans doute, de temps à autre, nous constatons l'existence de crises économiques, mais ces crises elles-mêmes, dans la plupart des cas, ne sont-elles pas des « symptômes de vitalité plutôt que de décomposition ? » Bien des économistes, notamment M. Gide dans ses principes d'économie politique, considèrent les crises comme des périodes de croissance, de suractivité écono-

mique. On ne s'expliquerait pas si la production était surabondante pourquoi depuis un quart de siècle elle a augmenté de façon à peu près continue dans toutes les branches d'industrie : la production de la fonte était de douze millions de tonnes en 1871, elle atteint actuellement soixante millions de tonnes ; la production de l'acier est passée de quatre millions de tonnes en 1880 à plus de quarante millions ; l'industrie cotonnière fait mouvoir cent vingt millions de broches ; la plupart des industries sont ainsi en progrès. Comment expliquerait-on la puissance économique des Etats-Unis qui avaient encore un commerce passif en 1860 comme les pays à économie simple et dont le commerce général dépassait 14 milliards 1/2 en 1907 ou comme le Japon dont le développement économique, après surtout ses dernières conquêtes, s'annonce comme très brillant. (1) D'ailleurs, est-il possible de réduire la production de la houille, des combustibles minéraux, du fer, de l'acier, etc. ? Ce serait provoquer l'arrêt des industries extractives ou du moins leur ralentissement ainsi que le ralentissement des industries de transformation ; ce serait même atteindre l'agriculture, qui tire profit de l'existence d'une industrie développée ? « un certain nombre d'industries existantes transformant les produits du sol à des fins industrielles ». « En l'état présent des choses, une combinaison s'opère entre l'agriculture et l'industrie et l'existence simultanée dans un pays de ces deux branches de la production influe sur son activité économique ». (2) D'ailleurs, il est trop clair qu'une limitation de la journée de travail dans le seul but de réduire la productivité ouvrière ne tarderait pas à avoir un résultat contraire au résultat espéré, parce que la concurrence industrielle internationale et des entreprises rivales réaliseraient de nouveau la baisse des prix là où on aurait eu la pensée de les faire monter. (3)

Tous les écrivains socialistes n'ont pas, d'ailleurs, la

(1) Le Japon avait 518.000 broches de filature de coton en 1895, 1.400.000 en 1902 ; il produisait 3.000.000 de tonnes de houille en 1893 et 8.000.000 en 1902. Son exportation était de 25.000.000 de yens en 1898, 289.000.000 en 1903.

(2) Cauwés. — *Cours d'économie politique 1908-1909*, p. 300.

(3) Ansiaux. — *Heures de travail et salaires*, p. 83.

même façon d'envisager la question. C'est ainsi que Kautsky, socialiste autrichien, désire lui aussi la diminution de la productivité ouvrière, mais pour d'autres motifs. Il est certain « que la journée normale de travail donnera plus de constance à la production, la répartira d'une manière plus égale sur toute l'année et supprimera de la sorte l'alternance périodique entre le travail excessif et le chômage. (1) Resterait à établir que le travail excessif engendre nécessairement le chômage.

Mais la théorie socialiste la plus répandue, la plus généralement admise, consiste à prétendre que la diminution de la productivité de l'ouvrier aura comme conséquence de restreindre l'offre des bras et, par suite, de faire hausser les salaires (*Shorter hours mean higher wages*; des heures plus courtes correspondent à des salaires plus hauts) et en même temps de diminuer le nombre des chômeurs, des sans-travail. Faire hausser les salaires, restreindre le chômage, tel est l'objectif immédiat de la majorité des socialistes partisans de la journée de 8 heures. C'est ainsi que M. Jules Guesde prétend que « la journée de 8 heures aura pour premier effet de restreindre les chômages et d'ouvrir la porte de l'atelier à nombre d'ouvriers sans travail » et qu'elle aura comme conséquence « une hausse des salaires, en mettant fin à la concurrence au rabais que font aux ouvriers occupés les ouvriers inoccupés ». Edouard Vaillant explique aussi que « la question du salaire se lie intimement à celle de la durée du travail. C'est un fait aisément intelligible que si une réduction de la journée de travail, dans une industrie bien conduite, finit au bout de peu de temps par y élever les salaires, ne serait-ce tout d'abord que de la quantité des frais généraux économisés, qu'une réduction généralisée, dans un pays, à toutes les industries, aurait bien davantage l'effet d'y réduire le chômage, donc la concurrence, des bras inoccupés s'offrant à vil prix, au-dessous de leurs frais d'entretien sur le marché du travail, où ainsi, par une offre moindre, le prix du salaire s'élèverait. » Cette théorie aurait son fondement dans des observations économiques qui permettent de cons-

(1) Ansiaux. — *Heures de travail et salaires*, p. 83.

tater que les courtes journées correspondent aux gros salaires et les longues journées aux petits salaires. Veber fait cette démonstration par un tableau de la durée moyenne des heures de travail pour les principales industries et un tableau correspondant des salaires des ouvriers. (2)

Durée moyenne pour les principales industries :

	Heures
Métallurgie	9 80
Ardoisières, carrières.....	10 01
Mines métalliques.....	10 02
Imprimerie.....	10 34
Mines de houille.....	10 37
Construction de machines.....	10 47
Verrerie	10 50
Fabrication gaz éclairage.....	10 69
Fabrication produits chimiques.....	10 74
Construction matériel chemin de fer.....	10 65
Fabrication papier.....	10 78
— coke	10 90
— sucre	10 97
— allumettes	11 14
Industrie chanvrière.....	11 40
Céramique.....	11 41
Industrie cotonnière.....	11 45
Distillerie d'alcool.....	11 50
Industrie linière.....	11 53
Armes.....	12 03
Bougies.....	12 21

Longues journées, petits salaires :

	Salaires annuels	Maximum des heures de travail
Fabrication de la chaux.....	693 » ..	14
Céramique, fabrication de briques, carreaux, poterie.....	579 36 ..	16
Industrie linière.....	614 40 ..	14
— chanvrière	654 24 ..	15

(2). Veber. — *Revue socialiste*, avril 1890, page 480, n° 64.

	Salaires annuels	Maximum des heures de travail
Féculerie	243 68 ..	12
Fabrication du sucre.....	237 60 ..	12
Vinaigrerie	300 81 ..	14
Fil et tissus.....	712 32 ..	15
Fabrication et épuration huiles....	709 32 ..	16
Articles bonneteries.....	729 27 ..	13

Petites journées, gros salaires :

	Salaires annuels	Maximum des heures de travail
Industrie sidérurgique.....	1.186 50 ..	12
— verrière.....	1.294 24 ..	12
Fabrication des monnaies	1.275 » ..	11
Raffineries de sucre.....	1.127 52 ..	13
Poudre	1.124 70 ..	12

Dans ce dernier tableau, le salaire annuel dépasse 1.100 francs, la durée maxima de la journée est de 11 à 13. Dans le précédent, les plus hauts salaires n'atteignent pas 800 francs, la durée maxima de la journée est de 12 à 16. En résumé, la journée de 8 heures est appelée, suivant ce raisonnement, à réduire la production et, de nombreux ouvriers étant employés pour parer à cette diminution, à restreindre le chômage, enfin à faire hausser le prix de la main-d'œuvre, l'offre des bras diminuant.

Et d'abord, l'effet le plus direct attendu par les socialistes de la réduction de la journée de travail, la disparition du chômage, ne nous paraît pas devoir se produire de la façon aussi précise, aussi mathématique qu'ils l'indiquent. Selon eux, il s'agit d'un calcul fort simple : 5.000.000 d'ouvriers travaillant chacun 12 heures de moins par semaine « combien faudra-t-il embaucher d'ouvriers supplémentaires si l'on travaille 48 heures par semaine, pour effectuer les 60.000.000 d'heures de travail qui formeront le déficit de la production ? » M. W. Abraham prédit que « l'adoption par tous les patrons anglais de la journée de 8 heures donnerait du travail à 750.000 ouvriers de plus » et M. Guinton, président de l'Institut d'Economie Politique de New-York, que M. Ansiaux qualifie de « naïf américain », affirme que le système de 8 heures aurait pour effet direct et immédiat

l'absorption de tous les ouvriers sans travail d'Angleterre, Pays de Galles, Écosse, France et Allemagne ». D'après ses calculs, cette adoption des 8 heures nécessiterait l'emploi de 3.552.059 adultes. (1) Il nous paraît que trop d'éléments entrent en jeu pour pouvoir mettre ainsi le problème en équation et les faits d'ailleurs nous montrent suffisamment par eux-mêmes que la réduction de la journée de travail n'a pas toujours et nécessairement entraîné comme conséquence l'embauchage d'un plus grand nombre d'ouvriers. Ainsi, en Angleterre, John Rae, nous indique dans son savant ouvrage que l'effet de la loi des 10 heures n'a pas été conforme au système de calcul de M. Guinton. Cette loi ayant diminué de 11 heures par semaine, le temps de travail de 500.000 ouvriers des industries textiles aurait dû profiter à 90.000 travailleurs nouveaux. Or, c'est à peine si l'augmentation des ouvriers « a été sensible », une réduction de 16 % dans les heures de travail n'a nullement été suivie d'une augmentation uniforme de 16 % dans les offres d'emploi, mais d'une augmentation de 52 % dans une industrie et de 1 % dans une autre, tandis que dans une troisième elle a été suivie d'une diminution appréciable. (2)

Si l'on applique en France le même raisonnement, on devrait, évidemment, constater pour les établissements soumis à loi du 30 mars 1900 une augmentation constante du nombre des ouvriers qu'ils emploient depuis cette époque, au fur et à mesure de leur passage par les divers paliers diminuant successivement jusqu'au 1^{er} avril 1904 la durée de la journée de travail.

La durée légale du travail a passé, en effet, pour les ouvriers protégés par la loi de 1900, par les périodes suivantes : journée de onze heures de 1900 à 1902 ; journée de dix heures et demie de 1902 à 1904, et depuis le 1^{er} avril 1904, journée de dix heures pour les enfants et les femmes et aussi pour les hommes adultes travaillant, dans les mêmes locaux, avec des femmes ou des enfants. Pourrait-on déterminer à chaque étape de cette loi une augmentation rigou-

(1) John Rae : loc. cit., p. 169 et 170.

(2) John Rae : loc. cit., p. 175.

reusement mathématique du personnel occupé, au fur et à mesure de la diminution des heures de travail ? Certainement non. Le nombre et la nature des conflits entre patrons et ouvriers pendant les années 1900, 1902, 1903 et 1904 nous donneront des indications aussi précises que les statistiques les mieux établies. Pendant l'année 1900, en effet, il y eut 41 grèves dans 931 établissements avec 20.000 grévistes environ ; « elles étaient généralement motivées par l'intention des patrons de faire subir à leurs ouvriers une réduction de salaire correspondant à la diminution du temps de travail ». (1)

En 1902, le premier palier de la loi fixant la journée à 10 h. 1/2 occasionna, du mois de mars au mois de juin, 66 grèves dans 228 établissements avec 26.514 grévistes ; 37 grèves eurent pour cause une réduction de salaire et 15 une demande d'augmentation.

Au cours de 1903, « l'approche du second et dernier palier de la loi a causé 15 grèves dans 224 établissements, avec 12.037 grévistes » ; lors de la grève des tisseurs de toiles d'Armentières, comprenant 34.395 ouvriers, des commissions mixtes furent constituées qui établirent des tarifs pour les diverses préparations du tissage ; l'une d'elles fit adopter, pour le tissage proprement dit, une augmentation de 8 % sur le prix du tarif de 1889 « pour compenser la réduction des heures de travail » et en attendant un tarif nouveau. Le total des grèves de l'année est de 567 avec 123.151 grévistes appartenant à 3.246 établissements.

En 1904, de mars à juin, l'application de la journée légale de 10 heures a occasionné 63 grèves dont 38 dans les industries textiles. 414 établissements ont été atteints et le nombre des grévistes s'est élevé à 54.200.

Ces conflits indiquent bien que les patrons ont voulu faire payer aux travailleurs la diminution des heures de travail par une réduction de salaire. Cette constatation nous montre le défaut de la théorie socialiste. L'application de la loi

(1) Ces renseignements et ceux qui suivent sont empruntés au rapport de M. Fagnot à l'Association Nationale Française pour la protection légale des travailleurs et aux statistiques des grèves de 1900, 1902, 1903, 1904.

V. *La durée légale du travail*, p. 30.

aurait dû déterminer l'augmentation du personnel ouvrier en proportion de la diminution des heures de travail et son corollaire immédiat, la hausse des salaires. Or, les salaires ont eu une tendance à baisser pendant les quatre années qui ont marqué les différentes étapes de la loi. Le nombre et la nature des grèves l'indiquent. Si les salaires ont baissé, c'est que les ouvriers n'ont pas augmenté. Le système socialiste est beaucoup trop rigide, trop absolu. Remarquons que s'il était rigoureusement vrai, plus de 200.000 ouvriers depuis 1904, étant donné le déficit des heures de travail, auraient dû être répartis dans l'industrie. Or, l'augmentation du nombre des ouvriers ne s'est pas produite dans cette proportion, et quand elle s'est produite, c'est apparemment à d'autres causes qu'il faut l'attribuer. Voici, durant les dix dernières années, la moyenne annuelle des ouvriers occupés :

Moyenne générale : (1)

1900.....	92.0	
1901.....	90.1	
1902.....	89.1	Commerce et Industrie seulement :
1903.....	89.8	 90.9
1904.....	88.7	 89.3
1905.....	90.0	 91.3
1906.....	91.6	 92.6
1907.....	92.4	 93.2
1908.....	90.4	 90.8
1909.....	91.9	 92.9

Il ressort de ce tableau que la moyenne des ouvriers employés pour le commerce et l'industrie est moins forte en 1904 qu'en 1903 ; la proportion la plus forte est en 1907, mais nous ne trouvons pas une progression continue.

L'examen des fluctuations du personnel occupé dans les différentes industries nous renseignera d'une façon plus précise sur l'influence exercée par la diminution des heures de travail sur les chômeurs.

Dans l'industrie textile, par exemple, en 1898, le chômage

(1) Ce tableau est extrait de *l'Économiste français* : Le chômage en France dans les dernières années.

a atteint un peu plus de 7 % des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des filatures et tissages, 18 % dans l'industrie du vêtement; (1) en 1901, le chômage a atteint 11 % des ouvriers syndiqués chez les ouvriers des tissages mécaniques, autant chez ceux des tissages à la main, 16 % chez les rubanniers-passementiers, 13 % chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie du vêtement, 9 % chez les chapeliers. (2) Le nombre de chômeurs syndiqués dans la filature et le tissage était, en décembre 1902, de 1.129, soit un peu plus de 5 %. Dans le Nord, à Roubaix, le chômage était de moins de 2 % et la durée du travail de 66 heures; à Tourcoing, la proportion était de 3 %, la durée du travail variant entre 50 et 65 heures; à Fourmies, la proportion dépassait légèrement 4 %, la durée du travail étant de 63 heures; exemple intéressant à Lavelanet, dans l'Ariège, la durée du travail ayant été réduite à 36 heures, il y avait cependant 50 % de chômeurs. (3)

Dans la même année 1904 la proportion des chômeurs était, à la fin février, dans la filature et le tissage de 9,6 %, et à la fin mars de 10 %. A Tourcoing, le syndicat textile comptait 10 % de sans-travail, la semaine variant de 50 à 60 heures, de 52 1/2 pour les filateurs. (4) En 1906, le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage était de 1.905, soit 7,3 %. (5) A Roubaix, d'après le syndicat textile, il y avait 4,6 % de chômeurs, la semaine étant de 60 heures; à Tourcoing, 2 %, la semaine étant de 55 à 60 heures; à Lille, 40 % de chômeurs; à Reims, il n'y avait pas de chômeurs dans l'industrie lainière, la semaine étant de 60 heures.

On peut examiner à quelque époque que ce soit la situation du travail dans l'industrie, on ne trouvera pas une corrélation entre la durée du travail et l'importance du chômage; on ne pourra pas conclure qu'il existe entre les deux éléments un rapport de cause à effet. Quelques exemples pris à diverses époques démontrent que, dans une

(1) *Bul. of. Trav.* Janvier 1898.

(2) Id. Janvier 1901.

(3) Id. Janvier 1903.

(4) Id. Mars-Avril 1904.

(5) Id. Juin 1906.

même région, pour une même industrie, on aboutit à des constatations différentes. Tantôt le chômage est moins fort quand la durée du travail est plus longue, tantôt c'est l'inverse qui se produit. La conclusion est évidemment qu'il n'existe aucun rapport entre la durée du travail et le chômage. Ce dernier tient à des causes économiques tout autres. Récemment, lors de la conférence internationale du chômage, M. Léon Bourgeois a, dans un rapport documenté, indiqué les phénomènes symptomatiques, les faits connexes au chômage. Il faut citer parmi ces phénomènes « les indices généraux des crises économiques, balances de la Banque de France, prix des denrées, commerce extérieur », qui sont le reflet de la situation économique d'un pays. M. Léon Bourgeois pense qu'il faut tendre à régulariser la consommation et la production. « Au lieu de lutter contre les machines ou de réduire la journée de travail, un troisième procédé infiniment préférable s'offre à nous, c'est de former des ouvriers qualifiés et de diminuer ainsi d'autant l'encombrement qui règne sur le marché général du travail. Tout le mouvement en faveur de l'instruction professionnelle se rattacherait ainsi dans une certaine mesure à l'idée de la lutte contre le chômage. » L'erreur en cette matière consiste à prendre comme point de départ du raisonnement une industrie particulière où l'on considère les effets de la réduction de la production et à étendre les résultats obtenus à toutes les autres. John Rae a mis en lumière ce raisonnement et démontré que la journée de 8 heures ne peut avoir aucune influence sérieuse sur le nombre des sans-travail. Et c'est cependant là le résultat tant attendu par les partisans de la journée de 8 heures. Si la journée de 8 heures est de nature à améliorer sérieusement le sort et la condition des travailleurs, elle ne diminuera certainement pas le nombre des sans-travail, pour le motif qu'il n'existe aucune relation essentielle entre le chômage et la durée du travail. La question de l'élévation du taux des salaires en raison de la diminution de la journée de travail est également sans rapport essentiel avec le nombre plus ou moins grand des chômeurs; ce qui est à considérer, surtout, c'est la productivité du travail, l'importance de la tâche accomplie par rapport à la durée du travail.

NOTION DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL. —

THÉORIE DU TRAVAIL INTENSIF.

Il s'agit de savoir si, avec une journée de travail moindre, l'ouvrier peut arriver par un plus grand effort, plus d'activité et d'énergie productrice au même résultat que précédemment avec une journée plus longue. Réalisera-t-il en 10 heures ce qu'il produisait en 12, et en 8 ce qu'il faisait en 10? — Tel est le problème; s'il était résolu, il n'y aurait évidemment aucun obstacle à l'adoption de la journée de 8 heures. En effet, le temps que l'ouvrier consacre au travail importe peu, ce qui est important pour le patron, c'est le nombre et la qualité des produits. La thèse patronale consiste à dire que le problème est insoluble : si vous faites travailler les ouvriers 8 heures au lieu de 12, disent les patrons, vous diminuez la production d'un tiers. C'est là une perte sèche considérable, un manque à gagner que ne saurait compenser la légère économie résultant de l'usure plus faible de l'outillage et des machines. C'est diminuer les profits, compromettre, par suite, l'avenir de l'industrie, provoquer fermetures et faillites. Sans doute, les socialistes déclarent que les profits sont suffisants pour faire les frais de la journée de 8 heures; mais il est certain que la journée de 8 heures, sans diminution des salaires, se traduirait par des pertes ou des profits dérisoires.

Les patrons pensent habituellement que l'effort horaire est toujours le même et la production rigoureusement proportionnelle à la durée du travail. Pour eux, la dernière heure est aussi productive que la première. Réduire la journée de travail, c'est réduire dans la même proportion la production industrielle, c'est accroître d'autant le coût de fabrication. Si l'ouvrier n'est pas l'auxiliaire de la machine, s'il crée lui-même le produit, il ne pourra, avec une durée de travail moindre, obtenir une production égale qu'en se fatiguant, en se surmenant, fatigue et surmenage déplora-

bles et funestes à ceux dont on prétend améliorer la condition sous le régime des courtes journées. Si l'ouvrier ne produit pas et se borne à être l'auxiliaire, le régulateur de la machine, dans ce cas, la machine donnant son maximum de rendement, l'effort de l'ouvrier n'y peut rien changer. Là, ce qui importe, c'est que la machine marche le plus longtemps possible. « Dans notre industrie, dit un fileur de jute, tout marche comme une horloge, et s'il y a 1/4 d'heure d'arrêt, c'est 1/4 d'heure de perdu à la fin de la semaine. » « Rien ne pourra me convaincre, dit un constructeur de machines, qu'un tour fera en 8 heures ce qu'il fait en 9, si l'on y met tout son soin dans les deux cas. » (1) Ces arguments, très forts en apparence, sont sérieusement contestés par toute une catégorie d'économistes partisans de la théorie du travail intensif. M. P. Boilley, qui en a fait l'examen critique dans la *Revue socialiste*, déclare que cette théorie constitue à elle seule un des plus sérieux arguments invoqués en faveur de la réduction de la journée de 8 heures. » (2) Le principe sur lequel elle repose n'est pas douteux : l'homme peut accélérer ou ralentir son activité musculaire et faire en moins de temps, par un plus grand effort, ce qu'il faisait précédemment en une durée plus longue. Par contre, il y a une limite à son effort, il s'agit de savoir à partir de quel moment on ne pourra plus réduire la journée de travail de l'ouvrier sans que son effort augmenté ne puisse plus rattraper le temps perdu, en évitant toutefois de poursuivre l'expérience dans des conditions telles qu'elle ne pourrait pas se renouveler longtemps. C'est affaire de réglage et de mise au point. Mais le principe est incontestable, il trouve sa vérification dans le travail aux pièces, par exemple. L'ouvrier à la journée qui est mis aux pièces a un salaire qui s'élève graduellement jusqu'au moment où le patron, s'apercevant de cette augmentation, considère que l'ouvrier ne lui donnait pas précédemment ce qu'il devait, et modifie les tarifs à son avantage. Le patron, ce faisant, obéit à un sentiment égoïste et injuste et pêche

(1) John Rae. — Loc. cit., page 103.

(2) P. Boilley. — *Les Trois-Huit et la Théorie du travail intensif*, revue socialiste, juin 1890, n° 66, t. II, p. 702.

par défaut de clairvoyance : ce qu'il prend pour l'effort, le travail normal dont on le privait n'est en réalité que le résultat d'un effort excessif et inaccoutumé. Vouloir faire de l'exception la règle peut être dans certains cas une odieuse exploitation et le plus souvent une mauvaise affaire. Quoi qu'il en soit, le principe est démontré ; partout où l'homme travaille seul, crée le produit, quand il est, suivant l'expression de Boilley, le moteur de l'outil, il est certain que la production peut ne pas avoir trop à souffrir de la diminution du temps de travail. Ce résultat peut être obtenu dans l'agriculture, mines, métallurgie, bâtiment, ameublements, métiers d'art. On peut espérer sinon supprimer, du moins diminuer, les pertes de temps résultant de la distraction ou l'inattention de l'ouvrier, pertes quelquefois considérables, puisque pour certains métiers elles s'élèvent à 45 minutes, 1 heure par journée de 10 à 11 heures. (1) Faisons cette remarque que, d'après cette théorie de l'intensité, la production ne diminuant pas, il n'est pas besoin d'embaucher des ouvriers supplémentaires, par conséquent, même ici, l'effet tant attendu par les socialistes de la diminution du nombre des sans-travail ne se produit pas.

Mais ce même résultat sera-t-il réalisé dans les industries où l'on emploie des machines, c'est-à-dire où l'homme n'est que le « régulateur intelligent d'un outil mis en mouvement par un moteur étranger » ? (2) P. Boilley, E. Buisson répondent négativement, d'autres économistes déclarent que, même dans ce cas, l'effort mieux appliqué de l'ouvrier peut n'être pas sans influence sur la production. Qu'importe, disent les premiers, l'effort de l'ouvrier ; il n'intéresse pas la production mécanique. Les machines ont une vitesse déterminée produisant le rendement maximum. Il est difficile d'augmenter la vitesse au delà de certaines limites, on risque de détériorer la matière ouvrable. En tout cas, même si l'accélération du mouvement et les perfectionnements techniques permettent de réaliser en 8 heures la production antérieure de 10 heures, il n'en est pas moins

(1) Etienne Buisson : « La Journée de 8 heures », *Rev. Soc.* 1905, p. 64.

(2) P. Boilley, loc. cit.

vrai que l'industriel perd encore 2 heures et sera en état d'infériorité vis-à-vis de ceux qui, ayant le même outillage perfectionné, continueront à faire travailler 10 heures. Les esclaves de fer et d'acier sont à l'abri de la fatigue et du surmenage ; la coopération de l'ouvrier est restreinte, elle consiste à donner l'aliment indispensable, la matière à transformer, mais la machine produit aussi longtemps qu'elle marche, et cela, quelle que soit la vitesse.

Les exemples qu'on nous donne de temps de travail réduit coïncidant avec les hauts salaires et le bon marché des produits (1) s'appliquent à des industries florissant dans des pays où le machinisme est extrêmement développé et les machines et l'outillage bien supérieurs à ceux des autres pays. Que la situation change, que dans ce conflit perpétuel pour la prépondérance économique, par des procédés nouveaux d'invention, ils soient atteints ou devancés, nous les verrons aussitôt en état d'infériorité, leurs frais de production étant accrus. C'est ainsi que nous avons vu, pour l'industrie lainière, la France disputer le premier rang à l'Angleterre, et par les quantités produites et par l'importance des matières premières employées. « A certains moments, la France a produit davantage que l'Angleterre ; plusieurs fois déjà, la première place a été occupée soit par l'Angleterre, soit par la France. » (2) Dans l'industrie cotonnière, l'Angleterre est le plus grand pays producteur avec 52 millions de broches, mais les produits d'origine

(1) Il semble résulter de certains documents statistiques recueillis par M. Delahaye lors de l'enquête parlementaire sur l'industrie et l'agriculture (Rap. J. O., 19 av. 84) que la production de l'ouvrier est plus forte quand sa journée est moins longue, et que l'ouvrier américain, par exemple, travaillant 3 heures de moins, produit 3 fois plus que l'ouvrier français. Voici le tableau qu'il a dressé :

ATELIERS	Heures de travail par jour.	Production moyenne par personne et par an.
Anciens établissements Cail.....	12	4.000 fr.
Société générale des Téléphones	10	5.695 fr.
Ateliers du Massachusetts.....	9	9.136 fr.
« de New-Jersey.....	8 1/2	13.505 fr.

(2) Cauwes, *Cours Ec. Pol.*

anglaise ont été refoulés par l'augmentation de la production dans les pays étrangers. Ainsi, les Etats-Unis viennent après avec 25 millions de broches, et l'on sait que les Etats-Unis faisaient un commerce passif, il y a quelques années à peine. C'est que ce pays s'est industrialisé, que le machinisme y a fait des progrès inouïs ; l'Amérique tend à l'emporter à ce point de vue sur l'Angleterre. La France est un peu en retard au point de vue de la machinerie, des métiers à filer ou à tisser, des appareils de mécanique en général. C'est ce qui explique, toutes choses égales, le rendement inférieur par homme, ce qui explique la supériorité de l'ouvrier anglais sur l'ouvrier français et les ouvriers du continent.

Dans les textiles, alors que les broches tournent pendant 80 % du temps de présence des ouvriers dans les pays les plus favorisés au point de vue de la vitesse des machines, en Angleterre, elles tournent pendant 92 ou 95 % du même temps. (1) On ne peut pas comparer la productivité des ouvriers travaillant avec un outillage aussi différent pour en tirer une conclusion quelconque. Peut-on comparer la production du tisserand à la main travaillant 12 à 15 heures par jour à celle du tisserand du Lancashire « dirigeant en moyenne 3, 9 métiers battant 240 coups à la minute » ? (2) On comprend sans peine que la production du second soit plus forte en une durée moindre. Mais deux tisserands du Lancashire travaillant à leurs métiers, l'un pendant 8 heures, l'autre pendant 10, il n'est pas douteux que la production du premier sera inférieure de 2/10. Voilà qui restera toujours vrai dans les industries machinisées, toutes choses étant égales. Il existe une deuxième catégorie d'industries, industries métallurgiques et chimiques, où il est impossible de réduire la journée de travail sans nuire à la production. « Le temps, dit Etienne Buisson, est un facteur fixe qui ne peut être modifié ; une réaction chimique, une fusion de minerai, un raffinage de métal ne se font pas dans une durée variable. Les lois physiques et chimiques limitent les intentions humaines. » (3) Les indus-

(1) John Rae. Loc. cit., p. 141.

(2) John Rae. Loc. cit., p. 142.

(3) Etienne Buisson. Loc. cit.

tries de produits chimiques, par exemple, sont celles où la production est continue, mais où l'ouvrier n'intervient pas toujours. Il passe 3 ou 4 heures sans rien faire, son rôle est un simple rôle de surveillance, puis il fournit un travail intense pendant 4 à 5 heures. Il est impossible de modifier la durée de la journée de travail dans les industries de cette nature ; on pourrait cependant, dans certaines usines, répartir le travail en trois équipes de 8 heures, pour éviter le danger résultant de la fabrication de certains produits.

Ces observations paraissent difficilement contestables ; cependant, certains économistes prétendent que la théorie du travail intensif est encore applicable aux industries mécanisées, partout où il semble que la production est le plus indépendante de l'effort et du travail humain. C'est, disent les Intensistes, ne pas avoir la notion exacte de la productivité du travail que de prétendre qu'il est sans influence sur les quantités produites. Il est nécessaire de bien préciser cette notion. Tout d'abord, la qualité du travail important autant que la quantité, il importe de ne pas prolonger trop la journée de travail pour éviter la production défectueuse, malfaçons, etc., résultant de la négligence de l'ouvrier. Il est établi, en effet, que les accidents sont plus fréquents sous le régime des longues journées ; l'ouvrier fait preuve d'une négligence dont il est la première victime, négligence due à la lassitude, à l'énervement ; la fréquence des longues journées tend, en outre, à diminuer l'aptitude au travail des ouvriers ; ils sont aptes au travail moins longtemps que les ouvriers mieux favorisés sous le rapport de la durée du travail ; ils deviennent de bonne heure des non-valeurs, des inutilités industrielles. Or, il est à l'heure actuelle, avec les progrès de plus en plus grands de la technique industrielle, plus que jamais nécessaire d'avoir de bons ouvriers ; la diminution de la durée du travail est le corollaire du développement de la technique industrielle. Plus nous irons dans cette voie et plus il sera nécessaire d'avoir des ouvriers travaillant peu de temps. « La plus grande complication et l'allure plus rapide des machines exigent davantage de l'ouvrier, et celui-ci ne peut satisfaire à ces exigences que par une diminution de la

journée de travail ». (1) Tous les perfectionnements techniques exigent de l'ouvrier plus d'intelligence, plus d'attention, plus d'initiative même. L'ouvrier doit connaître les organes délicats et compliqués de la machine. Le développement et la mise en œuvre de ces qualités ne seront évidemment compatibles qu'avec un régime de courtes journées. Les pays à courtes journées, qui sont en même temps des pays à salaires élevés, possèdent des ouvriers techniquement supérieurs, capables par la connaissance approfondie qu'ils ont des machines et de l'outillage, de travailler plus utilement en une courte journée que d'autres en un plus long temps et avec le même outillage et les mêmes machines. Ainsi, dans le tissage, le tisserand américain dirige 6 ou 8 métiers, tandis que l'anglais n'en dirige pas plus de 4 en moyenne. Il est vrai d'ajouter que les articles anglais sont d'un fini et d'une variété plus grands. (2) L'ouvrier travaillant moins a également plus d'énergie, et c'est souvent la cause du développement de la production. De prime abord, il ne paraît pas possible de comparer le rendement d'une machine qui fonctionne pendant 9 heures à celui d'une machine fonctionnant 10 ou 12 heures ; et cependant, avec la journée plus longue, la main-d'œuvre est moins productive, les interruptions de travail plus longues. Quand la machine s'arrête, il faut rechercher la cause de cet arrêt, il en résulte une perte de temps plus ou moins longue ; les ouvriers intelligents connaissant bien la machine peuvent de suite en indiquer la cause. John Rae explique même qu'en Angleterre, avec une journée de 8 heures, on a presque 7 heures de travail productif, tandis que pendant la journée plus longue du continent, en déduisant le $\frac{1}{4}$ ou le $\frac{1}{5}$ de la journée de travail du mécanicien, employée à la mise en train et à la réception du produit fabriqué, la machine en réalité fonctionne moins longtemps qu'en Angleterre. « Cela est dû à ce que les ouvriers anglais sont doués d'une plus grande énergie physique et morale que ceux du continent, grâce surtout, nous le répétons, à la moindre durée

(1) Wœrishoffer, cité par Ansiaux. Loc. cit., p. 141.

(2) John Rae. Loc. cit., p. 159.

de leur journée de travail habituelle ». (1) La machine, ajoute-t-il, loin de diminuer l'influence des qualités personnelles, semble plutôt l'augmenter ; nous avons vu, en effet, que dans les travaux de terrassement, trois anglais pouvaient faire l'ouvrage de quatre français dans les tâches faciles et de six dans les tâches difficiles, tandis que dans le travail mécanique, l'ouvrage qu'ils font est de 200 % en plus, c'est-à-dire équivalent à celui de neuf français. » (2) La citation valait d'être faite. Dans un chapitre très intéressant de son ouvrage sur les réserves de force productive personnelle, le même auteur déclare que ce fait qui semble impossible de l'influence de la productivité personnelle sur la production mécanique est une des choses les mieux établies dans la pratique. Ce qui le prouve, c'est ce qui s'est produit en Angleterre après la loi des dix heures ; le temps de travail a été diminué de 11 heures par semaine dans toutes les filatures sans que la production hebdomadaire s'en soit ressentie. Et cependant les machines sont restées les mêmes. Des expériences nombreuses, en Angleterre, ont démontré que des machines identiques pouvaient donner des résultats différents suivant la qualité des ouvriers qui travaillaient avec elles. C'est que la part de l'habileté personnelle de l'ouvrier est très grande, surtout dans les métiers mécaniques. Tous les arrêts, occasionnant une perte de temps, accidents, réparations, arrêts brusques dont il faut rechercher la cause, fils rompus à renouer, livraison du produit, alimentation de la machine, toutes ces innombrables causes de perte de temps se rencontrent plus fréquemment chez les ouvriers qui travaillent de longues journées. Il faut tenir compte, en outre, chez ces derniers des pertes de temps résultant du travail mal fait ; quand le produit est mal fait, défectueux, il faut recommencer le travail le plus souvent. C'est surtout dans la dernière heure que le travail est imparfait ou inachevé ; des industriels ont même déclaré que la première heure du lendemain devait être employée à réparer ou à refaire ce qui avait été mal fait la veille. Il y a également une économie de temps très appré-

(1) John Rae, Loc. cit. page 147.

(2) Ibid., p. 148.

ciable sous le régime des courtes journées, résultant d'une régularité plus grande de la part des ouvriers. Les retards sont moins fréquents ; si on y ajoute l'économie des matières premières, l'économie du combustible et de l'éclairage, tout cela réuni constitue une économie appréciable que valent à l'industriel les courtes journées. Ce qu'il importe de dire, c'est que loin de rendre moins appréciables les qualités personnelles de l'ouvrier, les progrès de la technique industrielle les rendent de plus en plus nécessaires, les exigent impérieusement. Ainsi nous arrivons, d'après les Intensistes, à une conclusion inattendue.

D'après la thèse patronale, l'heure de travail a toujours la même valeur au début ou à la fin de la journée de travail quand le travail est accompli par des machines ; or, ces prémisses sont inexactes ou au moins incomplètes. L'heure de travail a bien la même valeur quand ce sont les machines qui l'accomplissent, mais à condition que ces machines marchent à la même vitesse, que les ouvriers y emploient le même soin, la même attention à la première et à la dernière heure. Voilà bien la question. Et n'est-il pas suffisamment démontré que l'attention ne peut pas être la même ? Car, enfin, l'homme n'est pas le moteur de la production mécanique, mais n'est-ce pas lui qui met en marche ce moteur, qui le surveille, qui en règle la vitesse ? N'est-il pas l'auxiliaire intelligent de la machine ? Dès lors, rien n'est plus à considérer que la capacité de l'ouvrier, sa valeur professionnelle, et il faut bien reconnaître que cet élément, que certains patrons considèrent comme étranger à la production et sans influence sur elle, est, au contraire, un élément indispensable et la condition d'une bonne et utile production.

III

LE ROLE DE LA CONCURRENCE INTERNATIONALE. —

PAS DE SOLUTION D'ENSEMBLE.

Les craintes qu'on a de voir l'industrie nationale en état d'infériorité vis-à-vis des nations étrangères s'atténueront singulièrement si l'on considère le problème sous cet aspect particulier. Il a été démontré, en effet, que la diminution des heures de travail n'a pas entraîné une diminution proportionnelle de la production. Ainsi, en France l'application de la journée de 10 heures n'a pas déterminé une diminution de la production générale. La Commission supérieure du travail déclare « que la production à l'heure augmente lorsque le nombre d'heures diminue ». (1) Cet effet se produit surtout dans les industries qui exigent le plus les qualités personnelles de l'ouvrier : ateliers de construction mécanique, bonneterie, fabrication de chaussures, fonderie... Dans le rapport de 1903 la Commission supérieure fait des déclarations de même nature. Non seulement la loi n'a pas diminué le rendement, mais même elle a fait augmenter la production dans de nombreuses industries. En même temps, la force productive, la puissance de travail augmentent chez les ouvriers moins fatigués.

Comme le fait remarquer très justement John Rae, « la rivalité industrielle entre nations se transforme vite en une lutte entre les capacités productives personnelles de leurs ouvriers. Toutes les autres conditions du combat tendent à s'égaliser... un progrès mécanique n'est pas plutôt réalisé dans un pays qu'il est importé ou imité dans un autre, et comme les agents de la concurrence deviennent de plus en plus égaux, la suprématie appartiendra au pays qui pourra tirer le meilleur parti de ses agents, à celui dont la classe ouvrière sera la plus vigoureuse, la plus intelligente et la

(1) Rap. de 1902, p. xxxv et p. 95.

plus productive ». (1) Les progrès d'ordre technique, les inventions sont pour peu de temps l'apanage d'une nation. Ce n'est pas en cela précisément que réside sa véritable supériorité ; on a vite fait de les imiter ou de les reproduire ; les individus dans une nation, les nations dans le monde se concurrencent âprement pour obtenir une diminution du coût de production ; c'est le seul moyen de sauvegarder les profits réalisés jusque là. Ce résultat sera obtenu par l'invention sous toutes ses formes ; mais l'effet de la concurrence sera d'amener les autres producteurs, pour maintenir leur situation, à s'efforcer de réaliser chez eux les mêmes perfectionnements, « et alors le coût de production de celui qui a réalisé le perfectionnement va devenir le coût de production commun ». (2) Est-ce à dire que le producteur n'a aucun intérêt à l'invention ? Loin de là ; il faut du temps pour que les producteurs rivaux aient transformé leur outillage ; pendant ce temps, l'industriel retire tout le bénéfice de son invention dont la loi en France lui garantit l'exploitation pendant 15 ans. Ce sont d'ailleurs les pays à courtes journées qui ont l'outillage le plus perfectionné ; ce sont en même temps les pays grands producteurs. Si l'on a quelque chose à redouter de la concurrence étrangère, ce n'est certainement pas l'emploi des longues journées. Les pays qui font travailler longtemps leurs ouvriers nous rendent plutôt service. Ils ne peuvent, à la longue, qu'amoindrir l'aptitude au travail de leurs ouvriers et leur productivité personnelle. La supériorité dans la production, toutes choses étant égales, appartiendra de plus en plus aux nations qui posséderont la race d'ouvriers la plus énergique et la plus habile, c'est-à-dire à celles où la journée de travail sera de plus en plus réduite.

Après ces observations d'ordre général, il nous paraît que le problème des huit heures ne comporte pas de solution d'ensemble ; trop d'éléments entrent en jeu de nature différente. Certains ont eu le grave tort d'apprécier les résultats heureux de quelques expériences et de croire de suite à la possibilité de leur généralisation. Cette question

(1) John Rae. *Loc. cit.*, p. 136.

(2) Deschamps, *Cours Hist. Doct. Econ.*, 1908-09, p. 22.

ne peut être appréciée que industrie par industrie. Il y a toute une série d'expériences à faire et à renouveler pour résoudre des difficultés qui dépassent souvent l'économiste. « En règle générale, écrit Camille Sabatier dans une lettre intéressante dont j'ai précédemment parlé, réduire la durée du travail c'est en réduire la production, quoique le plus souvent le travail de la dernière heure soit de moindre valeur que celui de la deuxième. Je répète qu'à mon avis, on ne peut obtenir plus de précision qu'en entrant dans l'analyse de chaque métier. »

Nous n'avons pas la prétention dans cette étude de passer en revue tous les métiers et toutes les industries où l'on pourrait, en France, introduire sans danger la journée de huit heures. Nous pensons seulement faire œuvre utile en indiquant les expériences qui ont été tentées chez nous dans les établissements de l'État et dans l'industrie privée et les résultats qui ont été obtenus.

CHAPITRE V

LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS DE L'ÉTAT

SECTION I. — ATELIERS DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

La journée de huit heures fut mise à l'essai le 16 septembre 1899 dans les ateliers des postes et télégraphes, situés à Paris, boulevard Brune; étendue, le 1^{er} mai 1901, au personnel ouvrier des équipes de la région de Paris, le 24 septembre 1901 à l'atelier d'électricité du poste central, le 1^{er} mars 1901 au personnel des services d'installation et d'entretien des appareils téléphoniques de la région de Paris, le 16 juillet 1901 au personnel de l'atelier de force motrice de l'hôtel des postes, le 7 mai 1902, elle fut appliquée au personnel ouvrier des départements. (1) L'expérience était faite dans des conditions particulièrement défavorables, puisque brusquement on substituait la journée de huit heures à celle de dix heures et on supprimait le salaire aux pièces. Les résultats de cette expérience ont été établis par le Sous-Secrétaire d'Etat des postes et télégraphes dans deux notes officielles : la première, en date du 10 mars 1903, en réponse à une demande de renseignements envoyée par le Ministre de la guerre, déclare : « L'effort exceptionnel demandé aux ouvriers put être accompli, et l'Administration constata au bout de trois mois que le chiffre de la production journalière n'avait pas sensiblement varié. Cette surproduction ne s'est pas maintenue, il faut bien l'avouer, et l'Administration a pu constater que le rendement est devenu inférieur à celui qu'on obtenait sous l'ancien régime. La cause vraie de cette diminution est due, semble-t-il, bien

(1) Le nombre d'ouvriers dont la durée de travail ne dépasse pas huit heures dans les ateliers des postes et télégraphes est de 3.725.

plus à la suppression du travail aux pièces qu'à l'application de la journée de huit heures. » (1) Il résulte nettement de cette note que, pendant la première période, la production en huit heures n'a pas été inférieure à ce qu'elle était en dix heures précédemment. Si elle ne s'est pas maintenue, la cause en est à la suppression du travail aux pièces. On ne saurait voir là la condamnation du système. On n'a pas fait la distinction entre les ouvriers qui sont les maîtres de leur travail et peuvent augmenter leur effort physique et ceux qui sont simplement les auxiliaires de la machine. On pourrait croire que si l'effort supplémentaire a été obtenu, c'est que le personnel ouvrier a voulu démontrer la possibilité de la réforme pendant ce laps de temps de trois mois et qu'il a ensuite travaillé avec plus de négligence, comme sous le régime des dix heures. M. Maurice Alfassa fait remarquer très justement qu'en rapprochant le laps de temps des dates d'expérimentation (16 septembre 1899) et d'adoption définitive de la journée de huit heures (9 février 1901), on voit que l'expérience s'est prolongée dix-sept mois et que la production ne s'est maintenue que pendant le sixième de cette période, soit les trois premiers mois. (2) Si la cause vraie de la diminution était due à autre chose, l'Administration des postes aurait renoncé à l'application de la journée de huit heures comme celle de la guerre. Pour que l'expérience fût concluante, il fallait, en outre, que le prix de revient des travaux restât à peu près le même. Or, « il a été constaté que, dans un grand nombre de cas, les prix de revient se sont élevés ». Mais cette appréciation concerne les travaux anciennement effectués aux pièces qui, d'après la seconde note de l'Administration rédigée sur la demande du Ministre du commerce, (3) se rapportent, pour la plupart, à des réparations de matériel et échappent à toute comparaison précise. La note ajoute que les ouvriers, « libérés du souci de s'assurer un salaire suffisant par une production intensive, s'attachent davan-

(1) *Notes sur la journée de huit heures dans les établissements industriels de l'Etat*, p. 10.

(2) *Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale*. Juin 1907. Notes économiques, p. 741.

(3) Notes officielles du 15 mai 1905.

tage à la qualité du travail ». Les réparations sont rendues moins fréquentes parce que les appareils sont mieux réglés et plus solides, et l'État récupère, à la longue, tout ou partie de cette majoration du prix de revient. C'est là une constatation intéressante. Il en est de même dans les ateliers de mécanique qui « ont continué à assurer, comme par le passé, la réparation de tous les appareils de modèle courant de l'Administration, sans préjudice des travaux spéciaux qui lui sont confiés ». D'ailleurs, la majoration des prix de revient est variable, et pour certains travaux, tels que la fabrication des piles Leclanché, elle disparaît. « Les prix de revient actuels sont même légèrement inférieurs aux anciens. » L'Administration déclare que le prix de fabrication aux pièces des éléments de pile Leclanché était plutôt exagéré et n'était maintenu que comme compensation à d'autres travaux à la tâche moins bien rémunérés.

Nous sommes amenés à cette constatation que, dans ce cas particulier, l'ouvrier étant le maître de son travail et de sa fabrication, la réduction de la journée de travail ne modifie pas sensiblement le résultat annuel. Des résultats intéressants nous sont fournis par des statistiques précises à l'atelier de fabrication des timbres-postes. La production y est limitée par la vitesse des machines; si le raisonnement de ceux qui prétendent que la machine produit d'autant plus qu'elle fonctionne plus longtemps est exact, nous devons avoir une perte effective de deux heures de travail, soit de 20 %. Or, la perte n'a été que de 10 %, soit une heure de travail. Ce résultat a été obtenu grâce à la surproduction horaire, en portant la vitesse des machines à l'extrême limite, sans aller, cependant, jusqu'à augmenter leur rapidité d'usure. En même temps, on a été amené à rechercher toutes les réformes utiles pour accroître le rendement horaire. Dans les autres services, la diminution de la journée de travail a donné des résultats variables.

Dans le service pneumatique, il ne s'agit pas d'un travail de production, mais d'un service de conduction et de surveillance des générateurs de vapeur, des moteurs et des compresseurs dont le fonctionnement, dépendant des heures d'ouverture et de fermeture des bureaux desservis ne permet pas d'escompter avec la journée de huit heures

une augmentation de la production individuelle du personnel. La diminution du rendement a été de un cinquième.

Dans le service des équipes, l'application de la journée de huit heures a entraîné une augmentation de dépenses. Mais cette augmentation ne peut pas être appréciée, même approximativement, parce que diverses autres améliorations ont contribué à l'augmentation des dépenses, et il faudrait faire la part de chacune d'elles. Le rendement dans les équipes n'a pas varié sensiblement; on a constaté que la diminution de rendement se produisait pendant la belle saison; en hiver, pendant les courtes journées, la production reste égale à ce qu'elle était avec l'ancienne journée de dix heures.

Dans le service des installations téléphoniques, il est résulté de la réduction de la journée à huit heures « une diminution de rendement à peu près équivalente à la réduction du temps ». Ce service comporte des allées et venues chez l'abonné, dans un bureau du poste, au bureau central; dans ces conditions, le rendement est forcément variable.

Il faut ajouter que les frais de la réforme n'ont pas été considérables; « au point de vue pécuniaire, l'augmentation de l'effectif, forcément entraînée par la réorganisation des services (suppression du travail aux pièces, arrondissement des salaires), a donné lieu à un surcroît de dépenses de 33.000 francs environ. Ce chiffre représente une augmentation de 24 % du montant des salaires payés antérieurement, pour une diminution de 20 % de la durée du travail réduite de dix à huit heures. » L'Administration déclare que la diminution de production a été maintenue dans les limites raisonnables et qu'il n'était guère possible d'espérer mieux que ce que l'expérience a donné.

II

ÉTABLISSEMENTS DE LA MARINE.

La journée de huit heures a été mise à l'essai dans certains établissements de la Marine par arrêté en date du 21

octobre 1902 et une circulaire du même jour. Elles s'appliquait provisoirement, et à titre d'essai, aux ateliers de petite chaudronnerie de Toulon et à la direction de l'artillerie navale à Lorient. Par la circulaire du 7 janvier 1903, (1) « en raison des résultats très satisfaisants obtenus » par ces essais, le Ministre de la marine étendait cette mesure à tous les arsenaux et établissements hors des ports. Il prescrivait au personnel chargé de la direction et de la surveillance de s'astreindre à assister à la reprise et à la cessation du travail. Il est à remarquer que le travail à la tâche et les primes furent supprimés ; ces modifications devaient produire les effets fâcheux que nous avons déjà constatés.

Les résultats de cette expérience sont indiqués dans les notes et rapports présentés à la commission extraparlamentaire de la marine. Dans une de ces notes, le Directeur du génie maritime à Lorient déclare que « depuis l'adoption de la journée de huit heures, la production horaire, après avoir été égale ou même supérieure à ce qu'elle était antérieurement, a une tendance à diminuer ». (2) Il évalue à 15 % l'augmentation du prix de revient. Les résultats ne peuvent être très précis, ainsi que le reconnaît le Directeur du génie maritime lui-même ; la production, en effet, ne pouvait que souffrir de la suppression du travail à la tâche et des primes qui avaient été jusque-là un puissant stimulant ; d'un autre côté, elle était servie par l'outillage qui continuait à s'améliorer et par les efforts des ingénieurs perfectionnant les tracés d'exécution et les méthodes de construction. La note déclare, en outre, que les ouvriers, après avoir déployé « le zèle le plus louable » ont manifesté, ensuite une tendance à revenir « aux anciens errements » ; elle signale également que « la dépêche du 4 mars 1904 a porté atteinte au principe de huit heures de travail effectif en prélevant un quart d'heure sur la durée du travail pour la paye qui, depuis la nouvelle réglementation, avait lieu après le travail », établissant comme une sorte de corrélation entre ces deux faits. A Cherbourg, la Direction du génie maritime nous apprend, par une note du 25 novembre

(1) *Notes sur la Journée de huit heures*, p. 14.

(2) Ibid., p. 16.

1904, (1) qu'avant l'établissement de la journée de huit heures, la durée moyenne de la journée était de neuf heures trente-trois minutes, mais la durée réelle n'était que de huit heures cinquante-trois minutes à cause des pertes de temps. Ces pertes de temps ont pu être limitées; la durée effective du travail a été réduite de 13 à 14 %; quelle a été la réduction subie par la production? Elle ne pouvait être inférieure à 12 %, dit la note, pour les ouvriers qui se servent de machines-outils, pour les forgerons, pour le personnel qui conduit les machines motrices, chaudières diverses... La production est pour eux proportionnelle au temps, parce que la vitesse est toujours égale, et, pour les travaux intermittents comme ceux des forgerons, le temps pendant lequel une pièce chauffe à un degré donné ne peut être modifié.

Dans son rapport au Sénat sur le budget de la marine (2) M. Cuvinot a reproduit une partie de la déposition du Préfet maritime de Cherbourg devant la Commission extraparlamentaire; l'amiral déclare « les machines-outils n'ont pas modifié leur production horaire; leur production journalière est donc dans le rapport de $7 \frac{3}{4}$ à $9 \frac{1}{4}$ ». Dès lors, la production ne représente plus que les 83,78 % de la production ancienne, soit une réduction de 16,22 %; comment expliquer, remarque dans ses notes M. Alfassa, (3) cette différence dans les appréciations? C'est, répond le Préfet de Cherbourg, que « les bons ouvriers, ceux qui travaillent de bon cœur, produisent plus que ce rapport, parce que, la fatigue étant moindre, ils soutiennent une allure de travail plus rapide ». Nous sommes amenés à constater que la productivité personnelle de l'ouvrier n'est pas un élément négligeable. La note du 25 novembre déclare que le rendement du travail est strictement proportionnel au temps. Le Préfet maritime nous signale ce fait intéressant que les bons ouvriers produisent plus que ce rapport, limitant mathématiquement la production journalière. Il est vrai que le Préfet ajoute que les ouvriers n'ont pas fait preuve

(1) *Notes sur la Journée de huit heures*, p. 17.

(2) Budget de 1905, p. 65.

(3) *Notes économiques*, Loc. cit. p. 745.

de la bonne volonté souhaitable et que ce résultat ne peut être attribué qu'à une minorité; le fait valait cependant d'être rapporté.

Quant au personnel qui travaille « surtout de ses mains », le Directeur du génie maritime de Cherbourg nous apprend qu'après un effort réel d'une minorité pour compenser par un surcroît de zèle la réduction de la durée du travail, l'ancienne pratique a été vite reprise. Ce zèle et cette activité, dus à un sentiment passager, cessèrent bientôt. Toutefois, pour cette fraction du personnel, la note dit que le rendement à l'heure a été augmenté, surtout pendant les journées d'été. Le rendement de la journée est cependant inférieur à ce qu'il était, et, d'après le même document, pour l'ensemble du personnel ouvrier, la valeur probable de la diminution du rendement utile de la journée de travail peut être évaluée à 10 %.

A Brest, une note du 24 novembre 1904 indique que les nouveaux procédés d'usinage et de mise en œuvre des matériaux atténuent les effets de la réduction de la journée de travail. (1)

A Rochefort, d'après la note du 24 décembre 1904, on peut conclure que l'adoption de la journée de huit heures a eu les conséquences suivantes :

1° Une augmentation de la durée de la construction, évaluée à 1,4 %;

2° Une augmentation des frais de la construction, évaluée à 7,5 %; enfin, une augmentation de l'activité au travail des ouvriers, qu'on peut chiffrer par 14 % environ.

A Toulon, on voit, par la note du 5 décembre 1904, « que le nouveau régime a occasionné un supplément de dépenses de 24 % comme dépenses directes et de 33 % en comprenant les dépenses indivises.... » (2) La suppression du travail à la tâche, l'absence de stimulant pour la grande majorité du personnel, dont l'avancement et les soldes tendent de plus en plus à s'uniformiser, l'insuffisance de la surveillance, seraient la cause de cette réduction de la production dans une proportion supérieure à celle de la durée du tra-

(1) *Notes sur la Journée de huit heures*, p. 19.

(2) Ibid., p. 20.

vail. Une note de M. l'Ingénieur en chef Laubeuf complète ces renseignements et évalue à 19 % la diminution de la production, l'outillage étant le même. Deux notes intéressantes (1) concernant les établissements d'Indret et les forges de La Chaussade donnent une appréciation toute différente de la journée de huit heures. A Indret, où la production dépend de la durée de marche des machines-outils, « la production individuelle horaire n'a pas dû sensiblement varier avec la mise en vigueur du régime actuel... en raison de la bonne volonté et de l'aptitude professionnelle du personnel des divers ateliers etc. » A La Chaussade, le rendement a été le même en 1902 et en 1903, mais la variation dans la nature des travaux n'a pas permis d'apprécier l'influence de l'application de la journée de huit heures ; le prix de revient des constructions neuves n'a pas augmenté de plus de 2,5 %, la rapidité d'exécution n'a pas diminué de plus de 6 à 7 %, malgré la réduction de 16 % sur la durée de la journée. La note ajoute : « Il n'est pas possible d'attacher une signification rigoureuse aux chiffres que nous donnons, ces chiffres se trouvant influencés par d'autres facteurs que la réduction de la journée de travail. Ils permettent néanmoins de se faire une idée suffisamment approchée de l'influence de la journée de huit heures pour conclure que les résultats obtenus à Guérigny sont aussi satisfaisants qu'il était permis de l'espérer, à raison de la nature des travaux à exécuter. » L'impression est plus favorable. Nous sommes loin des notes pessimistes concernant Lorient et Cherbourg où l'on nous indiquait des augmentations du prix de revient de 10 et 15 % et même 19 %. Jusqu'à présent, de l'étude des notes, il se dégage une grande incertitude dans l'appréciation des résultats et des différences telles qu'on ne peut pas trop se prononcer sur l'application de la journée de huit heures.

Continuant l'examen des notes concernant cette application, nous constatons dans la note des chefs de manutention de Brest, en date du 21 novembre 1904, (2) que « là où l'outil et le mode de travail sont sous l'entière dépendance de l'ou-

(1) *Notes sur la Journée de huit heures*, p. 21 et 22.

(2) Ibid., p. 25.

vrier.... l'activité, l'habileté professionnelle pouvaient être des éléments de nature, sinon à compenser entièrement la diminution de production, résultant de la moindre durée du travail, du moins à l'atténuer dans une certaine proportion ». Il ne pouvait en être de même dans les travaux où la production est limitée par la vitesse des machines. Le prix de revient a été pour l'ensemble majoré de 10 à 15 % et le rendement utile diminué dans la même proportion. La note déclare que pour *les années 1903-1904, durant lesquelles la journée de huit heures a été appliquée, certains prix de revient sont inférieurs à ceux de la même catégorie de l'année 1902, durant laquelle la durée de la journée était de neuf heures*, et qu'on doit attribuer ce résultat d'apparence paradoxale à ce qu'il a été apporté à l'outillage de nombreuses améliorations et modifications, ce qui a permis une plus rapide exécution. Cela démontre les heureux effets de la journée de huit heures au point de vue de la production, lorsque son application coïncide avec l'amélioration et le perfectionnement de l'outillage ; en outre, cette constatation nous incline à ne pas attacher une importance exagérée aux moyennes données dans cette note, obtenues en tenant compte d'éléments aussi différents.

Il ressort du rapport sommaire du Directeur de l'artillerie navale à Lorient (1) que, grâce à l'amélioration de l'outillage et à la meilleure organisation du travail, le rendement par heure a été augmenté. La diminution de la production est de 8,3 %, mais cette perte, grâce à de nouveaux procédés, pourra encore être réduite.

La deuxième partie du rapport conclut :

1° Qu'une diminution dans le rendement est notoire ;

2° Qu'elle est de 13,6 % (pour l'atelier des artifices, ce chiffre doit être ramené à 7,2 %).

3° Que la rapidité d'exécution est diminuée et le prix de revient majoré dans la même proportion ;

4° Que l'atténuation à cette perte dépendra de mesures capables d'intéresser l'ouvrier à la production.

A Rochefort, le Directeur de l'artillerie (2) présente les conclusions suivantes :

(1) *Notes sur la Journée de huit heures*, p. 27.

(2) Ibid.

p. 28.

1° Avec le même outillage, la rapidité d'exécution n'a pas changé, le prix de revient est légèrement supérieur à l'ancien ; « les résultats ci-dessus tiennent à deux causes : la première, c'est que l'ouvrier travaillant moins longtemps fatigue moins et, par suite, s'applique et travaille mieux ; la seconde, c'est que la surveillance est plus active et son personnel plus compétent et plus nombreux ».

2° Quant aux travaux pour lesquels l'outillage a été amélioré ou augmenté, la rapidité d'exécution a été elle-même considérablement augmentée et le prix de revient diminué dans les mêmes proportions, la diminution des heures de travail ayant été plus que largement compensée par la plus grande production de la main-d'œuvre.

3° La Direction constate que le rendement utile est devenu supérieur à celui qu'elle avait obtenu avant l'application de la journée de huit heures.

Cette note est particulièrement intéressante. Elle fait le départ entre les travaux pour lesquels l'outillage est resté le même et ceux pour lesquels il a été amélioré. Il ne peut pas y avoir confusion ; l'expérience n'aboutit pas à des résultats troublants comme ceux que nous avons constatés souvent, mais à des résultats précis et exacts. Comme ailleurs, nous avons eu ici la suppression du travail aux pièces et cependant le rendement utile en général est devenu supérieur. Il est tenu compte dans cette note de la qualité de la main-d'œuvre (civile ou militaire), que les autres notes avaient jusqu'ici passée sous silence et qui constitue un facteur important de la production.

Enfin un rapport très intéressant, (1) concernant l'établissement de Ruelle clôt la série des notes sur cette question. Le Colonel-Directeur tire de son exposé les conclusions suivantes :

1° La production en huit heures peut être égale à ce qu'elle était en neuf heures trente-cinq. Grâce au travail à prix fait, les rendements ont été égaux à l'atelier des moulures et inférieurs de 4 % seulement à l'atelier des douilles.

2° En améliorant l'outillage, on peut même obtenir une

(1) *Notes sur la Journée de huit heures*, p. 29.

production de beaucoup supérieure à celle que l'on obtenait antérieurement en neuf heures trente-cinq. Cette augmentation pourra aller jusqu'à 60 %, et, grâce à la bonne volonté du personnel, pour l'ensemble de l'atelier des foreries, l'augmentation peut être évaluée à 10 % par rapport au rendement de la journée de neuf heures.

3° « Cette augmentation n'est obtenue qu'en demandant à l'ouvrier une attention et une dépense de force beaucoup plus grandes qu'il ne soutiendrait probablement pas au delà de huit heures. »

Cette remarque a son importance ; elle donne raison aux Intensistes contre ceux qui prétendent que les résultats seraient meilleurs encore si, avec un outillage perfectionné et une vitesse plus grande, les machines conservaient leur ancienne durée de marche. Nous avons répondu à cet argument dans le chapitre précédent. Le Directeur de Ruelle y répond pratiquement, en démontrant qu'il y a intérêt à réduire la journée à huit heures, puisque cette durée suffit à obtenir un très bon rendement. C'est en même temps la démonstration pratique de l'influence des qualités personnelles de l'ouvrier dans la production mécanique ; cet élément avait été déjà mis en lumière par le Préfet maritime de Cherbourg devant la Commission extra-parlementaire. Cela affaiblit singulièrement la valeur de cette énonciation « le rendement est strictement proportionnel au temps ».

Partout où l'outillage est demeuré le même, mathématiquement la production devait baisser dans la proportion où l'on réduisait la journée de travail. Le perfectionnement du machinisme, le surcroît de zèle des ouvriers et la surveillance plus effective devaient, comme dans le cas qui nous occupe, compenser la perte de temps au point d'obtenir même une production supérieure. Mais, — et c'est la troisième constatation, — ce rendement nouveau avec ce matériel perfectionné ne pouvait pas être maintenu au delà de huit heures. Il résulte de l'ensemble des documents que nous avons examinés, que des résultats très différents ont été enregistrés dans les établissements de la Marine : les uns sont complètement défavorables, les autres absolument

concluants. La suppression du travail à la tâche, l'accroissement des salaires, l'insuffisance de la production, la diversité des travaux exécutés, sont autant d'éléments d'incertitude qui ne nous permettent pas d'apprécier comme il convient l'influence de l'application de la journée de huit heures. A ces causes s'en ajoutent d'autres qui ne ressortent pas de l'analyse des notes, mais qui ont été signalées par M. Cuvinot au Sénat, dans le rapport sur le budget de la marine en 1905, et dans les conclusions de la Commission extra-parlementaire de la Marine.

Ces documents établissent l'organisation défectueuse du travail, les pertes qui en sont la conséquence et l'insuffisance du travail fourni au personnel dans les arsenaux. Or, aucune influence plus que celle résultant des pertes de temps ne peut s'exercer défavorablement sur la production; comment, dès lors, attribuer cette même diminution à la seule réduction de la journée à huit heures? Ces pertes de temps sont de nature et d'importance variables. M. Alfassa, dans ses notes économiques, nous en fournit quelques exemples. (1)

Dans l'industrie privée, la plupart des cas qu'on nous signale, ont été supprimés ou atténués, et cet élément important de diminution de la production n'existe pas pour elle.

En tout cas, elle s'efforce d'y porter remède quand il existe: c'est là une différence à l'avantage de l'industrie privée sur les établissements de l'État.

Autre cause ne permettant pas l'assimilation avec l'industrie privée ni de faire fonds sur les expériences des ateliers de la Marine pour apprécier l'influence de la journée de huit heures, c'est « l'infinie variété des travaux effectués par le service des constructions navales », (2) contraire à la division du travail et au principe de la spécialisation qui sont la condition d'un rendement productif.

Il est vrai que, pour l'État, la défense nationale impose la permanence des effectifs et exige que le personnel soit

(1) *Bul. de la Société d'encouragement pour l'ind. nationale*, novembre 1907, p. 1216.

(2) *Notes sur la Journée de huit heures*, p. 18.

rompu aux travaux variés qu'on pourrait avoir à lui confier. La situation est donc différente de celle de l'industrie privée et toute comparaison impossible. D'autres différences s'accusent encore; ainsi, le travail est mal organisé et très irrégulier dans les ateliers de la Marine. Cela résulte des témoignages fournis par les syndicats ouvriers lors de l'enquête entreprise par l'Office du travail; le Syndicat des travailleurs réunis du port de Cherbourg, le Syndicat des travailleurs réunis de l'établissement de Guérigny, le Syndicat des travailleurs réunis de la fonderie de Ruelle, (1) sont unanimes à le déclarer.

Témoignages suspects, dira-t-on, car ils émanent d'organisations ouvrières intéressées. Mais voici mieux : l'Union des mécaniciens de Cherbourg, la Chambre syndicale des ouvriers jardiniers de Cherbourg, la Chambre syndicale de la métallurgie de Rochefort, la Chambre syndicale des ouvriers coiffeurs de Brest, se plaignent à l'Office du travail de la concurrence que leur font les ouvriers des arsenaux qui, « ne travaillant que huit heures par jour, trouvent le moyen de prendre des permissions, qui leur sont généreusement octroyées par la Marine ». C'est la preuve d'une mauvaise utilisation du personnel. La preuve de cette irrégularité dans le travail, elle est encore dans le rapport de M. Cuvinot à la Commission des finances du Sénat et reproduit à la séance du 15 mars 1905. L'honorable sénateur, relevant les comptes de 1902, 1903 et 1904 en dépenses réelles des salaires et des matières, obtient les résultats suivants :

1902	{ Salaires.....	22 827.582	= 0.400
	{ Matières.....	56 999.158	
1903	{ Salaires.....	23.655.883	= 0.479
	{ Matières.....	49 379.847	
1904	{ Salaires.....	23.246.851	= 0.708
	{ Matières.....	32.838.358	

On remarque que le chiffre des salaires ne varie pas trop, tandis que le chiffre des matières a diminué de 13 % en 1903 et de 42 % en 1904. M. Cuvinot nous donne la seule explication qui convienne : « Il nous paraît impossible d'ad-

(1) *Notes sur la Journée de huit heures*, Annexe II, p. 23 et 24.

mettre qu'une réduction aussi élevée du rendement puisse être attribuée à la seule réglementation du travail; l'exagération du rapport (salaires-matières) en 1904 doit provenir pour la plus grosse part du défaut de commandes dans les arsenaux et établissements de la Marine. » M. Cuvinot ajoute « cette hypothèse trouve sa confirmation dans une demande d'annulation de 19.100.000 francs sur les crédits matières. La main-d'œuvre qui aurait été appliquée à l'emploi de matières correspondant à cette somme s'est trouvée partiellement inutilisée. » Nous avons cependant un programme très important de constructions neuves réparties par le Parlement sur plusieurs années. Comment expliquer, dès lors, cette pénurie de travaux dans les chantiers de l'État? C'est qu'aux périodes de crise, l'industrie privée entre en concurrence avec eux et leur enlève, par la pression de certains parlementaires, une grande part des commandes de l'État. MM. Albert Lemoigne et Gerville-Réache présentèrent ces mêmes observations à la Commission d'enquête extra-parlementaire. On comprend, dans ces conditions, non-seulement l'incertitude des résultats, mais je dirai même l'inutilité de l'expérience.

Quelle industrie, en présence d'une diminution de commandes de 42 % sur son chiffre habituel, songerait à conserver un personnel aussi nombreux? — D'ailleurs, une expérience de cette nature n'a de valeur que dans des industries où l'organisation du travail est bien comprise. Or, dans les ateliers de la Marine, l'organisation est défectueuse au point de vue interne (l'outillage est primitif, rudimentaire et la surveillance n'existe pas) et au point de vue externe, à cause de la permanence des effectifs et de la qualité du personnel. Les notes des chefs de service eux-mêmes nous renseignent sur la mauvaise qualité de l'outillage qui, tel qu'il est, ne produit pas son maximum de rendement, ainsi qu'il résulte de la note du Directeur de l'Artillerie navale de Cherbourg. (1) Quant à la surveillance, il est malheureusement trop vrai, — le rapport de M. Cuvinot, les notes des Ingénieurs, des Directeurs du génie en font foi, — que non-seulement les surveillants ne sont pas

(1) *Notes sur la Journée de huit heures*, p. 27.

aussi actifs qu'autrefois, mais encore qu'ils n'ont pas toute l'autorité nécessaire sur leurs subordonnés. Au point de vue externe, nous avons à signaler le défaut de prévoyance de l'Administration centrale, « le manque d'organisation d'en haut ». « On ne se préoccupe pas assez, au Ministère de la marine, de prévoir toujours l'utilisation du travail. On ne sait peut-être pas assez prévoir, je ne sais à quoi cela tient : sans doute à un défaut de centralisation, de coordination des efforts ». (1) C'est la faute des Pouvoirs publics, « qui n'organisent pas mieux nos ateliers et nos arsenaux. Il s'agirait de savoir si nous voulons ramener les travaux de l'industrie dans nos arsenaux ou prendre le parti... de réduire le nombre de nos chantiers. » La qualité de la main-d'œuvre laisse également beaucoup à désirer. La Commission extra-parlementaire de la Marine a révélé les causes de cette infériorité de la main-d'œuvre, les salaires sont insuffisants : « J'ai indiqué brièvement à la Chambre, disait M. Gerville-Réache, quels étaient les salaires dérisoires des ouvriers des arsenaux. Le salaire est inférieur, non pas seulement à celui des autres industries exploitées par l'État, des tabacs, des allumettes, des fabriques de la Guerre, mais encore il est inférieur à ce que touchent les ouvriers de l'industrie et à ce que gagnent les ouvriers similaires dans les marines étrangères. On peut dire que ce sont les ouvriers les plus mal payés du monde entier. » (2)

N'est-ce pas la justification des critiques fréquentes qui ont été adressées à l'administration de la Marine, à son défaut d'organisation ? — N'est-ce pas suffisamment établir l'impossibilité de faire fond sur des résultats obtenus dans des conditions pareilles, qui ne sauraient rien démontrer, même approximativement, sur l'influence de la journée de huit heures ? L'expérience eût-elle été faite dans de bonnes conditions, les conditions d'exploitation des établissements de la Marine sont trop différentes de celles de l'industrie privée pour permettre la moindre assimilation. Nous concluons comme M. Gerville-Réache : « Dans l'état de ces deux dernières années, il n'est pas possible qu'on puisse dire,

(1) *Notes sur la Journée de huit heures*, p. 33.

(2) Ibid., p. 34, Annexe B.

avec une certitude d'un caractère scientifique, quel a été le résultat de la réduction de la journée à huit heures par rapport au travail produit, pour cette raison qu'en mon âme et conscience, il est démontré que si l'on avait réduit la journée à six heures, le résultat n'aurait pas changé. »

III

ÉTABLISSEMENTS DE LA GUERRE

La journée de huit heures fut mise à l'essai à l'atelier de construction de Tarbes le 1^{er} septembre 1903 et abandonnée le 1^{er} juillet 1904. Mais la journée de neuf heures, mise à l'essai le 15 février 1904, fut étendue, à partir du 31 mai 1905, à tous les établissements et jusqu'à nouvel ordre.

La Commission d'étude des revendications du personnel civil des établissements militaires, dans son rapport concernant la réduction de la journée de travail à huit heures, (1) après avoir admis que la réduction de la journée de travail à huit heures constituerait une réforme utile justifiée non-seulement par des motifs d'hygiène physique mais aussi par des raisons d'ordre moral, fut d'avis :

1^o Qu'il n'y avait pas lieu d'adopter la réduction immédiate et générale de la journée de travail à huit heures ;

2^o Qu'il y avait lieu de procéder à des diminutions progressives de la journée de travail.

M. Laurent Atthalin, auditeur au Conseil d'État, à qui avait été confié le soin de cette étude, concluait nettement au rejet de la revendication. Dans la première partie de son rapport, (2) M. Laurent Atthalin expose les revendications des ouvriers des magasins administratifs et des ouvriers de l'Artillerie et du Génie ; dans la deuxième, il déclare que cette revendication est justifiée par les arguments suivants :

1^o L'hygiène sociale conseille formellement la réduction de la journée de travail ;

2^o La production ne serait pas atteinte par cette mesure.

(1) *Notes*, etc., p. 42.

(2) *Ibid.* p. 43.

Mais, se hâte-t-il d'ajouter dans la troisième partie, la question d'hygiène ne se pose pas pour les ouvriers des établissements de la Guerre, où le travail n'est pas trop pénible pour la longueur de la journée. Quant au rendement du travail, il estime que la production sera diminuée surtout dans le cas où l'ouvrier est l'auxiliaire de la machine et qu'il serait imprudent de compter sur un surcroît de zèle et d'activité de la part des ouvriers, au moins en période normale d'application, les ouvriers, par solidarité, pouvant diminuer l'intensité de leur travail, pour éviter les licenciements qui pourraient être la conséquence d'une production trop rapide. Il y a, dans les établissements de la Guerre, comme dans les établissements de la Marine, une grande irrégularité dans les commandes; il paraît difficile d'expliquer la journée de huit heures dans ces conditions. Parfois, suivant M. Atthalin lui-même, il est trop de huit heures de travail, parfois les huit heures ne suffiraient pas. La cause en est que dans les établissements de la Guerre, la production ne doit pas être régularisée. « Il faut, au contraire, conserver la plus grande élasticité à un service qui doit être prêt à transformer, du jour au lendemain, tout un armement, pour se contenter ensuite, pendant un temps indéterminé, de menus travaux d'appropriation, de réparation. » (1) Il faut, autant que possible, éviter les licenciements et les embauchages qui y conduisent naturellement. « Nous pensons, et cette manière de voir s'applique aussi bien à la journée actuelle de dix heures qu'à la journée de huit heures, qu'il vaut mieux ne pas fixer réglementairement la durée de la journée de travail dans les établissements de la Guerre. » (2)

Le rapport Atthalin était présenté à la Commission le 3-août 1903 et l'essai était fait, de la journée de huit heures, le 1^{er} septembre 1903. Quels en ont été les résultats? Ont-ils confirmé et jusqu'à quel point les prévisions du rapport?

Une note du Ministre de la guerre, du 24 juillet 1905, nous indique les résultats des expériences:

1° Dans les établissements du service de l'Artillerie, les

(1) *Rap. Laurent Atthalin, Notes, etc.*, p. 51.

(2) *Ibid.*, p. 51.

travaux sont payés aux pièces et exécutés sur des machines. Antérieurement à cet essai, les prix de revient de fabrication étaient calculés sur une production de dix heures; cette production étant un minimum, une marge de deux heures était laissée à l'ouvrier pour augmenter son salaire. L'essai a été fait dans de bonnes conditions, de manière à faire ressortir l'influence de la réduction de la journée sur le rendement:

Du travail aux pièces sur machines;

Du travail aux pièces à la main;

Du travail à la journée.

L'essai fut entrepris à l'atelier de construction de Tarbes et poursuivi jusqu'au 1^{er} juillet 1904. On a constaté « que la réduction de la journée de travail ne semblait pouvoir être faite que dans les limites correspondant à la suppression des temps perdus dans le régime de la journée de dix heures, toute réduction immédiate plus importante ne pouvant se faire qu'au détriment de l'ouvrier ou de l'État ». (1) Il est évident que l'expérience étant faite avec le même outillage, le même procédé de travail qu'auparavant, l'ouvrier, par conséquent, déployant la même activité, la diminution du rendement devait être proportionnelle au temps. M. le Conseiller d'État de Mouy, dans son rapport du 30 octobre 1903, déclare qu'on ne pourra arriver à la journée de huit heures « que par des réductions graduées, en rapport avec l'amélioration continue de l'outillage et des procédés de fabrication ». Cela semble indiquer que l'outillage des établissements de la Guerre n'est pas suffisamment perfectionné et comporte de nombreuses améliorations. Le Ministre, dans sa note, dit dans le même sens que la conséquence de l'adoption de la journée de huit heures entraînerait « des dépenses d'achat de machines... pour parer à la diminution du rendement ». (2) Ces considérations ont fait renoncer à l'application de la journée de huit heures; mais, pour donner satisfaction, dans la mesure du possible, au personnel ouvrier, on mit à l'essai, du 15 février au 1^{er} juin 1904, dans les établissements constructeurs de

(1) *Notes*, etc., p. 55.

(2) *Notes sur la Journée de huit heures*, p. 56.

l'Artillerie, la journée de neuf heures, en réalité huit heures quarante-cinq, en comptant les cinq minutes à l'entrée le matin et cinq minutes à la sortie. On a constaté « que le rendement était sensiblement équivalent, à quelques rares exceptions près, à celui de l'ancienne journée de dix heures, qui ne comportait guère que neuf heures de travail effectif ».

2° Dans les établissements du service du Génie, il est difficile de donner des renseignements précis sur l'application de la journée de neuf heures, parce que ce ne sont pas, à proprement parler, des établissements producteurs. Toutefois, d'une manière générale, la production n'a pas diminué et les dépenses correspondantes n'ont pas dû être augmentées sensiblement.

3° Dans les établissements du service des Poudres et Salpêtres, le rendement s'est maintenu, d'une façon presque générale, avec le travail à la tâche ; il a diminué de 4 à 12 %, en moyenne environ 9 %, avec le travail à la journée. Cette réduction s'explique par ce fait que le travail consiste, le plus souvent, dans la surveillance d'opérations chimiques ou mécaniques et qu'il est impossible d'augmenter, dans ces conditions, le rendement horaire des ouvriers. Le rendement est le même dans les établissements du service de l'Habillement et du Campement ; il a diminué de 1/10 dans les établissements du service des Subsistances, et il est resté ce qu'il était précédemment dans les établissements du Service de santé.

Il existe une grande analogie entre les établissements de la Guerre et ceux de la Marine ; le personnel n'est pas toujours régulièrement utilisé ; comme pour les établissements de la Marine, nous avons vu l'administration de la Guerre saisie de plaintes émanant des ouvriers de l'industrie privée, concurrencée par les ouvriers de la Guerre. C'est là une preuve de l'utilisation défectueuse du personnel. L'essai qui a été fait de la journée de huit heures n'est nullement concluant. D'abord, on aurait pu le faire, comme pour la Marine, en plusieurs établissements ; nous aurions eu très probablement des résultats différents. Quant à l'essai fait à Tarbes, il démontre, ce qui n'avait pas besoin d'être démontré par une expérience de ce genre, que toutes

choses étant égales, activité des ouvriers, outillage et méthode de travail, la production est proportionnelle au temps. L'outillage dont on se sert dans les établissements de la Guerre n'est pas suffisamment perfectionné pour l'adoption d'une pareille réforme. Nous sommes de l'avis de M. le Conseiller d'État de Mouy, « qu'on ne pourra arriver à la journée de huit heures que par des réductions graduées, en rapport avec l'amélioration continue de l'outillage et des procédés de fabrication... »

IV

LA JOURNÉE DE NEUF HEURES DANS LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS DE L'ÉTAT.

*Manufacture de Sèvres, Imprimerie Nationale, Manufactures
de Tabacs et d'Allumettes, Ateliers de la Monnaie.*

Nous nous bornerons dans ce paragraphe à donner quelques indications essentielles sur les conditions dans lesquelles ces établissements ont été appelés à bénéficier de la limitation de la journée de travail à neuf heures.

La journée de travail des ouvriers de l'Imprimerie Nationale a été réduite de dix à neuf heures par décision du Ministre de la justice, en date du 8 avril 1904. (1) Cette mesure s'appliquait à environ 1.350 ouvriers. Ils n'avaient à subir aucune réduction de salaire ; pour les ouvriers employés aux pièces, les tarifs étaient augmentés de 1/9.

Dans les manufactures de Tabacs et Allumettes, la journée de travail fut réduite à neuf heures à partir du 16 décembre 1905. Cette réduction de la journée de travail fut déterminée par la loi du 14 novembre 1905. M. Merlou, alors Ministre des finances, avait présenté un projet de loi « portant ouverture de crédits supplémentaires au titre de l'exercice de 1905 » ; les crédits demandés s'élevaient à 508.200 fr.,

(1) *Bul. Of. Trav.* 1904, p. 325.

dont 250.000 pour le matériel, 175.000 pour achats et transports, 80.000 pour payes et salaires et 3.200 pour pensions de retraite.

M. Rouvier, au début de la séance du 13 novembre, indiqua en ces termes les droits respectifs que possèdent, selon lui, le Gouvernement et le Parlement en ce qui concerne la réduction de la durée du travail dans les établissements industriels de l'État : (1)

« Jusqu'ici on avait vu les membres du Gouvernement, que je n'ai pas à juger en tant que Ministre, mais sur lesquels je peux avoir une opinion en tant que comme membre du Parlement et comme vieux parlementaire, on voyait, dis-je, des Ministres, pressés par les revendications ouvrières, prendre sur eux de déterminer, par un simple arrêté ou par un simple décret, la réduction de la journée de travail, et, par là même, imposer au budget des charges que le législateur a seul le droit d'établir. J'ai, dès longtemps, proclamé, je ne sais si c'est à la tribune du Sénat ou à celle de la Chambre des députés, les principes que l'honorable M. Antonin Dubost proclame aujourd'hui. Je professe, en effet, que les Ministres n'ont pas ce droit ; ils doivent d'abord saisir le Parlement. C'est peut-être la première fois, Messieurs, qu'une telle question se présente dans les conditions respectueuses du droit du Parlement que je viens de rappeler. L'Administration a admis que la réduction de 1/10 de la journée de travail entraînerait une diminution correspondante de la production et également du salaire journalier de la grande majorité du personnel payé aux pièces, le tarif restant le même. Or, ni la production, ni les salaires n'ont souffert de la réduction de la journée de travail. Pour les tabacs, l'augmentation du personnel s'imposait pour compenser la réduction de 10 % de la durée du travail ; cette augmentation du personnel dans la proportion de 10 % impliquait, — la dépense totale en 1901 ayant été de 16.390.800 francs, — une augmentation, en chiffres ronds, de 1.600.000 francs. Mais l'augmentation du nombre des cigarières ne s'imposait pas dès 1906 à cause du stock de cigares permettant sans inconvénient de laisser la confec-

(1) *Notes etc*, p. 62.

tion de ces produits descendre au-dessous de la normale. L'Administration a proposé et le Parlement a accepté de ne porter, en 1906, que la moitié de l'excédent prévu, soit 800.000 francs. Toutefois, l'Administration n'obtiendrait encore, malgré ces mesures, qu'une fabrication de scaferlati inférieure de plus de 200.000 kilos aux expéditions de 1904. L'administration proposait alors d'adapter à la fabrication des scaferlati des locaux de la deuxième section actuellement affectés à celle de la poudre à priser, dans la manufacture de Toulouse ; cette mesure a entraîné une dépense totale de 400.000 francs.

Pour les allumettes, l'augmentation du personnel n'a pas été nécessaire en raison des projets d'extension de la production mécanique des allumettes. L'Administration a proposé l'installation à Aix de seize machines à fabrication continue, du système Sévéne-Cahen. Dans la manufacture d'Aubervilliers, récemment construite avec un pareil outillage, le coût moyen en salaires du milliard d'allumettes fabriquées avec ces machines en 1905 est ressorti à 38 francs environ ; le coût correspondant étant de 80 francs à l'usine de Pantin, ces machines permettant de porter à neuf milliards d'allumettes la production annuelle de cet établissement qui n'est actuellement que de 3.250.000.000, la diminution de production résultant de la réduction de la durée du travail serait largement compensée. La dépense totale serait de 1.100.000 francs répartie sur plusieurs exercices.

Il est particulièrement intéressant de signaler que la diminution de la production résultant de la journée de neuf heures est évaluée à plus de trois milliards d'allumettes par an ; l'Administration a proposé, en attendant l'installation des machines, de parer provisoirement à cette diminution par des achats à l'étranger. L'économie de fournitures (papier, cartonnage, colles fortes, produits chimiques, caisses d'emballage) a été, par contre évaluée à 85.120 fr.

La loi du 14 novembre 1905 ne s'appliquait qu'aux manufactures de Tabacs et Allumettes. C'est la loi du 29 décembre 1905 qui a fait bénéficier de la journée de neuf heures les ouvriers de l'Administration des Monnaies et Médailles. En fait, avant cette loi, la durée de travail effectif ne dépassait

pas neuf heures vingt ; depuis le 2 janvier 1906, la journée rétribuée est de neuf heures et la journée de travail de huit heures vingt minutes. Le taux des salaires a été majoré de 1/10 pour le cas où le rendement horaire du travail ne serait pas augmenté. Le Bulletin de l'Office du Travail nous donne les renseignements suivants : (1)

Pour empêcher toute répercussion sur les salaires, le taux du salaire par heure de tous les ouvriers a été majoré de 1/10. Ainsi, le salaire par heure des mécaniciens, qui allait de 0 fr. 65 à 0 fr. 85, va maintenant de 0 fr. 723 à 0 fr. 945. La somme de salaire payée pour neuf heures est la même que pour dix heures ; mais, lorsqu'il y a des heures de travail supplémentaire, ces heures sont décomptées à 0 fr. 723 au lieu de 0 fr. 65 ou à 0 fr. 945 au lieu de 0 fr. 85. Même observation pour les ouvriers autres que de métier, qui reçoivent par jour de 5 francs à 6 fr. 50 et par heure de 0 fr. 556 à 0 fr. 723 au lieu de 0 fr. 50 à 0 fr. 65. Le taux du salaire étant majoré de 1/10, le Gouvernement a jugé nécessaire de demander un crédit de salaire également majoré de 1/10 pour le cas où le rendement honoraire du travail ne serait pas augmenté.

Devait-on s'attendre à une réduction de la production proportionnelle à la diminution de la durée du travail ? — Le Syndicat des ouvriers des monnaies et médailles avait pris l'engagement de fournir la même quantité de travail que précédemment, mais l'Administration avait la conviction que les ouvriers d'art et de métier ne pourraient pas augmenter leur production dans une proportion aussi forte et elle n'était pas certaine du résultat. Après dix semaines d'expérience voici quelles ont été, d'après le rapporteur au Sénat du budget des monnaies et médailles, les constatations faites par l'Administration : (2)

« L'Administration est obligée de renforcer immédiatement l'atelier des machines et de l'entretien. Elle pense que la même mesure s'imposera à l'atelier de la gravure si les commandes de coins y sont aussi importantes et pressées

(1) *Notes sur la Journée de huit heures*, p. 65.

(2) *Rapport de M. Ernest Boulanger*, Sénat Doc. Parl. n° 138 session extraordinaire de 1906 p. 479.

que l'an dernier. Au total, il faudra recruter cinq ou peut-être même six graveurs. Au salaire moyen de 7 fr. 41 par jour, la dépense est de 2.223 francs par an, soit de 11.000 à 13.000 francs par an. » Le rendement unitaire des presses est moindre à l'atelier de monnayage, le débit des balances automatiques et le sonnage de l'or sont réduits à l'atelier de vérification ; le salaire de début des ouvriers étant de 5 francs par jour ou 1.500 francs par an, il ne faudrait que seize ouvriers de plus pour absorber ce qui restera disponible sur la majoration du crédit, après le recrutement de six ouvriers de métier.

Les essais de la journée de huit heures dans les établissements de l'État n'ont certes pas été inutiles au point de vue expérimental ; s'il est vrai que l'assimilation n'est guère possible avec les établissements de l'industrie privée, les conditions d'exploitation étant beaucoup trop différentes et les besoins auxquels les établissements de l'État doivent répondre étant d'une nature spéciale, comme, par exemple, la défense nationale, et nullement comparables à ceux auxquels doit pourvoir l'industrie privée, les expériences de la journée de huit heures par l'État ont cependant été utiles à deux points de vue :

1^o Les résultats différents, obtenus suivant les établissements industriels, ne nous permettent pas de faire fond sur ces expériences, les éléments entrant en jeu étant de nature différente et d'autres causes que la journée de huit heures influant sur la diminution du rendement. Il faudra donc, pour faire une expérience sérieuse et concluante, tenir compte de tous les éléments « internes et externes, indispensables à réunir, pour que toutes choses soient égales, et que, par suite, l'expérience puisse être démonstrative : les premières sont suffisantes et nécessaires pour que l'expérience vaille dans le pays où elle est faite, les secondes pour que ses résultats se retrouvent, vraisemblablement, dans les autres pays ». (1)

2^o Les résultats concernant l'application de la journée de huit heures dans les établissements de l'État nous ont démontré souvent que l'organisation du travail y était

(1) M. Alfassa, *Notes économiques*. Loc. cit. p. 1240.

malheureusement défectueuse, les machines peu appropriées à des réductions de la durée du travail de ce genre. Nous avons vu que partout où elles avaient été améliorées, les résultats avaient été bien meilleurs quant au rendement. C'est ce qui explique également que la journée de huit heures, qui, chez nous, n'a pas donné les résultats escomptés, a été plus heureusement appliquée à l'étranger : en Angleterre, dans les chantiers de la Guerre (*Woolwich, Enfield*, Birmingham, Pimlico) et de la Marine ; en Italie, dans les manufactures de Tabacs ; en Espagne en Autriche, États-Unis (où 27 États ou territoires de l'Union, en dehors du gouvernement fédéral, possèdent actuellement des dispositions législatives établissant, pour certaines catégories de travaux, la journée de huit heures), où les résultats obtenus ont justifié les espérances qu'on avait fondées sur elle.

CHAPITRE VI

LA JOURNÉE DE HUIT HEURES DANS LES MINES

CONDITIONS TECHNIQUES DU TRAVAIL DANS LES MINES :
OUVRIERS DU FOND, OUVRIERS DE LA SURFACE. — PROPO-
SITIONS DE LOI. — LOI DU 29 JUIN 1905, DISCUSSION A LA
CHAMBRE, RAPPORT BOUDENOOT. — LACUNES DE LA LOI,
PROJETS DE RÉFORMES.

Les mineurs ont toujours réclamé, étant donné le caractère pénible et malsain de leur travail, des mesures plus spécialement protectrices que celles prises en faveur des autres ouvriers en général; et de fait, depuis une vingtaine d'années, on a de plus en plus réduit la durée de leur journée de travail. Il nous paraît utile, avant d'entrer dans l'examen des mesures législatives prises en leur faveur, d'indiquer sommairement les conditions techniques de leur travail; les ouvriers travaillent dans les mines en un ou plusieurs postes, à l'abatage, au roulage, à l'extraction du charbon et aux réparations et remblayage.

Le temps de présence à la mine est le temps écoulé entre l'arrivée de l'ouvrier sur le carreau de la mine et son départ.

Le temps de présence au chantier est le temps passé sur le lieu du travail; on ne compte pas le temps nécessaire pour s'y rendre.

La durée du travail effectif est le temps de présence sur le lieu du travail diminué des repos.

Pour donner une idée bien exacte de ces distinctions, nous empruntons à l'enquête inédite sur les conditions du

travail souterrain (1891) et au rapport de M. Lacombe (1896)
le tableau suivant : (1)

GROUPES MINIER	INTÉRIEUR				EXTÉRIEUR		
	PRÉSENCE à la mine	Au Chantier	TRAVAIL effectif	REPOS	CATÉGORIES d'Ouvriers	PRÉSENCE	TRAVAIL effectif
Groupe 1. Ni vernais, Bour bonnais, Auver gne.					Ouvriers à l'extraction	»	10 1/2 h
A. Groupe de Commentry.					Cribleurs, Trieurs,	»	9 h.
1. Mine de Commentry. . etc.	10 h.	9-9 1/2	8	1 h. 1/4	Laveurs, Terrassiers en tranchée	11 1/2	10 1/2

On le voit, la durée du travail effectif à l'intérieur de la mine ne dépasse guère huit heures; d'après ce même tableau, le travail est de moins de huit heures dans le bassin de Carmaux, à la Mure, à Manosque, Bessège, dans le bassin de Saint-Étienne et dans le Pas-de-Calais. Le temps de travail effectif est diminué de deux repos, un quart d'heure le matin, pour le petit déjeuner, une heure vers onze heures, pour le déjeuner; les repos, d'une façon générale, sont mal organisés; il est vrai que le mineur aime mieux avoir moins de repos et diminuer son temps de présence à la mine. C'est surtout le temps de présence qui le préoccupe, étant donné les conditions hygiéniques détestables dans lesquelles il travaille; d'autre part, comme les mineurs (piqueurs, boiseurs) sont presque toujours payés à la tâche, ils n'aiment pas à être gênés par les repos.

Le travail de la surface dépend de celui du fond; les ouvriers de la surface ne peuvent interrompre leur travail que si celui du fond est interrompu également. Il est facile de comprendre que le travail des uns est sous la dépendance du travail des autres. Ainsi, pour l'extraction, il est nécessaire, pour que les machines fonctionnent, que l'aba-

(1) Charles Rist. *La Journée de travail de l'adulte en France*, p. 248.

tage se continue au fond. Le travail des mécaniciens est plus long que celui des mineurs; la machine, en effet, non-seulement extrait le charbon, mais transporte les mineurs à l'arrivée et au départ.

Les conditions du travail des ouvriers mineurs, expliquent pourquoi ils ont toujours réclamé une législation spéciale. En 1884, M. de Lanessan disait dans un rapport: « La limitation des heures de travail est la mesure à laquelle les ouvriers mineurs de Saint-Etienne paraissent attacher le plus d'importance, » (1) et M. Lacombe, en 1896, déclare dans son rapport que « tous les syndicats ouvriers ont exprimé à la Commission des vœux en faveur de la limitation légale ». (2) Ils demandaient la journée réduite à huit heures, « comptées depuis l'entrée dans la mine jusqu'au moment de la montée », c'est-à-dire huit heures de présence à l'intérieur de la mine. Les congrès de mineurs formulent la même revendication, « journée de huit heures, y compris la descente et la montée des ouvriers ». Les vœux des ouvriers ne devaient pas tarder à être exprimés législativement.

Déjà, en 1890, une proposition Ferroul avait été faite, tendant à réduire la journée de travail dans les mines, usines, manufactures, etc.

Le 11 mai 1891, une proposition Goujon est faite dans le même sens; le 26 juin 1893, une proposition de loi est déposée par la Commission du travail; le 30 novembre 1893, une proposition Basly avait pour objet de réduire à huit heures le travail des ouvriers dans les travaux souterrains et déterminait que les huit heures doivent être comptées de la descente dans le puits à la remontée. (3) M. Basly avait déjà déposé une proposition de loi ayant le même objet en 1891. Le 22 mai 1894, une proposition de M. Jules Guesde fut déposée, tendant à réduire à six heures par jour et à six jours par semaine la durée du travail des ouvriers dans les mines, manufactures, usines, chemins de fer, chantiers et magasins. (4)

(1) *Rapport de Lanessan*, cité par Charles Rist. Loc. cit., p. 256.

(2) *Rapport Lacombe*, cité par Charles Rist. Loc. cit., p. 256.

(3) *J. O.* Session extraordinaire, 1893.

(4) *J. O.* 1894, Chambre, Débats, p. 849.

Il faut arriver en 1900 pour voir une proposition Basly tendant à limiter à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines, (1) rapportée par Odilon-Barrot, le 12 décembre 1901, (2) discutée et adoptée par la Chambre dans les séances des 29 janvier au 6 février 1902 et transmise au Sénat le 6 février 1902 (3).

Les défenseurs du projet à la Chambre ont affirmé que c'était une question d'hygiène. C'est surtout sous cette forme que la question s'est présentée, c'est ainsi que l'envisageait le Ministre des travaux publics. Cependant, faisait remarquer M. Aynard, pourquoi une loi spéciale à une industrie ? N'est-ce pas créer une sorte de privilège pour cette industrie ? Nombre d'industries sont plus malfaisantes : verrerie, métallurgie, celle des puisatiers, chauffeurs, mécaniciens... dans les petits ateliers de couturières, dans toutes les petites industries parisiennes qui occupent un million de bras, les conditions hygiéniques sont pires. M. Guillaïn d'autre part, a établi l'abaissement de la mortalité dans l'industrie des mines.

On a aussi invoqué un autre argument ; on a dit : La propriété des mines est une propriété de caractère spécial et l'État a des devoirs spéciaux envers les ouvriers mineurs. L'État, par les concessions de mines, a créé une richesse ; Mirabeau avait déjà dit que la mine était une richesse nationale. M. Aynard fut d'un avis opposé. L'État, a-t-il dit, ne crée pas une richesse, il donne la permission de créer cette richesse, il ne participe pas à cette création. Pour les chemins de fer, il y contribue par des garanties et de l'argent ; dans les mines, il ne donne qu'un titre nu, souvent dangereux. (4) « Les créateurs de la richesse c'est le capital qui s'aventure, c'est l'ouvrier qui apporte au capital l'appui indispensable et la main-d'œuvre. L'État n'a pas de devoirs spéciaux envers les ouvriers des mines plus qu'à l'égard

(1) *Documents parlementaires* n° 1564, J. O., p. 780.

(2) Ibid. n° 2827, et annexe ; J. O., p. 209.

(3) Ibid. n° 39, J. O., p. 82.

(4) On a procédé ces dernières années, dans le Pas-de-Calais, à vingt sondages qui ont coûté 15 à 25 millions. Un seul a réussi.

des ouvriers agriculteurs qui représentent la fortune de la France. » (1)

Quelle allait être la répercussion de cette loi sur la production ? A en croire M. Basly, la production ne souffrirait nullement de cette mesure et les huit heures pouvaient être immédiatement appliquées ; il n'en coûterait aux Compagnies que de modifier leur outillage. La Chambre écarta le projet Basly et se prononça pour la limitation graduée. M. Dubief, président de la commission, disait à la tribune que ces étapes pourraient être des points d'arrêt si les prévisions du législateur se trouvaient démenties.

Pour apprécier la durée de la journée de travail, M. Basly préconisait le système *du jour au jour*, c'est-à-dire du moment où l'ouvrier entre dans la mine jusqu'au moment où il en sort. On adopta le système du trait au trait, c'est-à-dire depuis l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendant jusqu'à l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontant. Calculée ainsi, la journée de travail est pour le Nord, le Pas-de-Calais, de huit heures et demie ou huit heures trois quarts.

La réduction de la production devait être, d'après le Ministre, de quatre millions de tonnes au maximum à 2.500.000 au minimum ; d'après la Commission, 1 million 1/2 à 2. Pour abaisser cette réduction, on a préconisé l'emploi des doubles postes ; les adversaires du projet ont prétendu que ce n'était pas possible, que le travail du troisième poste (poste à terre ou au rocher) serait entravé. M. Dubief prétendit qu'on pouvait établir ce double poste dans beaucoup de mines, notamment dans la moitié des mines de l'arrondissement d'Arras dont la production, en 1900, était de 14.500.000 tonnes.

Pour les mines pauvres du Midi, les houillères malades, des pouvoirs discrétionnaires étaient accordés au Ministre des travaux publics lui permettant d'accorder des dérogations ; ainsi, dit M. de Seilhac, « sera consacrée une injustice nécessaire entre les mines florissantes du Nord et les

(1) De Seilhac. *La Question des huit heures dans les mines*. Revue polit. et parlem., mars 1902, n° 93, p. 605.

houillères malades du Midi ». (1) Le projet Basly fut, on le voit, notablement modifié par la Chambre des députés.

Au Sénat, M. Boudenoot, rapporteur, (2) a cherché « tout en acceptant le principe de la limitation légale à huit heures..., à prendre les précautions et les mesures propres à permettre aux houillères de France de ne pas travailler à perte et de lutter contre l'envahissement du marché national par les productions des houillères d'Angleterre, de Belgique, d'Allemagne, d'Amérique ».

Après avoir fait le résumé des observations échangées dans une conférence contradictoire entre les délégués de la Fédération des ouvriers mineurs et les représentants des compagnies houillères, M. Boudenoot résume « l'importante déposition » de Baudin, alors Ministre des travaux publics. Ce qui se dégage de cette déposition, c'est que « c'est au piqueur seul que s'appliquent les dispositions de l'article premier de la proposition, car c'est lui l'ouvrier essentiel de la mine » ; « la réglementation pour le piqueur constitue l'ossature de la réforme proposée sur laquelle viendront se greffer toutes les limitations qu'il pourra être utile d'édicter en faveur des autres catégories d'ouvriers ». (3)

La déposition de M. Baudin devait avoir pour effet de faire modifier le texte de l'article 1^{er} voté par la Chambre.

Nous mettons en regard ici-dessous les deux textes de la Chambre des députés et de la Commission du Sénat :

TEXTE	TEXTE
Voté par la Chambre des Députés.	Proposé par la Commission du Sénat.
ARTICLE 1 ^{er}	ARTICLE 1 ^{er}
Six mois après la promulgation de la présente loi, la journée des ouvriers employés dans les travaux souterrains des mines de com-	Six mois après la promulgation de la présente loi, la journée des ouvriers employés à l'abatage dans les travaux souterrains des

(1) De Seilhac. *Les huit heures dans les mines*. Loc. cit.

(2) La Commission chargée d'examiner la proposition de loi était composée de MM. Richard Waddington, président ; Milliès-Lacroix, secrétaire ; Delpech, Cuvinot, Guérin, Boudenoot, Victor Leydet, Aucoin, Emile Dubois.

(3) *Rap. Boudenoot. Sénat, année 1904, ann. n° 29, p. 16.*

bustibles ne pourra excéder une durée de neuf heures, calculée depuis l'entrée dans le puits ou au fond de la galerie d'accès des derniers ouvriers descendant jusqu'à l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontant.

Au bout de deux ans, à partir de la date précitée, la durée de cette journée sera réduite à huit heures et demie et, au bout d'une nouvelle période de deux années, à huit heures.

Dans les exploitations où la journée normale, actuellement déterminée conformément aux dispositions du paragraphe premier, est comprise entre neuf heures et huit heures, sa durée ne pourra être relevée.

mines de combustibles ne pourra excéder une durée de neuf heures calculée depuis l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendant jusqu'à l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontant ; pour les mines où l'entrée a lieu par galeries, cette durée sera calculée depuis l'arrivée au fond de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point.

Conforme.

Il n'est porté aucune atteinte aux conventions et aux usages équivalant à des conventions qui, dans certaines exploitations, ont fixé pour la journée normale une durée inférieure à celle fixée par les paragraphes précédents.

Il résulte du texte du Sénat que les ouvriers autres que les piqueurs ne sont pas explicitement protégés par la loi. « Ils le sont en fait, dit M. Boudenoot, car le travail de tous les ouvriers est subordonné à celui des piqueurs. »

Cette distinction entre les ouvriers n'était pas admise par le texte général voté par la Chambre ; le Ministre des travaux publics fit observer, au Sénat, que la moitié des ouvriers du fond resteraient sans protection légale ; les lois de 1848 et de 1892 seraient seulement applicables aux herscheurs, conducteurs de convois, aiguilleurs, chargeurs de

bennes. M. Boudenoot n'en persista pas moins dans sa manière de voir, qui fut adoptée par le Sénat. La Chambre s'inclina devant ce vote pour ne pas retarder indéfiniment le vote de la loi.

Quelle est, à l'heure actuelle, la réglementation de la durée du travail pour les ouvriers occupés dans les travaux des mines ? L'article 9 de la loi de 92 interdit le travail des mines aux filles et aux femmes et ajoute : « Des règlements d'administration publique détermineront les conditions spéciales du travail des enfants de treize à dix-huit ans, du sexe masculin, dans les travaux souterrains ci-dessus visés. » Ce règlement est celui du 3 mai 1893. Il distingue : 1^o Enfants au-dessous de seize ans dont le travail effectif, dans les galeries souterraines, ne peut excéder huit heures par poste et par vingt-quatre heures. Ils ne peuvent être employés au travail du mineur proprement dit, c'est-à-dire à l'abatage du minerai, au forage, au boisage ; 2^o Jeunes gens de seize à dix-huit ans dont le travail ne peut excéder dix heures par jour, ni cinquante-quatre heures par semaine ; ils peuvent être employés aux travaux proprement dits du mineur, mais comme apprentis et pendant une durée maxima de cinq heures par jour.

Ni la loi de 92, ni le décret de 93, ne limitent la durée de présence de ces deux catégories d'ouvriers dans les mines. Les hommes adultes sont protégés par la loi de 1905. Cette loi s'applique aussi bien aux ouvriers employés à l'abatage du rocher qu'à ceux employés à l'abatage du charbon. La durée de leur journée a été réduite à huit heures et demie depuis le 2 janvier 1908, à huit heures à partir du 2 janvier 1910. En outre, « il n'est porté aucune atteinte aux conventions et aux usages équivalant à des conventions qui, dans certaines exploitations, ont fixé, pour la journée normale, une durée inférieure à celle des articles précédents ». Dès lors, fait remarquer M. Raoul Jay, « la loi de 1905 limite la journée moyenne collective des ouvriers employés à l'abatage, plutôt que la journée individuelle de chaque ouvrier. »

(1) La durée du travail stipulée à l'article premier sera augmentée de la durée des repos pris soit au fond, soit au

(1) R. Jay. — *La Protection légale des Travailleurs*, p. 151.

jour. Les articles 3 et 4 prévoient, enfin, des dérogations temporaires et permanentes aux prescriptions de l'article premier.

La loi de 1905 s'applique aux adolescents de seize à dix-huit ans occupés à l'abatage. Cette réglementation remplacera, pour eux, le décret de 1893, quand sa protection sera plus efficace; mais cette réglementation ne peut pas être étendue de plein droit aux enfants et aux adolescents qui ne sont pas occupés à l'abatage. Il en résulte que rien ne limite, pour eux, la durée de présence au fond de la mine : il y a là une étrange conséquence de la loi qui permet que des enfants de moins de seize ans soient retenus au fond de la mine plus longtemps que des hommes adultes occupés à l'abatage. C'est une lacune qu'il faudrait combler. Il faudrait modifier le décret de 1893; l'ingénieur en chef des mines de Douai, dans son rapport pour 1903, (1) exprimait le désir que l'Administration se montrât favorable au remaniement de ce décret, soit pour fixer un maximum, deux heures par exemple pour la durée de repos, soit pour limiter, dans tous les cas, la durée de la présence à un maximum qui pourrait être de onze heures pour tous les protégés : « On peut aller plus loin, dit M. Jay, (2) et se demander s'il ne vaudrait pas mieux interdire complètement l'emploi, au fond de la mine, des enfants de moins de seize ans, puisque c'est seulement à partir de seize ans qu'ils peuvent commencer l'apprentissage des travaux proprement dits du mineur. » Cette décision a déjà été prise pour les mines de Blanzky.

Le texte de la loi de 1905 ne devait pas tarder à être révisé. Le 6 juillet 1906, M. Basly interpellait, à la Chambre des députés, le Ministre des travaux publics sur les dérogations accordées par le service des mines du Pas-de-Calais. Le Ministre a apporté à la tribune la déclaration suivante : « Si donc M. Basly veut donner comme sanction à son interpellation une révision à la loi de 1905, s'il estime que la loi n'est pas claire et qu'à ces nécessités occasionnelles,

(1) Rapports sur l'applic. des lois réglementant le travail en 1903, p. 246, cité par Jay. *La Protection légale des Travailleurs*, p. 154.

(2) Jay. — Loc. cit., p. 154.

qui peuvent donner lieu à des abus d'application et à des erreurs d'interprétation, il faut substituer un texte plus précis pour éviter les erreurs et les abus, je n'aurai pas d'objection à faire à cette indication ou à cette solution.

« J'offre, au contraire, et très volontiers, ma collaboration loyale pour la revision de la loi de 1905. » M. Dron, président de la Commission des mines, demandait à la Chambre de passer à l'ordre du jour indiquant que la question reviendrait sous forme de rapport présenté par la Commission.

Le nouveau texte fut voté par la Chambre des députés le 5 juillet 1907; il étend la réglementation de la loi de 1905 à tous les ouvriers employés au fond, dans les mines de combustibles, « quelle que soit leur occupation ».

Il était à prévoir que ce texte allait rencontrer au Sénat les mêmes résistances qu'en 1905; voyons dans quel esprit ce texte a été accueilli par le Sénat.

Remarquons que depuis la loi de 1905 la production a été à peu près réduite d'un tiers dans les houillères françaises; on a craint que la Chambre, en étendant la journée de huit heures à tous les ouvriers du fond sans distinction, ne réduise encore davantage la production, cette mesure ayant pour effet de réduire le travail des piqueurs au-dessous de la durée de huit heures. M. Boudenoot, rapporteur, expose que la Commission a établi des distinctions entre les catégories d'ouvriers; la Commission a pensé qu'une réduction excessive de la production de la houille, matière première de toute industrie, amènerait une hausse de son prix, qui aurait une répercussion sur les prix de vente de presque toutes les autres marchandises. Les dépositions recueillies par la Commission montrent que la production a diminué, en dix ans, de plus de dix-huit millions de tonnes. Cette diminution tiendrait à l'insuffisance des ouvriers et à la pauvreté des mines. Comme nous ne produisons pas assez de houille pour notre consommation, nous payons chaque année trois cent cinquante millions pour le déficit.

C'est pourquoi la Commission a évité soigneusement toute disposition de nature à diminuer la journée des piqueurs. M. Lafferre, le nouveau Ministre du travail, a déclaré que le texte présenté au Sénat constituait un très sérieux progrès au point de vue de la condition des mineurs et que

les intérêts de l'industrie étaient sauvegardés. L'article premier, soumis à la délibération du Sénat, a été l'objet d'un amendement de M. Flaissières, tendant à réduire à huit heures la durée de la journée du travail de tous les ouvriers sans distinction; la proposition, rejetée par le rapporteur, n'a pas été acceptée par le Sénat. (1)

(1) Voici le texte de la proposition de loi adoptée par le Sénat le 22 novembre 1910, modifiant la loi du 29 juin 1905, sur la durée du travail dans les mines :

Le Sénat a adopté la proposition de loi dont la teneur suit, provenant de l'initiative de la Chambre des députés :

ARTICLE PREMIER

Les articles 1, 4 et 6 de la loi du 29 juin 1905 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« ARTICLE PREMIER. — La journée des ouvriers employés dans les travaux souterrains des mines de combustible ne pourra excéder une durée de huit heures, calculée, pour chaque poste, depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendant jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée, au jour, des premiers ouvriers remontant; pour les mines où l'entrée a lieu par galeries, cette durée sera calculée depuis l'arrivée au fond de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point.

La descente de l'équipe ne peut être prolongée au delà du temps raisonnablement nécessaire, et le temps total de la montée de l'équipe ne peut excéder de plus d'une demi heure le temps total de la descente.

Toutefois, la durée de la journée pourra être portée à neuf heures au maximum pour les rouleurs, herscheurs, chargeurs, c'est à dire tout le personnel employé spécialement au chargement et au roulage.

La durée de présence au fond de la mine des conducteurs de chevaux et leurs aides, surveillants, géomètres, boutefeux, machinistes et leurs aides, chauffeurs, chargeurs d'accrochage, palefreniers, ouvriers spécialistes non occupés au travail ordinaire de la mine, sera fixée dans une consigne visée et acceptée par l'ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique et portée, par voie d'affiches, à la connaissance des intéressés. En cas de réclamations, le Ministre statuera sur avis du Conseil général des mines.

La même consigne devra faire connaître, en tenant compte de la nature et de la puissance des installations de la mine, pour les ouvriers de chaque poste et de chaque catégorie, l'heure de la fin de la descente et l'heure à laquelle les moyens de remonte devront être mis à leur disposition. Elle déterminera, le cas échéant, ce qu'il faut entendre par le fond de la galerie d'accès.

Il n'est porté aucune atteinte aux conventions et aux usages équivalant à des conventions qui, dans certaines exploitations, ont

Nous dirons, en terminant l'examen de la question des huit heures dans les mines, que la loi du 29 juin 1905 est la première qui ait, en France, consacré législativement le principe de la journée de huit heures. Elle a donc, de ce chef, une portée sociale considérable. Nous ne retrouvons

fixé, pour la journée normale, une durée inférieure à celle fixée par les paragraphes précédents.

ART. 4. — Des dérogations temporaires pourront être accordées par l'ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique, soit à la suite d'accidents, soit pour des motifs de sécurité, soit dans l'intérêt de la défense nationale.

Les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs seront entendus quand ces dérogations seront demandées à la suite d'accidents ou pour des motifs de sécurité.

L'exploitant peut, sous sa responsabilité, en cas de danger imminent, prolonger la journée de travail en attendant l'autorisation qu'il est tenu de demander immédiatement à l'ingénieur en chef.

Des dérogations, qui ne devront pas excéder quatre-vingt-dix heures par an, avec un maximum de deux heures par jour, pourront, en outre, être accordées par l'ingénieur en chef, soit pour des nécessités occasionnelles, soit pour le maintien de certains usages locaux.

Les dérogations pourront être portées à cent cinquante heures en cas de crise économique due à la pénurie de combustible; elles seront alors accordées par l'ingénieur en chef, après approbation du Ministre.

ART. 6. — Les exploitants, directeurs, gérants ou préposés qui auront contrevenu aux dispositions de la présente loi ou de la consigne visée aux paragraphes 4 et 5 de l'article premier seront poursuivis devant le tribunal de simple police et punis d'une amende de cinq francs (5 fr.) à quinze francs (15 fr.). L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes employées dans des conditions contraires à la présente loi, sans que le chiffre total des amendes puisse excéder cinq cents francs (500 fr.).

Toutefois, la peine ne sera pas applicable lorsqu'un ouvrier sera resté au fond après l'heure fixée par la consigne en vue de prêter assistance à cause d'un accident, ou pour parer à un danger existant ou imminent, ou en raison d'un cas de force majeure, ou pour terminer un travail inachevé par suite de circonstances imprévues, afin d'éviter des troubles sérieux dans le travail ordinaire de la mine, ou aussi lorsque le dépassement de la journée sera imputable à une infraction personnelle de l'ouvrier à la présente loi, ainsi qu'aux instructions et règlements contenus dans la consigne prévue à l'article premier.

Les chefs d'industrie seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs, gérants ou préposés.

pas, à cette époque, dans les pays étrangers de dispositions législatives identiques pour l'industrie des mines. Il est vrai que plusieurs pays ont suivi, depuis, la France dans cette voie.

ARTICLE 2

La présente loi ne sera appliquée qu'un an après sa promulgation.
Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 novembre 1910.

Les Secrétaires,

Signé : VAGNAT.
FAGOT,

Le Président,

Signé : ANTONIN DUBOST,

CHAPITRE VII

LA JOURNÉE DE HUIT HEURES DANS L'INDUSTRIE PRIVÉE

SECTION I. — DIFFÉRENTES INDUSTRIES APPLIQUANT EN FRANCE LA JOURNÉE DE HUIT HEURES. — RÉSULTATS PRATIQUES.

Des expériences de la journée de huit heures ont eu lieu dans l'industrie privée en France et dans quelques pays étrangers. Nous citerons quelques exemples de la journée de huit heures à l'étranger ; on connaît l'expérience de la maison William Allan et C^o, de Sunderland, qui, le 1^{er} janvier 1892, réduisait de cinquante-trois heures à quarante-huit le travail de la semaine. Cette maison proposa à ses ouvriers une réduction de 5 % sur les salaires, en s'engageant à les rétablir après six mois, si la production restait la même. Six mois après, M. Allan constatait plutôt une augmentation de la production.

MM. Short frères, constructeurs de navires, M. Arthur Chamberlain (maison Smith et Chamberlain, Birmingham), obtenaient, par des expériences analogues, des résultats excellents, tant au point de vue de la production qu'au point de vue des salaires.

Parmi les expériences étrangères, celle de M. Paul Fromont, ingénieur belge, est particulièrement intéressante « parce qu'elle a été entreprise dans des conditions très semblables à celles qui existent chez nous », (1) parce qu'elle a été réalisée dans l'industrie privée et que ce n'est pas le personnel qui l'a imposée, mais M. Fromont lui-même

(1) Alfassa. *Notes économiques*. Loc. cit., p. 1247.

qui l'a établie « dans la pleine conscience du but à atteindre ».

En France, en novembre 1905, la Direction du travail a procédé, auprès des inspecteurs du travail, à une enquête sur les établissements où la journée de huit heures a été adoptée. Nous ne saurions mieux faire que d'en indiquer les résultats. (1) Les réponses des inspecteurs s'échelonnent de fin novembre 1905 au commencement de février 1906; les données de cette enquête se rapportent exclusivement aux industries de transformation proprement dites. Les industries extractives (mines et carrières), les industries de transport, les ouvriers des ports et docks, les ouvriers des industries de manutention, ont été laissés en dehors; les inspecteurs du travail n'en ont pas le contrôle ou bien, comme c'est le cas pour les ouvriers des ports, ne s'en occupent qu'au point de vue de l'hygiène et de la sécurité.

L'enquête n'a pas porté, non plus, sur les petites industries de l'alimentation (boulangers, pâtisseries, charcutiers). (2) Elle n'a porté « que sur les établissements industriels, où la journée de huit heures est appliquée à tout ou partie du personnel, d'une manière normale et non accidentelle, en raison d'une baisse momentanée du travail par exemple ». Elle offre donc toute garantie d'exactitude et de sincérité au point de vue des résultats.

(1) *La Journée de huit heures dans l'industrie privée. Bul. Of. Trav.*, mai 1906, p. 462.

(2) Nous empruntons au *Bul. Of. Trav.*, mai 1906, p. 462, les renseignements complémentaires suivants :

L'inspecteur divisionnaire de la 6^e circonscription (Rouen) signale au Havre trois catégories d'établissements se rattachant à ces professions, où la journée de huit heures effectives a été adoptée depuis quelque temps déjà. Ce sont :

1^o Les chantiers de chargement et de déchargement de navires, dont le plein fonctionnement a lieu en hiver et qui occupent exclusivement des hommes adultes. Le nombre de ceux-ci, journaliers du port, est essentiellement variable; mais son maximum est d'environ 2.800.

2^o Les chantiers de manutention de marchandises, dans les docks et entrepôts, ainsi que dans les magasins des compagnies de navigation et des agents maritimes, sur lesquels ne sont occupés également

1. — Produits chimiques.

Les fabriques de produits chimiques où l'on applique la journée de huit heures à une partie des ouvriers adultes sont, d'après les rapports des inspecteurs du travail :

SIÈGE des établissements.	Nombre d'hommes adultes faisant huit heures.	Proportion sur l'en- semble du personnel.
Rassuen (B.-du-Rh.).	48	12 %
Salindres (Gard)....	59	7
Livet et Gavet (Isère).	48	64
N ^{tre} D ^{ne} de-Briançon (Savoie).....	42	18
	167	

Dans ces établissements, les ouvriers sont répartis en trois équipes de huit heures. A Rassuen et Salindre, les équipes travaillent aux opérations nécessitées par la fabrication du chlorure de chaux ; à Livet et Gavet, on fabrique du sodium ; à Notre-Dame-de-Briançon, du carbure. Le reste du personnel fait dix heures pendant le jour. Le personnel de la coulerie, dans une fabrique de bougies à Marseille, composé de cinq cent cinquante-un ouvriers (trente

que des hommes adultes, au nombre maximum de 2.000. 70 enfants sont employés aux docks-entrepôts et au docks du Port-Rouge à la réparation des emballages.

3^e Les entreprises de voilerie du port, dites « voileries du dehors », dans lesquelles le personnel travaille sur les quais, à l'échantillonnage, au classement et au marquage des marchandises, et, parfois aussi, à la réparation des emballages, surtout en ce qui concerne les balles de coton. Ce personnel comprend 135 hommes adultes et 62 enfants, répartis sous les ordres de seize patrons différents.

Dans ces trois catégories d'entreprises, la journée de travail est la même pour tout le personnel ; elle commence à 7 h. 1/2, est coupée par un repos de 11 h. 1/2 à 1 h. 1/2 et finit à 5 h. 1/2 du soir.

L'inspecteur divisionnaire de la 8^e circonscription (Bordeaux) signale la boulangerie syndicale d'Angoulême, où les huit personnes qui y sont employées feraient huit heures ; celui de la 5^e circonscription (Lille) signale la boulangerie coopérative « La Paix », de Roubaix, où 40 hommes, répartis en trois équipes successives, ne font que huit heures par vingt-quatre heures.

hommes, cinq cents femmes, vingt-un enfants), soit 35 % sur l'ensemble du personnel, fait huit heures. Les ouvriers sont répartis en trois équipes de huit heures : la première travaille de cinq heures du matin à une heure du soir, la deuxième de une heure à neuf heures du soir, la troisième de neuf heures du soir à cinq heures du matin. Un repos de demi-heure est accordé à chaque équipe au milieu du travail ; les ouvriers adultes travaillent seuls à l'équipe de nuit. Avant 1900, le travail de jour se faisait par relais et chaque ouvrier faisait neuf heures ; après le 1^{er} juillet 1900, date à partir de laquelle les relais étaient interdits par la loi du 30 mars 1900, ce système a été organisé. Les autres ouvriers font dix heures. Nous n'avons pas de renseignements sur la répercussion que ce nouveau système peut avoir eu sur la production.

II. — Imprimerie.

A Paris, les équipes de linotypistes font par jour sept ou huit heures de travail continu. Une enquête auprès de la Chambre syndicale typographique parisienne a donné les indications suivantes : la journée de sept heures est pratiquée par cent quatre-vingt-dix adultes répartis en treize équipes composant la nuit à la machine quatorze journaux quotidiens ; celle de huit heures, par vingt-huit adultes répartis en trois équipes composant le jour à la machine quatre journaux.

La journée de huit heures est encore appliquée dans trois maisons à trente-quatre linotypistes, soit dans une de ces maisons 2 % du personnel, dans une autre 40 %.

Les équipes qui travaillent aux journaux quotidiens se composant encore à la main ne passent guère plus de huit heures à la composition, mais comme le temps passé à la distribution représente vingt à trente pour cent du temps passé à la composition, elles font des journées d'une durée de huit heures et demie ou neuf heures.

En province, cinq imprimeries sont signalées à Marseille par l'inspecteur du travail comme employant à la composition des journaux avec la machine à composer cent deux

ouvriers dont cinquante-huit hommes et quarante-quatre femmes qui font huit heures par jour. La proportion de ces ouvriers est, suivant les établissements, de neuf à soixante-six pour cent. Le reste du personnel fait dix heures.

A Lille, sur trois journaux composés à la machine, un est composé par deux équipes ; d'après le contrat passé avec elles, la durée du travail est fixée à sept heures et demie, l'équipe de jour faisant huit heures, celle de nuit sept. Pour les deux autres journaux, le syndicat ouvrier fournit des renseignements d'après lesquels, bien que la durée du travail soit en principe de sept heures et quart à sept heures trois quarts suivant les équipes, elle dépasserait en fait huit heures.

III. — Industries textiles proprement dites.

La loi du 30 mars 1900, réduisant à dix heures la journée de travail des enfants et des femmes, ainsi que des adultes travaillant dans les mêmes locaux, un filateur de laine cardée eut l'idée d'un système d'après lequel, en répartissant ses ouvrières en deux équipes travaillant consécutivement huit heures sans repos, son usine fonctionnait pendant seize heures, tout en observant les prescriptions de la loi, en restant dans les limites du travail de jour. Cette organisation fut jugée illégale par le service d'inspection pour deux raisons : 1^o parce qu'il n'y avait aucun repos interruptif du travail ; 2^o le principe la simultanéité des repos n'était pas observé, les autres ouvrières continuant à faire la journée normale coupée par deux heures de repos.

La Cour de cassation, qui avait cependant précédemment admis une interprétation extensive de la loi de 1900, n'admit pas la thèse de l'inspection et déclara légale cette dernière organisation. Aussi, l'exemple de ce filateur fut suivi. En 1906, huit établissements textiles du Nord l'avaient adoptée dont six à Roubaix, un à Watrelos et un au Beucq par Croix.

Le tableau suivant indique le nombre des ouvriers jouissant de cette organisation :

NATURE DES ÉTABLISSEMENTS	NOMBRE	NOMBRE D'OUVRIERS FAISANT HUIT HEURES			
		Hommes	Femmes	Enfants	Total
Peignage de laine.....	1	2	88	»	90
Filature et retorderie.....	1	2	350	»	352
Filature et peignage.....	1	2	121	»	123
Filature de laine peignée....	1	2	30	3	35
Filatures de laine cardée	3	21	118	52	191
Filature de coton... ..	1	2	33	49	84
TOTAUX.....	8	31	740	104	875

Dans les filatures de laine cardée, les deux équipes comprennent des renvideurs, des soigneuses et des canneteuses ; les autres ouvrières travaillant huit heures, entrent à peine pour 16 % dans le total du personnel, et sont occupées au mélange, aux magasins, aux ateliers de réparation. La proportion est à peu près la même dans les autres établissements. On peut dresser le tableau suivant indiquant les autres départements où est encore pratiquée la journée de huit heures :

SIÈGE DES ÉTABLISSEMENTS	NATURE	Nombre d'ouvriers faisant huit heures		
		Hommes	Femmes	Enfants
Nice.....	Fabrique de tapis.....	3	2	»
Romilly (Aube).....	Fabrique de bas pour varices....	16	2	»
Dinan (Côtes-du-Nord).	Fabrique mécanique de bonneterie.	1	63	»
St-Chamond (Loire)... et St-Martin-en-Coaillex. (Loire).	Fabrique de tissus élastiques....	53	62	27

A Dinan, l'industriel a pris lui-même l'initiative de réduire progressivement la journée de travail jusqu'à huit heures : « Il estime que la journée de huit heures est celle qui lui assure, non seulement le meilleur rendement à l'heure, mais aussi le meilleur rendement quotidien. Les salaires des ouvrières, toutes payées aux pièces, malgré la réduction

du temps de travail, n'aurait pas varié, bien que le tarif des pièces soit resté le même. » (1)

« De l'avis de M. Bénédicte B..., il existe dans son industrie (pour des ouvrières qui n'ont pas de travail physique, et qui toutes ne font qu'œuvre de surveillance du métier) une journée maximum qu'on ne doit pas dépasser. Pour lui, cette journée est de huit heures. » (2) Dans les deux fabriques de tissus de la Loire, les ouvriers qui font huit heures, sont répartis en deux équipes de huit heures de travail consécutives, sans repos.

IV. — Industries du vêtement (3)

L'inspection du travail signale quelques établissements qui pratiquent la journée de huit heures : un atelier de couture, à Nice, occupant trois femmes; un atelier de modes, à Bastia, occupant une femme; une manufacture de vêtements militaires, à Chamalières (Puy-de-Dôme), occupant trente-neuf femmes et dix-huit enfants, et un certain nombre d'orphelinats. L'inspecteur divisionnaire de la 10^e circonscription (Sud-Est) signale trente-cinq orphelinats qui occupent quatre cent cinquante femmes et huit cent soixante-dix enfants à divers travaux de couture et lingerie,

V. — Industries du bois (4)

Les rapports des inspecteurs du travail ne signalent, dans ces industries, que trois fabriques de petits balais au Puget-sur-l'Argens (Var), occupant ensemble cinquante personnes, dont deux hommes et quarante-huit femmes.

VI. — Industries des métaux.

La journée de huit heures est en vigueur dans l'industrie des métaux pour les ouvriers occupés aux trains de lami-

(1) *Bul. Of. Trav.*, mai 1906, p. 465.

(2) Etude sur l'influence de la réduction de la journée de travail sur le rendement industriel, par M. Grillet, inspecteur du travail à Rennes (*Bul. Insp. du Trav.*), 1902, nos 5-6, p. 434.

(3) *Bul. Of. Trav.*, mai 1906, p. 465.

(4) Id.

noir et aux fours à souder et à réchauffer dans les laminoirs à verge de tréfilerie (Doubs-Jura), et dans les tôleries du Jura. Le tableau suivant indique le nombre et la proportion des ouvriers faisant huit heures dans les divers établissements qui les emploient :

Sièges des Établissements	Ouvriers faisant 8 heures			Proportion sur l'ensemble du personnel	
	HOMMES	FEMMES	ENFANTS	TOTAL	P. o/o
Lods (Doubs)	24	»	»	24	44
Pont de Navoy (Jura).	40	»	11	51	61
Pont de Poitte (Jura).	39	»	»	39	32
Bourg de Sirod (Jura).	60	»	8	68	55
TOTAUX	163	»	19	182	47

Antérieurement, les ouvriers des trains de laminoir étaient divisés en deux équipes de douze heures; ils ont été répartis, en 1895, en trois équipes de huit heures; comme il faut un homme pour le décrassage des fours et le nettoyage des abords des laminoirs, la durée effective du travail est de sept heures. Par une plus grande vitesse de rotation donnée au laminoir, la production de chaque équipe est restée à peu près la même.

M. Francis Délaisi a fait, dans « Pages Libres », une intéressante étude sur les huit heures dans les Forges du Jura, où nous puisons les renseignements suivants : (1)

En 1855, se fonda la Société anonyme des Hauts-Fourneaux, fonderies et forges de la Franche-Comté, par la fusion de petites entreprises isolées, menacées par la concurrence et l'insuffisance des débouchés. Les usines de cette société sont dispersées sur soixante kilomètres, le long de la Loue; quatre sont sur l'Ain et une, Fraisans, sur le Doubs. Fraisans, fabrique de grosses tôles, fers marchands, matériel de ponts, charpentes. Les autres usines se bornent au laminage, tréfilage, clouterie, ressorts. La

(1) Francis Délaisi: *Les Huit heures dans les Forges du Jura*, n° du 28 avril 1906 de « Pages Libres », rue Séguier, n° 17.

Société est aujourd'hui, avec Châtillon-Commentry, le plus grand producteur de clouterie de la France. La journée de huit heures a été réalisée vers 1895; comment les industriels ont-ils été amenés à cette réduction?

A Lods, la journée de huit heures n'existe que pour les ouvriers employés au laminoir. C'est un travail à feu continu; le foyer consomme toujours la même quantité de charbon. Le directeur déclare: « Autrefois, deux équipes travaillaient douze heures par jour; c'était extrêmement fatigant; les repos étaient longs, il y avait des arrêts et le charbon brûlait toujours. Alors, afin d'économiser du combustible, nous eûmes l'idée, il y a dix ans, de remplacer les deux équipes de douze heures par trois équipes de huit heures. La consommation de charbon fut la même, mais comme l'ouvrier avait seize heures de repos entre chaque journée, il travailla avec plus d'ardeur, ne prit qu'une demi-heure de repos, n'arrêta plus la marche du laminoir. Le résultat fut que chaque équipe de huit heures produisit autant que les anciennes équipes de douze heures; et comme nous avons désormais trois équipes au lieu de deux, notre production s'accrut de 50 %, sans accroître nos frais généraux. » (1)

Au début cependant, il y eut quelque malaise; il avait fallu dégarnir les deux anciennes équipes de quelques bons ouvriers, il en résulta un fléchissement de la production et des salaires; mais les ouvriers payés aux pièces gagnèrent vite le temps perdu. Leurs gains sont aujourd'hui ce qu'ils étaient autrefois, la Compagnie n'a pas cependant modifié ses tarifs; elle paie par mille kilos de produits ouvrés exactement le même prix qu'il y a dix ans. Les hommes, avec le régime des douze heures, étaient surmenés et souvent malades. Cela coûtait assez cher à la Compagnie, qui fournit un tiers des fonds de la caisse de secours de l'usine instituée pour venir en aide aux malades. Depuis le nouveau régime, cette caisse est, paraît-il, plus prospère et on travaille à y joindre une caisse de retraite. Économie sur la caisse de secours, sur le combustible et les frais généraux, production accrue de 50 %, tels ont été les bénéfices des

(1) F. Délaisi : Loc. cit., p. 430.

industriels. Quelle est l'opinion de l'ouvrier : « Les tarifs, dit-il, n'ont pas été augmentés, mais on a travaillé plus vite. Le salaire moyen est ce qu'il était il y a dix ans. De ce côté-là, ni gain, ni perte, mais on a gagné quatre heures de loisir et c'est énorme ; au lieu de sortir à midi ou à minuit, éreintés, après douze heures passées près des fours, nous en sortons à huit heures du matin ou à quatre heures du soir. Nos forces ne sont pas épuisées, on va cultiver son jardin ; beaucoup ont, sur le coteau, quelques champs et vignes, ils les cultivent... » (1)

Le directeur assure qu'on fréquente moins le cabaret, ce qui donne raison à ceux qui prétendent que la journée de huit heures, en créant des loisirs à l'ouvrier, ne l'amènera pas à fréquenter plus assidûment le cabaret. Il n'est donc pas étonnant, étant donné les avantages qu'elle y trouve, que la Compagnie ait étendu la mesure à ses autres usines ; seule, l'usine de Fraisans n'a pas les huit heures, parce que la vapeur, au lieu de l'eau, faisant marcher les machines, il y a des arrêts résultant d'une pression trop faible, des interruptions de travail.

Pendant les suspensions de travail, les plaques, sous le laminoir, se refroidissent. Il faut les réchauffer, c'est une dépense nouvelle de combustible. Le fer devenant pailleux est à peu près inutilisable. L'insuffisance de l'outillage est donc nuisible aux ouvriers et aux industriels ; il semble donc que le perfectionnement de l'outillage rendrait possible l'application de la journée de huit heures à tous les lamineurs du Jura.

Mais les lamineurs de Lods ne constituent qu'un tiers seulement des ouvriers de cette usine ; pour les tréfileurs, par exemple, il n'y a pas d'économie de combustible et une diminution des heures de travail impliquerait une diminution de la production et, par suite, une diminution des salaires. A Champagnolles, au bord de l'Ain, où se trouvent des scieries, fours à chaux et surtout des forges, tréfileries, clouteries, essieux, etc., les ouvriers travaillent d'ordinaire aux pièces, tant par mille kilos de produits

(1) Francis Délaissi : Loc. cit. p. 430,

ouvriers. La journée de travail est de dix heures et demie, soit onze heures de présence à l'usine; à l'époque des basses eaux, on utilise seulement le tiers des métiers, et les ouvriers, divisés en trois équipes, travaillent huit heures; alors, la journée étant réduite, on produit plus vite, mais le produit moyen de la journée est plus faible. Cependant, déclare l'ouvrier, le gain serait le même, avec un outillage plus perfectionné, puisqu'en fait, avec onze heures de présence à l'usine, on ne fait guère plus de huit heures de travail effectif. Mais, objecte-t-on, si les bons ouvriers gagnent autant en huit heures qu'en onze, ceux qui sont moins bien doués verront leur salaire diminuer. A cette objection, un ouvrier fait la très intéressante réponse suivante : « Même aujourd'hui, l'ouvrier le plus assidu travaille vite et atteint de hauts salaires, mais alors le patron en prend prétexte pour diminuer les tarifs de tout le monde; c'est arrivé deux fois, à ma connaissance, à Champagnolles. En 1889, notamment, la Compagnie diminua d'abord de 23 fr. 50 à 15 fr. 75 le salaire payé par 1.000 kilos de certains numéros de fil de fer; puis, elle réduisit de 28 francs à 22 le tarif d'un autre numéro et ainsi de suite. Nous avons calculé alors que cela nous faisait une diminution moyenne de 30 % de nos gains. Une grève éclata; le Préfet intervint, et la diminution fut réduite à 25 %. Depuis lors, on s'est ingénié à rattraper les salaires d'autrefois; aujourd'hui, je gagne ce que je gagnais il y a dix ans, mais je produis un quart davantage. Au lieu de six machines, j'en fais marcher huit. La Compagnie seule a profité de mon assiduité. Tout cela, parce qu'il y a dix ans, certains ouvriers trop assidus (j'en étais peut-être) se faisaient, en onze heures et demie, des salaires que la Compagnie a jugés trop élevés. C'est ainsi chez nous, on a beaucoup de peine à faire comprendre aux camarades exceptionnellement doués qu'ils n'ont pas intérêt à produire trop et trop vite; leur bénéfice immédiat leur empêche de voir le détriment lointain qu'ils causent aussi bien à eux-mêmes qu'aux autres. La journée de huit heures empêcherait peut-être de trop grands écarts entre les salaires des forts et des faibles, car c'est pendant les dernières heures de la journée que se fait sentir la supériorité de l'ouvrier robuste. Elle enlève-

rait ainsi tout prétexte aux réductions collectives des tarifs. » (1)

Il est donc établi que, par un léger perfectionnement à l'outillage (les tréfileurs gagnant presque autant pendant les basses eaux qu'aux époques des hautes eaux et de la journée de dix heures et demie), la journée de huit heures serait d'une application encore pratiquement réalisable dans ce cas.

Pour la troisième catégorie de travailleurs, ceux qui sont payés à l'heure, leur production est, d'après le Directeur de Lods, proportionnelle à la durée du travail ; mais ils sont peu nombreux, un tiers à peine (mécaniciens, ajusteurs, réparateurs) encore travaillent-ils, la plupart du temps, à l'entreprise.

Comme conclusion de cette étude, l'auteur déclare que « pour les deux tiers au moins de la population ouvrière, la journée de huit heures est immédiatement réalisable, sans que l'industriel ait à hausser le prix de la main d'œuvre et sans que puisse intervenir, par conséquent, la concurrence étrangère ». (2)

Dans quatre fabriques d'objets en fer étamé, galvanisé, émaillé, à Bart et Dampierre-les-Bois (Doubs), sur mille huit cent quatre-vingt-deux ouvriers, cent vingt-trois, dont soixante-neuf hommes adultes et cinquante-quatre enfants, soit 6,5 % du personnel, sont répartis en trois équipes de huit heures. Ils sont occupés aux fours à cuire l'émail ; les cuiseurs introduisent dans les fours, sur une pelle spéciale au moyen d'une fourche à long manche montée sur chariot, les objets préalablement émaillés et ils les y laissent pendant le temps nécessaire pour fondre l'émail, cinq minutes en moyenne ; les tire-portes actionnent par un levier la porte du four au moment où le cuiseur introduit ou retire les pièces. Dans une des quatre usines, on n'admet pas les enfants à l'émaillage, et les ouvriers adultes soulèvent et abaissent eux-mêmes les portes à cause du poids des ustensiles, baignoires, éviers, etc. La journée de ces ouvriers a

(1) *La Journée de huit heures dans les forges du Jura*, F. Délaisi. Loc. cit. p. 432.

(2)

Ibid.

p. 433.

été réduite à huit heures en raison de la chaleur rayonnante des fours et des pièces qu'ils manipulent au sortir des fours; dans l'une de ces usines, en raison du manque de travail, une des trois équipes ayant été supprimée, les deux autres réparties en vingt-quatre heures font chacune dix heures. Seuls, six gaziers (chauffeurs de gazogènes) font huit heures en trois équipes.

Le reste du personnel fait dix heures; le plus grand nombre travaillent le jour; les autres (chauffeurs du foyer des fours, étameurs, broyeurs d'émaux, porteurs de pièces) travaillent jour et nuit en deux équipes qui font dix heures de travail effectif.

On signale encore l'Association des ouvriers en instruments de précision de Paris, occupant environ cinquante-cinq ouvriers et pratiquant depuis avril 1905 la journée de huit heures avec maintien du salaire payé auparavant pour dix heures (9 fr. 50). En même temps que la durée du travail était réduite, les bénéfices augmentaient puisqu'ils ont passés de 33.000 francs en 1904 avec la journée de dix heures à 71.000 francs en 1905 avec celle de huit heures. Le délégué de l'Association attribue ce résultat aux causes suivantes: perte de temps moins considérable dans la journée, meilleure production, moindre fatigue, diminution des frais généraux. (1)

On voit quels résultats la journée de huit heures a donnés dans l'application qui en a été faite dans l'industrie des métaux. La production ne paraît pas avoir diminué; dans certains cas, comme dans les Forges de la Franche-Comté, elle a augmenté de cinquante pour cent sans majoration des frais généraux; dans d'autres, comme pour les tréfileurs, un perfectionnement de l'outillage suffirait à permettre son application. L'avantage le plus appréciable qu'en retirent les ouvriers de ce genre d'industrie, c'est la diminution ou même la disparition de la fatigue ou de l'épuisement qui résultent des longues heures passées auprès des fours ou dans l'atmosphère accablante et surchauffée des usines.

(1) *L'Association ouvrière*, organe de la Chambre consultative des Associations Ouvrières de production à Paris, 15 avril 1906, p. 100.

VII. — Verreries.

Au début de 1906, la journée de huit heures était pratiquée dans le département du Nord dans dix-huit verreries sur trente-quatre. Le tableau ci-après en donne la répartition avec le nombre et la proportion du personnel qui est soumis à la journée de huit heures :

Nature de la fabrication	NOMBRE d'Établiss	Hommes	Femmes	Enfants	TOTAL	PROPORTION sur l'ensemble
Vitres	10 (1)	926	17	196 (6)	1 139	45 0/0
Bouteilles.....	4 (2)	564	»	423 (7)	987	67
Vitres et bouteilles.....	1 (3)	428	4	168 (8)	600	76
Vitres et gobelletterie.....	1 (4)	82	»	15	97	27
Glaces et Verres spéciaux.	2 (5)	229	»	78	307	23
	18	2 229	21	880	3.130	49

Dans les verreries à vitres du Nord, la journée de huit heures n'est appliquée en général qu'au personnel des fours à bassin ou à fusion, divisé en trois équipes se relayant de neuf heures en neuf heures. Il faut déduire de ces neuf heures deux repos de demi-heure, ce qui fait ressortir la journée à huit heures de travail effectif. Le premier repos est pris après la quatrième heure; les ouvriers ne prennent pas le second; ils quittent l'établissement demi-heure plus tôt.

Le personnel des étenderies divisé, en trois équipes, fait deux heures de présence coupées par deux heures de repos, de sorte que le travail fourni est de dix heures par vingt-quatre. Seule, la verrerie à vitres et à bouteilles d'Escaupont

(1) 5 à Aniche, 2 à Bruay, 1 à Fresnes, 1 à Marchiennes, 1 à Quiévrechin.

(2) 1 à Anor, 1 à Denain, 1 à Dorignies, 1 à Masnières.

(3) A Escaupont.

(4) A Aniche.

(5) 1 à Aniche, 1 à Jeumont.

(6) Dont 3 filles.

(7) Dont 43 filles.

(8) Dont 59 filles.

a adopté pour tout le personnel la même organisation, soit huit heures de travail effectif par poste de neuf heures de présence.

Dans les verreries à bouteilles du Nord où existe la journée de huit heures, le personnel des fours à fusion est réparti en trois équipes de huit heures. Dans les autres, ce personnel, réparti en deux équipes, fait dix heures de travail effectif par vingt-quatre heures. Les ouvriers employés au triage des bouteilles et au magasin font dix heures de travail effectif par douze heures de présence. Dans les fabriques de glaces et verres spéciaux où existe la journée de huit heures, le personnel, selon les établissements, est réparti en trois équipes de huit heures ou en deux équipes de dix heures. La journée de huit heures dans les autres départements est pratiquée dans vingt-neuf verreries réparties suivant le tableau ci-dessous :

NATURE de la fabrication	Nombre d'Établissements	OUVRIERS faisant 8 heures			
		HOMMES	FEMMES	ENFANTS	TOTAL
Bouteilles.....	19 (1)	4.202	125	1.945	6.272
Vitres.....	3 (2)	302	»	92	394
Vitres et bouteilles	1 (3)	213	»	52	265
Verres de lampes.	1 (4)	28	»	18	46
Glaces et verres spéciaux.....	3 (5)	263	»	»	263
Gobeletterie et bouteilles.....	2 (6)	188	»	161	349
TOTAUX.....	29	5.196	125	2.268	7.589

(1) 3 dans l'Aisne (Cuffies, Hirson, Folembray), 1 dans l'Allier (Montluçon), 1 dans l'Ardèche (Labégude), 1 dans les Bouches-du-Rhône (Marseille), 1 dans l'Hérault (Le Bousquet d'Orb), 3 dans la Marne (Courcy-La Neuville, Reims), 3 dans la Loire (Rives-de-Gier, Veauche, Saint-Romain-le-Puy), 1 dans la Haute-Loire (Sainte-Florine), 1 dans la Nièvre (Saint-Léger-des-Vignes), 1 dans le Rhône (Givors), 1 en Saône-et-Loire (Chalon), 2 dans le Tarn (Carmaux et Albi).

(2) 1 dans le Gard (Bessèges), 2 dans la Loire (Rive de-Gier et Givors).

(3) A Rive-de-Gier (Loire).

(4) A Larnac par Saint-Hilaire-de-Brethmas (Gard).

(5) 1 dans l'Aisne (Saint-Gobain), 1 dans l'Allier (Montluçon), 1 en Seine-et-Marne (Bagneux).

(6) Dans les Bouches-du-Rhône (Marseille),

Dans les verreries à bouteilles de l'Aisne et de la Marne, le personnel qui fait huit heures comprend uniquement des adultes. Ils sont répartis en trois équipes; les autres employés au triage et à l'emballage des bouteilles et à divers travaux (forge, charonnage, etc...) font dix ou onze heures par jour. La proportion des ouvriers qui font huit heures varie de cinquante-huit à soixante-huit pour cent. Dans les verreries à bouteilles d'Albi, Carmaux et du Bousquet d'Orb, le régime des trois équipes de huit heures est appliqué aux ouvriers employés au chargement des fours à bassin, au cueillage et au soufflage du verre, à la présentation des outils, au transport, aux fours à recuire, au déchargement de ces fours et au triage des bouteilles: la proportion de ces ouvriers varie de 76 à 86 % selon les établissements. Dans les autres départements de 70 à 90 %.

Dans les verreries à vitres, la proportion est de 50 à 70 %. Dans la verrerie à vitres et à bouteilles, elle est de 80 %; dans la fabrique de verres de lampes, de 60 %. A Montluçon, dans la manufacture de glaces et de verres spéciaux, les trois équipes de huit heures fonctionnent à l'atelier des verres de toiture, verres imprimés et verre armé. A la glacerie, les ouvriers qui travaillent à la matière fondue (hommes de coulée, équarrisseurs, chauffeurs de carcaises) ne font que huit heures parce que la coulée dure environ huit heures par jour. A Saint-Gobain, les ouvriers de la fabrication des glaces font huit heures, les autres, soit 84 %, font dix heures. Dans les fabriques de verres spéciaux pour optiques et globes de pendules de Bagneaux, les ouvriers qui travaillent aux fours, dits à pots, de cinq heures du matin à une heure du soir, font huit heures, le reste fait dix heures.

La journée de huit heures a été mise en pratique, à partir du 30 avril 1906, dans la verrerie blanche (fabrication de petites bouteilles en verre blanc, à Quinquengrogne, par Wimpy (Aisne), à la demande des ouvriers. Les équipes qui faisaient auparavant dix heures n'en firent plus que huit. Le 11 mai, le patron informait l'inspecteur du travail que les ouvriers avaient eux-mêmes demandé de revenir à l'ancienne organisation.

On ne nous dit pas quels ont été les motifs de cette détermination.

La journée de huit heures s'est, comme on le voit par les renseignements fournis par l'inspection du travail, généralisée à peu près dans la verrerie.

En 1906, la journée de huit heures était appliquée dans 47 verreries, occupant 10.756 ouvriers, répartis suivant le tableau ci-dessous :

NATURE de la fabrication	NOMBRE d'établissements	Ouvriers faisant 8 heures			
		Hommes	Femmes	Enfants	TOTAL
Bouteilles.....	23	4.766	125	2 368	7.259
Vitres	13	1.228	17	288	1.533
Gobeletterie.....	2	188	»	161	349
Vitres et bouteilles..	2	641	4	220	865
Vitres et gobelette- ries	1	82	»	15	97
Glaces et verres spé- ciaux.....	5	492	»	115	607
Verres de lampes....	1	28	»	18	46
TOTAUX	47	7.425	146	3.185	10.756

C'est dans l'industrie de la fabrication des bouteilles que les ouvriers faisant huit heures sont les plus nombreux. Vient ensuite l'industrie de la fabrication des vitres, vitres et bouteilles, vitres et gobeletteries. Il n'est pas étonnant que la journée de huit heures se développe pareillement dans la verrerie, car c'est un des métiers les plus pénibles. Le verre incandescent ou en fusion dégage une chaleur considérable, l'atmosphère surchauffée rend le travail très pénible.

Il serait à souhaiter, étant donné les dangers de la profession de verrier, que le travail de nuit fût interdit aux enfants dans cette industrie. L'article 6 de la loi de 1892 autorise l'industrie à employer les enfants au travail de nuit dans les verreries. M. Fagnot, dans son rapport présenté à l'Association internationale pour la protection

légale des travailleurs, (1) conclut qu'il est possible de supprimer le travail de nuit des enfants, dans toutes les usines à feu continu, « sans compromettre ni le fonctionnement technique des usines, ni l'apprentissage des enfants ». La Commission du travail de la Chambre vient, d'ailleurs, d'approuver le rapport de M. l'abbé Lemire, sur sa proposition de loi, tendant à supprimer le travail de nuit des enfants dans les usines à feu continu. Une semblable proposition ne serait-elle pas de nature à faire remanier complètement l'organisation industrielle des usines à feu continu, en même temps que l'organisation du travail ? Ne faudrait-il pas y voir un acheminement vers une journée de travail de plus en plus réduite et le perfectionnement, de plus en plus grand, de l'outillage et des machines ?

En résumé, au point de vue qui nous occupe, au commencement de 1906, les inspecteurs connaissaient en France, en dehors des exploitations de l'État, 140 établissements industriels où la journée de huit heures était appliquée à tout ou partie du personnel ouvrier. Sur 14.744 ouvriers qui bénéficiaient de ce régime, on comptait 8.346 hommes adultes, 2.069 femmes, 4.329 enfants, pouvant être répartis ainsi, par industries :

Sur ces 14.744 ouvriers, 78 % travaillaient la nuit (8.060 adultes, 146 femmes, 3.248 enfants), 11.185 (7.791 hommes, 146 femmes, 3.248 enfants), soit 76 %, étaient répartis en trois équipes de huit heures dans des établissements travaillant jour et nuit.

1.017 ouvriers, soit 7 %, étaient répartis en deux équipes successives, travaillant en tout seize heures par jour.

1.945 ouvriers n'étaient pas organisés par équipes.

Enfin, 75 % des ouvriers faisant huit heures étaient occupés dans le voisinage de fours ou de foyers à haute température (fours de verrerie, fours de laminoir, fours à souder, fours à cuire l'émail).

(1) Raoul Jay, *La Protection légale du Travailleur*, p. 217, note 1.

SECTION II. — UNE EXPÉRIENCE INDUSTRIELLE EN BELGIQUE

DE LA JOURNÉE DE HUIT HEURES

L'expérience à laquelle s'est livré, en Belgique, M. Fromont, ingénieur, sorti de l'École de Liège, directeur-gérant des usines d'Engis, qui appartiennent à la Société des produits chimiques d'Engis, vaut qu'on s'y arrête d'abord parce que les conditions dans lesquelles elle a été entreprise sont analogues à celles qui existent chez nous, ensuite parce que les considérations qui l'ont inspirée pourront être utiles aux industriels et à tous ceux qui se préoccupent de rechercher la solution de cette question.

Pour désulfurer le minerai de zinc sulfuré (blendes), on opérail, anciennement, dans des fours ouverts, dits de Freiberg, qui avaient le grave inconvénient de laisser se dégager, à l'air libre, les gaz sulfureux qui endommageaient la végétation environnante et laissaient s'échapper le gaz sulfureux qui pouvait être transformé en acide sulfurique.

On remplaça ce système par un autre beaucoup plus mauvais : on remplaça ces fours par des fours fermés ; mais, comme l'opération était d'une durée de vingt-quatre heures et devait, pensait-on, être conduite par le même homme, la durée normale de travail était de vingt quatre heures consécutives. Sans doute, l'ouvrier se reposait pendant les vingt-quatre heures suivantes, mais il y avait, on le comprend, une déperdition de forces énorme, difficile à compenser par les dix ou douze heures de repos qu'il prenait tous les deux jours. « Combien de ces hommes, dit M. Fromont, lorsqu'ils quittaient, le matin, leur famille, ne recevaient-ils pas une provision d'alcool des mains mêmes de leurs femmes, guidées qu'elles étaient, les malheureuses inconscientes, par leur imprévoyante sollicitude, à vouloir permettre à leurs maris de réparer la défaillance de leur énergie, de se « refaire des forces », suivant l'expression pittoresque des ouvriers. »

La durée du travail fut ramenée à douze heures, avec deux pauses d'une demi-heure et une d'une heure, à midi

ou à minuit; mais il fut difficile d'obtenir un travail intensif de la part des ouvriers, habitués aux lenteurs du travail de l'ancien système. Il est à remarquer que sous le régime de la journée de vingt-quatre heures, l'ouvrier traitait, en douze heures, cinq cent quatre-vingt-trois kilos de blende; sous le nouveau régime, il traitait, en douze heures, mille kilos de blende. Cependant, les douze heures étaient encore trop longues. « Pendant les chaleurs accablantes de l'été, écrit M. Fromont, l'endurance des grilleurs faiblissait encore, au point de nécessiter la formation de brigades permanentes de secours qui aidaient ou relayaient les ouvriers affaiblis ou incapables de continuer leur travail. » (1)

C'est alors que fut appliquée la journée de huit heures. On organisa trois équipes de huit; les repos furent diminués; on prolongea l'activité des fours de deux heures et demie, soit un gain de plus de 10 %.

Le tableau suivant montre l'avantage de ce système :

ANCIEN SYSTÈME		NOUVEAU SYSTÈME	
2 postes de 12 heures.		3 postes de huit heures.	
<i>Temps de présence à l'usine :</i>			
313 jours ordinaires à		313 jours à 8 heures.	2.504
12 heures.....	3.756	17 dimanches à 16 h.	272
26 dimanches à 24 h.	624		
	4.380		2.776
ou 50%.		ou 31,6 %.	
<i>Temps de travail effectif :</i>			
313 jours à 10 heures.	3.130	313 jours à 7 h. 1/2..	2.347 50
26 dimanches à 20 h.	520	17 dimanches à 14	
		heures 3/4... ..	250 75
	3.650		2.598 25
ou 41,79 % du temps total		ou 29,6 % du temps total	
mal utilisé.		mal utilisé.	

<i>Repos dans l'usine :</i>			
310 jours à 2 heures.....	616	313 jours à 1/2 heure..	156.50
26 dimanches à 4 heures..	104	17 dimanches à 1 h. 1/4.	21.25
	720		177.75

(1) L.-G. Fromont. — *Une expérience industrielle de réduction de la journée de travail*, p. 48.

Repos en dehors de l'usine :

313 jours à 12 heures... 3 756	313 jours à 16 h..... 5.008 »
26 dimanches à 24 h.... 624	35 dimanches à 24 h. 840 »
<u>4.380</u>	17 dimanches à 8 h.. 136 »
	<u>5.984 »</u>
ENSEMBLE..... <u>5.400</u>	ENSEMBLE.... <u>6 161 75</u>
ou 58, 3 % du temps total.	ou 70, 4 % du temps total.

D'après ce tableau, l'ouvrier fournissait anciennement 41, 7 % de son temps pour une utilisation des fours de 20 h. sur 24 h., il ne fournit plus que 29,6 de son temps pour une utilisation de 22 h. 1/2.

Résultats : gain de 48 minutes par poste, le gain total étant de 2 h. 1/2 sur 24, correspondant à 11 kilos par heure, soit, par poste, 83 kilos, et pour les trois postes, 250 kilos environ.

La production étant de 7 h. 1/2 par poste, devait être, suivant les prévisions, de 850 kilos, au lieu de 1.000 en 10 heures, le salaire journalier devait baisser de 4 francs à 3 fr. 50; grâce à la fermeté de la Direction, six mois après, « l'ouvrier était parvenu à atteindre, en 7 h. 1/2 de travail effectif, une production égale à celle qu'il fournissait jadis en 19 heures de travail effectif. Et, puisque les salaires étaient établis par 1.000 kilos de matière produite, reconnue de bonne qualité après analyse, le gain journalier de l'ouvrier devenait, pour les huit heures de présence à l'usine, égal à celui qu'il était jadis pour douze heures de séjour au travail. »

Le prix de revient diminua de 20 %; la diminution de la journée de travail eut également une influence sensible sur la santé des ouvriers, le déficit de la caisse de secours cessa de s'accroître pour faire place, bientôt, à des excédents de recettes.

« Un autre résultat a été atteint, dit M. Fromont, l'usage clandestin à l'usine, des boissons alcooliques, a été complètement extirpé et même, en dehors de l'usine, on peut dire que l'ivrognerie a presque totalement disparu. »

Cette expérience a donc parfaitement réussi; elle a été faite dans des conditions qui en garantissent l'exactitude

scientifique dans un pays où les conditions de la production sont semblables à celles que nous avons en France, où il n'existe aucune réglementation légale du travail.

De plus, remarquons que l'expérience a été faite avec, comme point de départ, la journée de douze heures et que, chez nous, le point de départ, serait celle de dix heures.

« Enfin, cette expérience est encore probante, dit M. Alfassa, parce qu'elle a été faite dans les conditions mêmes d'outillage et de salaires existantes avec la journée de douze heures et qu'elle n'a, par suite, entraîné à aucune dépense nouvelle de ce fait. » (1)

(1) M. Alfassa. — *Notes Économiques*. Loc. cit., p. 1260.

CONCLUSION

A la fin de cette étude, nous apparaît-il que la question des huit heures constitue une revendication irréalisable et chimérique et sans aucune portée pratique dans le domaine économique et social ? — Sommes-nous convaincu, au contraire, de la possibilité de sa réalisation immédiate, de la nécessité même de son application aux travailleurs français ?

Ni l'un, ni l'autre.

Non, la journée de huit heures n'est pas irréalisable, des expériences anciennes et récente en font foi ; en Angleterre, en Allemagne, aux États-Unis, en France, des résultats concluants ont été fournis. Quelles que soient les modalités du travail, le genre d'industrie, partout nous avons vu la diminution de la journée de travail produire des effets bien-faisants et, dans aucun cas, la diminution du rendement, quand elle s'est produite, n'a été en proportion avec la diminution de la durée du travail.

Nous ne croyons pas davantage qu'une réforme de cette nature pût être imposée à toutes les industries par une mesure générale. Le principe des huit heures ne peut pas et ne pourra jamais rentrer dans une loi d'ordre général comme le souhaitent les socialistes parce qu'en cette matière, où tant d'éléments de nature si variée doivent entrer en ligne de compte, une disposition d'ensemble serait une absurdité.

Non pas que nous rejetions l'idée d'une application de la journée de huit heures par voie législative ; c'est une loi qui, en France, a consacré le principe des huit heures, mais nous voulons des lois d'espèce, les seules utiles et efficaces, parce qu'elles ont le mérite de sérier la réforme et de ne s'appliquer qu'à des cas connus, étudiés, ne ménageant pas de catastrophes aux industriels, de mécomptes au législateur.

Ces lois d'espèce apparaissent même de plus en plus

nécessaires « à mesure que la technique se développe, que les machines sont plus compliquées, leur mouvement plus rapide ; l'ouvrier a à satisfaire à des exigences plus grandes et la réduction de la durée du travail apparaît davantage comme une nécessité physiologique ». (1) Parmi les métiers où les conditions du travail sont particulièrement insalubres ou dangereuses, où une loi spéciale comme celle du 29 juin 1905 apparaît de plus en plus nécessaire, on peut citer en première ligne ceux qui occupent les ouvriers tantôt de jour, tantôt de nuit, dans les usines où le travail est continu ; « la limitation de la journée de travail à huit heures et la division du personnel ouvrier en trois équipes apparaissent ici comme la nécessaire solution ». (2) Il faut même ajouter que la loi exerce une influence bienfaisante sur l'industrie par la réglementation de la durée du travail. Du jour où la journée est réduite, l'industriel se préoccupe de transformer son outillage, ses méthodes de travail, l'invention se donne libre carrière ; une véritable sélection se produit entre ouvriers et patrons ; en l'absence de loi, l'industriel continue ses anciennes pratiques dans l'espoir toujours de compenser son infériorité technique en abaissant les salaires ou en prolongeant la durée du travail.

La loi est donc utile et nécessaire, mais elle est insuffisante ; elle agit comme action de redressement, pour empêcher l'initiative privée de s'égarer dans l'un ou l'autre sens ; mais avant elle, au-dessus d'elle, il faut placer la liberté humaine, les prévisions individuelles déterminantes de l'initiative privée seule, capable d'approprier exactement l'organisation du travail aux modalités, aux besoins et aux conditions d'exploitation d'une industrie déterminée.

Les industriels éclairés ont plus fait par les expériences heureusement entreprises pour la journée de huit heures que toutes les lois du monde. Qui donc pourrait croire un seul instant que la loi du 29 juin 1905 sur les mines, introduisant la journée de huit heures pour une catégorie déterminée d'ouvriers, eût réussi, si déjà les industriels ne l'avaient eux-mêmes préparée par un mode d'organisation

(1) Jay. Loc. cit., p. 145.

(2) E. Roth. Cité par Jay. Loc. cit., p. 145, note 1.

du travail assez semblable à celui qu'elle allait instituer ? Car ce n'est pas la loi qui est créatrice, la loi n'est que l'expression de la vie sociale, économique, industrielle et politique d'un pays. Dans un domaine déterminé, des phénomènes symptomatiques apparaissent, des tendances plus ou moins nettes constitutives d'un état social ; c'est cet état de fait qui devient la loi. « Les réformes progressives sont seules durables..., c'est la force et non la violence, c'est la persévérance et non la révolte qui permettront à notre démocratie d'accorder progressivement à ses membres la journée de huit heures. » (1)

Comme Sidney Webb le fait remarquer dans son ouvrage sur la journée de huit heures, le nombre huit n'a rien de magique (*there is no magic in the number eight*). (2) Ce n'est pas une formule absolue, un programme définitif. Cette formule, qui est claire et simple, exprime seulement le désir des travailleurs d'obtenir des courtes journées. Peu importe pour le travailleur que la journée ne soit pas exactement de huit heures, pourvu qu'elle soit courte, en rapport avec ses forces et l'importance de la tâche à accomplir. Peu importe pour le travailleur que cette courte journée soit obtenue par la loi ou autrement, pourvu qu'il en jouisse. Les 3/8 ne peuvent pas signifier autre chose qu'une tendance générale, un vœu de la classe ouvrière. Elles peuvent d'ailleurs n'être qu'une étape ; dans certaines industries, par une nouvelle organisation du travail, par l'emploi d'un nouvel outillage, il n'est pas impossible de voir la journée de travail de plus en plus réduite descendre au-dessous de huit heures. Les développements scientifiques seront certainement les facteurs essentiels de cette réforme. Par contre, d'autres industries ne pourront jamais se prêter facilement à une réduction aussi accentuée de la journée de travail. Si elle est d'une application relativement facile dans les industries qui comportent une production continue et, par voie de conséquence, un travail régulier et une distribution uniforme ; « en revanche, il en est d'autres qui,

(1) *La Journée de huit heures et l'Action révolutionnaire*. (Correspondance sociale. 1^{er} mai 1906).

(2) S. Webb and Harold Cox. *The Eight Hours Day*, p.12.

obligées de compter avec les découvertes incessantes de la science moderne et sujettes à des perfectionnements inattendus, ne peuvent pas s'aventurer dans une production de longue haleine ». (1) La production est au jour le jour ; les industries qui répondent aux nécessités du moment demandent à leur personnel un effort variable. « Prenez les avions, on ne peut pourtant pas en emmagasiner par douzaines. Suivant que les commandes abondent en l'honneur de l'engin du jour, ou qu'elles se ralentissent dans l'attente de l'engin nouveau, les travailleurs de la partie vont du chômage de la veille au coup de collier du lendemain. En peut-il être autrement ? » (2) Evidemment non. On peut citer des cas nombreux où se manifeste l'impossibilité de réduire la journée de travail au delà de certaines limites ; au sein d'une même industrie, il peut exister une solidarité entre diverses catégories d'ouvriers (abatteurs et herscheurs dans les mines). La durée de travail des uns dépend de la durée de travail des autres. Il est des opérations industrielles qui exigent quinze à seize heures de travail consécutives (chauffeurs, fondeurs, pétrisseurs dans les fabriques de pâtes alimentaires, malteurs dans les fabriques de bière), la question peut se poser dans ces derniers cas d'une réglementation hebdomadaire plutôt que journalière. Chaque industrie fait son cas ; le *plerumque fit* n'existe pas en cette matière.

Selon nous, le problème est entièrement nouveau. On peut difficilement se baser sur les expériences précédentes de réduction de la journée de travail. La solution ne pourra être fournie que par des expériences prolongées et renouvelées dans toutes les branches de l'industrie.

Il est cependant à l'heure actuelle un résultat acquis : C'est que cette question présente un réel intérêt pour les travailleurs de tous les pays qui sont chaque jour de plus en plus avant dans la voie de la législation protectrice du travail. Et ce n'est pas peu important. D'excellents esprits ont récemment déclaré que l'idée de la journée de huit heures était une pure chimère. « La chose ne serait

(1) *La Dépêche*, 3 mai 1910. Pierre et Paul,

(2) Ibid.,

possible qu'autant que le pays qui voudrait tenter l'expérience n'aurait aucun rapport industriel et commercial avec le reste du monde, qu'il n'échangerait rien avec lui, qu'il n'aurait pas d'exportation et pourrait vivre, en quelque sorte, de sa subsistance. Ce sont des choses qui peuvent se voir dans la lune, mais qui ne se rencontrent plus nulle part sous la calotte des cieux. » (1)

Nous pensons comme M. Méline, qu'un pays n'existe pas à l'état d'entité, de pure abstraction. Mais, n'est-ce pas justement parce que les intérêts commerciaux des nations se rencontrent, que leur solidarité s'affirme, que les marchés du monde ressemblent de plus en plus, suivant sa propre expression, à une série de vases communicants ? Si les nations se compénètrent, n'est-il pas vrai que les intérêts des ouvriers de tous les pays sont de plus en plus communs, et que, rapprochés de plus en plus, par l'extension de la grande industrie moderne, leurs conditions s'identifiant, l'accord se fait entre eux tous les jours, sur la formule de leurs communes revendications ?

Dès lors, il devient aisé de répondre à tous ceux qui dressent l'objection de la concurrence étrangère comme une barrière infranchissable pour les partisans de la journée de huit heures.

Les syndicats ouvriers, dit-on couramment, se préoccupent-ils de la concurrence étrangère ? Ont-ils trouvé le moyen de faire qu'une telle limitation s'accomplisse le même jour, à la même heure, dans tous les pays d'Europe ? Sinon, comment soutenir cette concurrence, si l'on force les patrons à hausser leurs prix de vente, en haussant les salaires.

On n'omet qu'un détail, c'est que ce mouvement est un mouvement international, c'est que les travailleurs de tous les pays sont également intéressés à cette limitation.

La législation protectrice du travail se développe lentement, mais sûrement ; nous avons vu, à l'assemblée générale de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, tenue à Lugano, en septembre dernier,

(1) J. Méline. — *Le retour à la terre et la surproduction industrielle*. (Librairie Hachette 1905.)

des délégués anglais, allemands, italiens, hongrois, suisses, accepter les propositions relatives à la protection du travail et s'engager à tout faire pour les introduire dans les lois de leurs pays respectifs.

C'est que la classe ouvrière veut ardemment cette limitation de la journée de travail, seule compatible avec son complet développement. « Les trois ou quatre heures soustraites à la fabrique et restituées à la vie, c'est là le jardin réservé de la vie domestique, civique, religieuse, intellectuelle et artistique. » (1)

C'est parce que les ouvriers comprennent tout cela, qu'ils souhaitent la journée de huit heures, qui doit leur procurer ces loisirs.

Leur désir se réalisera-t-il bientôt?

M. Raoul Jay dont la « *Revue populaire d'Économie sociale* » a fait connaître l'opinion, s'exprime ainsi : « Il est évident que la nature même du développement qui se poursuit sous nos yeux tend à rendre possible, sinon à imposer la réduction progressive de la durée du travail. Le résultat des inventions qui se succèdent n'est-il pas toujours de permettre de produire autant et même plus en un moindre temps ?

« *L'avenir* appartient à la journée de huit heures.

« Combien de temps faudra-t-il pour y parvenir ? Il est difficile de rien affirmer sur ce point. Je suis cependant enclin à croire que la journée de huit heures se généralisera plus rapidement qu'on ne le pense d'ordinaire. » (2)

Il est à souhaiter que M. Jay ait prophétisé juste et que les événements lui donnent raison.

(1) Ch. Gide, *Économie sociale*, p. 135.

(2) *Revue populaire d'Économie sociale*. Juillet-août 1906, p. 166.

BIBLIOGRAPHIE

- ANSIAUX. — *Heures de travail et salaires. Étude sur l'amélioration directe de la condition des ouvriers industriels*. 1 vol. 1896.
- ARTAUD A. — *La Protection légale de l'employé et la réglementation du travail des magasins*. Rap. présenté à l'Ass. Int. pour la protection légale des travailleurs.
- CAUWES. — *Cours économie politique*, 1908-09 (Paris).
- DESCHAMPS. — *Cours Hist. des doctrines économiques*, 1908-09 (Paris).
- FROMONT L.-G. — *Une Expérience industrielle de réduction de la Journée de travail*, préface de E. Mahain. Bruxelles, (1906).
- GIDES Charles. — *Economie sociale*, 3^e édition, 1907.
- JAY Raoul. — *Cours législation industrielle*, 1908-09. (Paris) — *La Protection légale des travailleurs*, 1 vol. 2^e édition, 1910. — *La Limitation légale de la Journée de travail en France*. Rap. présenté à l'Ass. Internationale pour la protection légale des travailleurs, Paris, Alcan, 1906.
- JOHN RAE. — *La Journée de huit heures*, traduit par GEO F. STARK. Londres, 1894.
- LECOQ Marcel. — *La Journée de huit heures*, 2^e édition, Paris (Rivière), 1907.
- LEVASSEUR. — *Histoire des classes ouvrières en France*.
- MILHAUD Caroline. — *L'Ouvrière en France, sa condition présente, les réformes nécessaires*. Paris, Félix Alcan, 1907.
- MÉLINE J. — *Le Retour à la terre et la surproduction industrielle* (librairie HACHETTE, 1905).
- PIC Paul. — *Traité élémentaire de Législation industrielle*, 3^e édition, Paris, Arthur Rousseau, 1909.
- RIST Ch. — *La Journée de travail de l'ouvrier adulte en France et sa limitation par la loi*, Paris, LAROSE, 1898.
- SIDNEY Webb and HAROLD COX. — *The eight hours day*. London, 1891.
- TARDE. — *Psychologie économique*.
-

PUBLICATIONS

Association nationale pour la protection légale des travailleurs ; La durée légale du travail. Des modifications à apporter à la loi de 1900. Rapports de MM. Fagnot, Millerand et Strohl. Paris, Alcan, 1905.

Bulletin de l'Office du travail, années 1898-1910.

Bulletin de l'Inspection du travail. Paris, Imprimerie Nationale, 1902, numéros 5 et 6.

Bulletin de la Société d'encouragement pour l'Industrie nationale. juin 1907, novembre 1907. Paris, rue de Rennes, 44.

La Dépêche de Toulouse, mai 1910.

L'Economiste français, 23 avril 1910.

Journal officiel. J. O. 1891. Chambre, ann. p. 1198-1891. Ch., ann. p. 1039-1891. Ch., ann. p. 1249-1894. Débats, p. 849-1894. Ch., ann. p. 1425. Ch., ann. 1906, n° 375, p. 14. — Sénat, 1904, ann. n° 29, p. 16. — Ch., ann. 1910, n° 272. — Ch., ann. 1911, 10 janvier, p. 59.

Le Mouvement Socialiste, 15 mars 1905, n° 151. *La Conquête de la Journée de huit heures*, par Emile POUGET.

Notes sur la Journée de huit heures dans les établissements industriels de l'État : Office du travail, Imprimerie nationale, 1906.

Pages libres : N° 278, 28 avril 1906, *Les Huit heures dans les forges du Jura*, par Francis DELAISI ; n° 356, 26 octobre 1907, *La Journée de huit heures*, d'après un article de Maxime LEROY ; 28 avril 1906, p. 440, *Le 1^{er} Mai et la Journée de huit heures*, par G. BEAUBOIS.

Revue de Paris : 15 octobre 1907, *La Journée de huit heures*, par Maxime LEROY.

Revue Socialiste : Année 1905, p. 641, *La Journée de huit heures*, par Etienne BUISSON ; année 1890, n° 64. *Mouvement social en France et à l'étranger*, par A. VEEER ; avril 1890, p. 379, *La Protection du travail*, par Gustave ROUANET ; juin 1890, n° 66, t. II, p. 702, *Les Trois-Huit et la théorie du travail intensif*, par P. BOILLEY.

Revue politique et parlementaire, mars 1902, n° 93, p. 605, *La Question des huit heures dans les mines*, par M. de SEILHAC.

Rapport Boudenoot au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la durée de la journée de travail dans les mines. Sénat, année 1904, n° 29.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS.....	7
CHAPITRE I. — La protection légale du travail	9
Le rôle de l'État dans les rapports du capital et du travail. — De la réglementation et de la liberté économique. — Théorie du laisser-faire. — Évolution du travail industriel. — Mouvement contemporain des principales législations.....	9
CHAPITRE II. — <i>Section I.</i> — I. EXPOSÉ HISTORIQUE SOMMAIRE DE LA LÉGISLATION FRANÇAISE.....	18
Lois de 1841 et 1848. — Loi de 1874. — Législation générale actuelle ; lois du 2 novembre 1892, 30 mars 1900. — Loi spéciale du 29 juin 1905.....	18
II. LACUNES DE LA LÉGISLATION. — NOUVEAUX PROJETS DE RÉFORME..	23
<i>Section II.</i> — LA QUESTION DES HUIT HEURES.....	32
Ses origines. — Propagande préliminaire : les congrès ; interventions parlementaires et projets de loi ; expériences tentées en France dans les services particuliers de l'État et dans l'industrie privée...	32
CHAPITRE III. — Les bienfaits de la journée de huit heures ..	45
Avantages physiologiques, moraux et sociaux.....	45
CHAPITRE IV. — Le problème économique	55
I. Position du problème. — Solution socialiste.....	55
II. Notion de la productivité du travail. — Théorie du travail intensif.....	67
III. Le rôle de la concurrence internationale. — Pas de solution d'ensemble.....	76
CHAPITRE V. — Les établissements industriels de l'État	79
I. Ateliers des postes et télégraphes.....	79
II. Établissements de la marine.....	82
III. Établissements de la guerre.....	94
IV. La journée de neuf heures dans les établissements industriels de l'État : manufacture de Sèvres, Imprimerie nationale, manufacture de tabacs et manufacture d'allumettes, ateliers de la Monnaie...	98
CHAPITRE VI. — La journée de huit heures dans les mines ..	104
Conditions techniques du travail dans les mines : ouvriers du fond, ouvriers de la surface. — Proposition de loi. — Loi du 29 juin 1905. — Discussion à la Chambre. — Rapport Boudenoot. — Lacunes de la loi, projets de réforme.....	104

CHAPITRE VII. — La journée de huit heures dans l'industrie privée	117
<i>Section I.</i> — DIFFÉRENTES INDUSTRIES APPLIQUANT EN FRANCE LA JOURNÉE DE HUIT HEURES. — RÉSULTATS PRATIQUES.....	117
I. Produits chimiques.....	119
II. Imprimeries.....	120
III. Industries textiles proprement dites.....	121
IV. — Industries du vêtement.....	123
V. — Industries du bois.....	123
VI. — Industries des métaux.....	123
VII. — Verreries.....	130
<i>Section II.</i> — UNE EXPÉRIENCE INDUSTRIELLE EN BELGIQUE DE LA JOURNÉE DE HUIT HEURES.....	135
CONCLUSION.....	139
BIBLIOGRAPHIE.....	145

